

MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Douzième séance – Mardi 11 septembre 2012, à 20 h 45

Présidence de M. Jean-Charles Rielle, président

La séance est ouverte à 20 h 45 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{mes} Nicole Valiquier Grecuccio et Salika Wenger.*

Assistent à la séance: *M. Rémy Pagani*, maire, *M^{me} Sandrine Salerno*, vice-présidente, *M^{me} Esther Alder* et *M. Sami Kanaan*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 24 août 2012, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour lundi 3 septembre, mardi 11 septembre et mercredi 12 septembre 2012, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2013 (PR-980)¹.

TABLE DES MATIÈRES

1	message du conseil administratif	7	1
2	Présentation générale « ville de Genève »	11	2
2.1	contexte socio-économique	13	2.1
2.2	chiffres clés et principales évolutions	14	2.2
2.3	projet de budget par politique publique	36	2.3
3	Projet de budget par département	51	3
3.1	Autorités	53	3.1
3.2	Finances et logement	63	3.2
3.3	constructions et aménagement	79	3.3
3.4	culture et sport	93	3.4
3.5	Environnement urbain et sécurité	105	3.5
3.6	cohésion sociale et solidarité	123	3.6
4	Annexes	141	4
4.1	Présentations « légales »	143	4.1
4.2	projets de délibérations	152	4.2
4.3	détail des subventions par politique publique	155	4.3
4.4	détail des gratuités par politique publique	169	4.4
4.5	Lexique	184	4.5

¹ Version complète du projet de budget consultable sur le site internet de la Ville de Genève et aux Archives de la Ville de Genève.

1 MESSAGE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le débat budgétaire est un moment politique majeur. c'est l'occasion de soumettre au conseil municipal (cm) les orientations budgétaires souhaitées pour l'année à venir, étant entendu que celles-ci ne sont qu'une traduction financière des orientations politiques. c'est également l'occasion pour le conseil municipal de délibérer sur ces orientations, de voter un budget et de donner ainsi à l'administration les moyens de mettre en œuvre les orientations retenues.

Le projet de budget présenté au conseil municipal revêt donc une importance particulière, dans la mesure où il est le support des discussions entre le conseil administratif (ca) et le conseil municipal. celui-ci doit à la fois refléter les orientations politiques du ca et être lisible pour le cm.

2012: année de transition

L'année 2012 est atypique pour notre commune. En automne prochain, se tiendra en effet l'élection partielle qui désignera la personne succédant à notre collègue désormais conseiller d'état, pierre maudet. dans ce contexte, le conseil administratif a opté pour une approche prudente s'agissant de l'élaboration du pb 2013. cette volonté est renforcée par l'actuelle conjoncture économique. pas de bouleversement majeur donc, ni de grand projet ou de dépense excessive.

une nouveauté toutefois. depuis des années, les projets de budget «traditionnellement» présentés selon l'organisation administrative de la ville ne répondent plus aux attentes du cm. malgré une évolution des brochures budgétaires, intégrant notamment des informations sur les missions et prestations des services de l'administration communale et la définition d'objectifs annuels, les documents restent très ancrés sur l'organisation administrative, d'où la définition d'objectifs encore trop opérationnels et pas assez politiques.

pour le projet de budget 2013, l'approche change avec l'ambition de déposer un projet de budget plus synthétique et plus politique. celui-ci est présenté par politique publique pour la ville et ses départements. Afin de ne pas perdre de vue l'organisation administrative, un organigramme simplifié de chaque département figure en introduction des budgets départementaux. finalement, la brochure «projet de budget par service» est également jointe, permettant ainsi de conserver un document «repère». L'approche est donc tridimensionnelle: à quoi sert le budget (politiques publiques), comment est-il dépensé (groupes de comptes) et par qui (départements).

Le référentiel retenu pour la présentation de ce projet de budget par politique publique est la classification fonctionnelle des communes genevoises. ce choix est resté guidé par des impératifs techniques (référentiel utilisé dans le logiciel comptable et financier) et temporels (temps insuffisant pour construire et introduire une classification propre). en outre, il semble opportun d'utiliser un référentiel connu et reconnu.

soulignons finalement que, parallèlement au nécessaire travail de refonte des documents budgétaires, plusieurs questions restent en suspens. ces dernières sont en discussion en commission des finances. elles portent notamment sur le timing de dépôt des documents et le traitement par le conseil municipal du projet de budget. Le processus de traitement du budget devrait normalement aboutir pour le projet de budget 2014. c'est en tout cas le vœu du conseil administratif.

2 PRÉSENTATION GÉNÉRALE « VILLE DE GENÈVE »

2.1 CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le contexte économique genevois reflète une situation contradictoire. La tenue des recettes fiscales dénote la bonne santé économique de la suisse en général et du canton de Genève en particulier, même si le rythme est moins soutenu qu'en 2010. Toutefois, des inquiétudes toujours plus grandes à l'échelle internationale se confirment; l'économie européenne, notamment, subit de fortes pressions en lien avec la crise de l'endettement. Les États-Unis connaissent également des difficultés avec un chômage restant important et un marché de l'immobilier qui peine à se remettre de la crise de 2008.

Désormais, les grandes banques centrales semblent déterminées à tout mettre en œuvre pour empêcher une nouvelle crise financière et relancer, si faire se peut, l'activité économique. Ces politiques volontaristes se buttent à la frilosité des entreprises du secteur bancaire, soumises désormais à de drastiques réglementations au niveau de leurs fonds propres notamment.

Afin de tenter de préserver quelque peu la compétitivité de la suisse, la banque nationale suisse a décidé il y a une année la fixation

d'un cours plancher à 1,20 franc suisse pour 1 euro. Alors qu'il n'avait pas été nécessaire de défendre activement ce niveau jusqu'alors, la BNS a dû intervenir massivement sur le marché des changes depuis le printemps de cette année. Les inquiétudes des observateurs augmentent désormais avec le niveau des réserves en monnaies étrangères ainsi accumulées par la banque centrale.

La situation de l'économie genevoise reste relativement favorable. Certains secteurs comme l'horlogerie ne semblent pas connaître la crise. Toutefois, depuis quelques mois, nous assistons à des redimensionnements d'activités dans le secteur bancaire principalement et la récente annonce de la fermeture du site genevois de Merck-Serono doit nous inciter à la prudence. En effet, les entreprises multinationales sont soumises à un environnement rapidement évolutif et qui peut les amener à revoir la géographie de leurs implantations.

L'indicateur avancé LEA-Pictet-OCSTAT de l'économie genevoise poursuit son fléchissement depuis plus d'une année. Cette évolution ne laisse pas présager une amélioration de la conjoncture.

2.2 CHIFFRES CLÉS ET PRINCIPALES ÉVOLUTIONS**2.2.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE**

PROJET DE BUDGET 2013		
COMPTE ADMINISTRATIF		
CHF		
fonctionnement	charges	revenus
Revenus		1'103'072'342
Charges	1'043'781'637	
Amortissements	82'484'026	
Amortissements complémentaires	0	
Total net des charges et revenus	1'126'265'663	1'103'072'342
Imputations internes	39'111'488	39'111'488
Total brut des charges et revenus	1'165'377'151	1'142'183'830
Excédent de charges (*revenus)		23'193'321
	1'165'377'151	1'165'377'151
investissements	dépenses	recettes
Investissements du patrimoine administratif	120'000'000	
Préfinancement sur patrimoine administratif		
Investissements du patrimoine financier	30'000'000	
Préfinancement sur patrimoine financier		
Investissements nets		150'000'000
	150'000'000	150'000'000
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS		
	dépenses	recettes
Investissements nets du patrimoine administratif	120'000'000	
Investissements nets du patrimoine financier	30'000'000	
Amortissements du patrimoine administratif		79'180'526
Amortissements du patrimoine financier		3'303'500
Excédent de charges de fonctionnement		-23'193'321
Autofinancement		59'290'705
Insuffisance de financement		90'709'295
	150'000'000	150'000'000
VARIATION DE FORTUNE		
Augmentation du patrimoine administratif		40'819'474
Augmentation du patrimoine financier		26'696'500
Insuffisance de financement		-90'709'295
Diminution de la fortune (*Augmentation)	-23'193'321	
	-23'193'321	-23'193'321

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
Budget 2013

1039

2.2

BUDGET 2012		COMPTES 2011	
CHF		CHF	
charges	revenus	charges	revenus
	1'096'785'259		1'101'697'723
1'024'541'894		986'874'969	
72'243'365		68'109'998	
		13'058'915	
1'096'785'259	1'096'785'259	1'068'043'881	1'101'697'723
44'101'969	44'101'969	44'275'315	44'275'314
1'140'887'228	1'140'887'228	1'112'319'196	1'145'973'038
0		33'653'842*	
1'140'887'228	1'140'887'228	1'145'973'038	1'145'973'038
dépenses	recettes	dépenses	recettes
78'000'000		133'182'136	20'156'899
			1'731'735
22'000'000		18'010'085	437'621
	100'000'000		128'865'966
100'000'000	100'000'000	151'192'221	151'192'221
dépenses	recettes	dépenses	recettes
78'000'000		111'293'502	
22'000'000		17'572'464	
	69'157'285		78'443'848
	3'086'080		2'725'065
	0		33'653'842
	72'243'365		114'822'755
	27'756'635		14'043'211
100'000'000	100'000'000	128'865'966	128'865'966
	8'842'715		32'849'654
	18'913'920		14'847'400
	-27'756'635		-14'043'211
0		33'653'842*	
0	0	33'653'842	33'653'842

En tenant compte des résultats des budgets 2012 et 2013, la fortune au 31 décembre 2013 est estimée à CHF 960'949'151.

2.2.2 BUDGET DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE

en milliers de francs	PB 2013	B 2012	ÉCART	%	C 2011
CHARGES	1'165'377	1'140'887	24'490	2%	1'112'319
30 charges de personnel	466'310	455'701	10'609	2%	436'635
31 biens, services et marchandises	203'877	199'116	4'761	2%	188'266
32 intérêts passifs	28'094	33'429	-5'335	-16%	31'894
33 amortissements	99'996	89'770	10'226	11%	110'445
34 contributions à d'autres collectivités	42'632	36'041	6'591	18%	40'823
35 dédommagements à des collectivités publiques	48'959	48'116	843	2%	31'541
36 subventions accordées	236'398	234'612	1'786	1%	228'068
360 subventions accordées - confédération	503	503			503
361 subventions accordées - cantons	10'551	10'300	251	2%	9'731
362 subventions accordées - communes	87	143	-56	-39%	86
363 subventions accordées - propres établissements	6'319	6'402	-83	-1%	6'294
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	2'056	2'060	-4	0%	1'874
365 subventions accordées - institutions privées	197'157	195'245	1'912	1%	190'673
366 subventions accordées - personnes physiques	14'765	14'939	-174	-1%	15'186
367 subventions accordées - étranger	4'960	5'020	-60	-1%	3'721
37 subventions redistribuées				--	0
38 Attribution aux financements spéciaux				--	373
39 imputations internes	39'111	44'102	-4'990	-11%	44'275
REVENUS	1'142'184	1'140'887	1'297	0%	1'145'973
40 impôts	866'205	858'481	7'724	1%	852'306
400 impôts sur le revenu et la fortune	580'993	582'438	-1'445	0%	534'967
401 impôts sur le bénéfice et le capital	153'977	139'622	14'355	10%	164'589
406 impôts sur les chiens	200	200			206
408 Fonds de péréquation (personnes morales)	16'035	15'240	795	5%	14'561
409 taxe professionnelle communale	115'000	120'981	-5'981	-5%	137'982
42 revenus des biens	152'601	155'649	-3'048	-2%	161'472
43 revenus divers	44'341	43'991	350	1%	49'681
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	1'450	1'400	50	4%	2'438
45 dédommagements de collectivités publiques	27'966	28'947	-982	-3%	29'227
46 subventions acquises	10'509	8'317	2'192	26%	6'561
47 subventions à redistribuer				--	0
48 prélèvements sur les financements spéciaux				--	12
49 imputations internes	39'111	44'102	-4'990	-11%	44'275
résultat	-23'193		-23'193	--	33'654

2.2.3 ANALYSE DES CHARGES PAR CHAPITRE

2.2.3.1 CHAPITRE 30 : CHARGES DU PERSONNEL

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
466.3	455.7	436.6	+ 10.6	+ 2.3%	+ 29.7	+ 6.8%

(en mios)

dans le détail, les principaux groupes de ce chapitre ont évolué dans les proportions suivantes :

(en millions de francs)

	PB 2013	B 2012	C 2011
Autorités et commissions	2.1	- 0.0	+ 0.3
traitement du personnel	362.4	+ 9.2	+ 20.2
Assurances sociales	29.9	+ 0.6	+ 3.5
caisse de pension et de prévoyance	46.4	+ 0.4	+ 2.4
Assurances maladie et accidents	8.7	+ 0.1	+ 0.5
prestations en nature	2.5	+ 0.1	+ 0.8
prestations aux pensionné-e-s	7.3	- 0.2	+ 0.4
personnel intérimaire	2.2	+ 0.2	+ 0.9
Autres charges de personnel	4.8	+ 0.3	+ 0.8
total	466.3	+ 10.6	+ 29.7

Les éventuelles différences dans les totaux sont dues aux arrondis

ce chapitre enregistre la progression annuelle liée aux mécanismes salariaux ordinaires étant précisé que l'indexation des salaires des employé-e-s de la ville a été estimée pour 2013 tout comme en 2012.

Le gel des postes vacants reste budgété comme en 2012 à hauteur de -11 mios.

Le coût des mécanismes salariaux en comparaison avec le budget 2012 se détaille de la manière suivante :

- indexation présumée à 0,5%: +1,6 mio
- octroi d'annuités: + 4,1 mios
- allocations pour enfant prévues par le statut du personnel: +2,6 mios

soit un total de 8,3 mios.

Par ailleurs, 25,5 nouveaux postes de travail sont demandés dans le présent projet de budget pour un montant de 2,4 mios de francs.

2.2.3.2 CHAPITRE 31 : BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
203.9	199.1	188.3	+ 4.8	+ 2.4%	+ 15.6	+ 8.3%

(en mios)

dans le détail, les principaux groupes de ce chapitre ont évolué dans les proportions suivantes :

(en millions de francs)

	PB 2013	B 2012	C 2011
Fournitures de bureau, imprimés, publicité	10.7	- 0.4	+ 0.4
Mobilier, machines, véhicules, matériel	6.2	- 0.6	- 0.5
Eau, énergie, combustibles	22.9	+ 2.4	+ 0.8
Achats de fournitures et autres marchandises	13.5	- 0.2	+ 0.9
Entretien des immeubles par des tiers	60.9	+ 1.8	+ 4.8
Entretien d'objets mobiliers par des tiers	10.8	+ 0.6	+ 1.2
Loyers, fermages et redevances d'utilisation	12.8	+ 0.3	+ 0.4
Dédommagements	2.9	+ 0.0	+ 0.3
Honoraires et prestations de services	60.6	+ 1.0	+ 6.6
Frais divers	2.6	- 0.0	+ 0.7
Total	203.9	+ 4.8	+ 15.6

Les éventuelles différences dans les totaux sont dues aux arrondis

en comparaison avec le budget 2012, les charges de biens, services et marchandises s'inscrivent en hausse de 4,8 mios. cette augmentation provient principalement des charges d'énergies et d'eau, de charges d'entretien ainsi que des honoraires et prestations de services.

relevons les variations notables suivantes :

- Entretien des routes: +2,1 mios
- Frais de surveillance: +0,9 mio
- charges d'électricité: +0,8 mio
- charges de gaz: +0,7 mio
- charges d'eau: +0,6 mio
- Location de bâtiments administratifs: +0,4 mio

2.2.3.3 CHAPITRE 32 : INTÉRÊTS PASSIFS

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
28.1	33.4	31.9	- 5.3	- 16.0%	- 3.8	- 11.9%

(en mios)

2.2
.....

La politique instillée par le conseil administratif en matière de gestion de la dette continue de porter ses fruits. La stratégie définie prévoit en effet qu'un tiers de l'encours de la dette est basé sur les taux courts. Cette stratégie trouve sa logique dans le fait qu'il existe une corrélation historique entre le niveau des taux courts et la situation conjoncturelle et/ou l'inflation. Au moment où les perspectives conjoncturelles sont mitigées, la charge de la dette continue de diminuer. Ce bas niveau des intérêts passifs devrait se maintenir durablement, le conseil administratif ayant profité des taux à très long terme extrêmement bas pour couvrir sur de très longues échéances une partie de son endettement à taux variable. Le taux moyen de la dette devrait ainsi être inférieur au seuil des 2,0%.

2.2.3.4 CHAPITRE 33 : AMORTISSEMENTS

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
82.5	72.2	81.2	+ 10.2	+ 14.2%	+ 1.3	+ 1.6%

(en mios)

Les amortissements sont en augmentation par rapport au budget 2012 de 10,2 mios. Cette importante augmentation est induite par le rythme élevé des investissements. Ils sont néanmoins en ligne avec le montant comptabilisé en 2011.

Leurs montants sont déterminés objet par objet conformément aux dispositions légales en matière d'amortissements, notamment la loi sur l'administration des communes et son règlement d'application.

2.2.3.4.1 GROUPE 334 : PERTES SUR DÉBITEURS

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
17.5	17.5	29.3	- 0.0	- 0.1%	- 11.8	- 40.2%

(en mios)

La majeure partie de ces pertes attendues (15 mios) concerne le budget de pertes sur débiteurs relatives aux centimes additionnels, budget déterminé en fonction du niveau moyen des pertes y relatives constatées ces dernières années.

2.2.3.5 CHAPITRE 34 : CONTRIBUTIONS À D'AUTRES COLLECTIVITÉS

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
42.6	36.0	40.8	+ 6.6	+ 18.3%	+ 1.8	+ 4.4%

(en mios)

Le chapitre 34 enregistre la compensation financière versée aux communes frontalières, ainsi que les effets de la nouvelle péréquation intercommunale. cette compensation s'inscrit à nouveau en hausse par rapport au budget 2012 (+ 1,1 mio). cette hausse s'explique par la progression de la masse salariale des travailleurs-euses en provenance des communes frontalières.

par ailleurs, les effets de la nouvelle péréquation intercommunale ont été budgétés à hauteur de 10,7 mios, en augmentation de 5,4 mios par rapport à 2012. cette augmentation de la contribution de la ville de Genève s'explique par l'essoufflement relatif constaté des rentrées fiscales des communes les plus riches en 2011, base de calcul de la péréquation calculée pour 2013.

2.2.3.6 CHAPITRE 35 : DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13–B12		Écart PB13–C11	
49.0	48.1	31.5	+ 0.8	+ 1.8%	+ 17.4	+ 55.2%

(en mios)

2.2
.....

L'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation intercommunale en 2011 a sonné le glas des dispositions transitoires des lois 9679 et 10077. Le retour à la normale en matière de frais de perception intervenu cette année là a entraîné une diminution du montant budgété de près de 12 mios de francs de 2009 à 2011. ces charges pour 2013 s'inscrivent en droite ligne de celles budgétées en 2012. L'augmentation s'explique par la hausse des frais de perception budgétés, en lien avec la hausse des recettes fiscales.

par ailleurs, une augmentation (+0,4 mio) a été budgétée afin de tenir compte du financement additionnel que la ville verse au groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP). A terme, la part communale directe devra atteindre 90%. La part prise en charge par les communes devrait à nouveau augmenter si le nouveau fonds intercommunal réduit sa participation en 2014. cette hausse sera destinée à faire face à l'augmentation du nombre de prestations délivrées ainsi qu'à l'application des mécanismes salariaux des employé-e-s du GIAP.

L'écart constaté entre les comptes 2011 et le budget 2012 et projet de budget 2013 s'explique par le jeu d'écritures comptables lié à l'accord intervenu entre le canton et la ville de Genève portant sur les frais de routes.

2.2.3.7 CHAPITRE 36 : SUBVENTIONS ACCORDÉES

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13–B12		Écart PB13–C11	
236.4	234.6	228.1	+ 1.8	+ 0.8%	+ 8.3	+ 3.7%
-37.4	-37.6	-39.4	- subventions en nature			
199.0	197.1	188.7	+ 2.0	+ 1.0%	+ 10.3	+ 5.5%

(en mios)

hors gratuités, les subventions prévues par la ville de Genève en 2013 s'inscrivent globalement en augmentation de 2 mios par rapport à 2012.

relevons les variations notables suivantes :

- mécanismes salariaux de la petite enfance et ouverture de nouvelles places: +2,5 mios
- grand théâtre: + 0,8 mio
- subventions du département de la culture et du sport: -1,5 mio

2.2.4 ANALYSE DES REVENUS PAR CHAPITRE

2.2.4.1 CHAPITRE 40 : IMPÔTS

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13–B12		Écart PB13–C11	
866.2	858.5	852.3	+ 7.7	+ 0.9%	+ 13.9	+ 1.6%

Les rentrées fiscales estimées pour 2013 s'inscrivent dans un environnement conjoncturel toujours contrasté. L'économie suisse fait toujours montre d'une dynamique positive alors que le contexte européen et mondial reste pour le moins incertain. Après la grèce, l'Espagne concentre désormais toutes les inquiétudes. De crises en sauvetages, la zone euro peine à se sortir du cercle vicieux de l'endettement dans lequel elle se trouve.

un des corollaires de cette situation aura été la forte appréciation du franc suisse qui n'a eu cesse de franchir des niveaux inconnus jusqu'alors, et ce, contre les principales monnaies. Cette importante revalorisation a eu pour effet de mettre sous pression les marges des exportateurs. A l'inverse, les importateurs n'ont répercuté que lentement les baisses de prix d'achat ainsi engendrées. Ainsi, la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est en territoire négatif depuis le début de l'année.

donnant suite aux demandes de la ville, à l'instar de l'année précédente, le département cantonal des finances a communiqué de manière plus précoce des premières estimations budgétaires pour 2013, ainsi que des premiers éléments correctifs pour 2011. En sus de sa propre appréciation de la situation, le conseil administratif a donc pu prendre en compte également ces informations dans le cadre de l'élaboration du projet de budget 2013.

Le conseil administratif a établi dans un premier temps ses propres estimations. Une des difficultés principales, lors de l'élaboration du projet de budget, consiste à évaluer le revenu de l'imposition des personnes physiques réellement produit les années précédentes. Pour cela, le département des finances et du logement dispose de l'estimation de la production de l'exercice 2011 figurant aux comptes et des impôts partiellement produits les années antérieures. Afin d'établir une projection de ces revenus pour 2013, il convient d'estimer également la production pour 2012. Cet exercice est désormais facilité par la nette amélioration de la qualité des informations transmises par le canton.

Il convient également de relever que l'introduction du système postnumerando a induit l'obligation de procéder à des correctifs dont l'importance est allée au-delà des prévisions. Aussi, la neutralisation de ces correctifs pour chaque exercice comptable est indispensable afin d'appréhender convenablement la réalité. L'évaluation des revenus fiscaux 2013 est donc basée sur les comptes 2011, diminués des effets des correctifs des années 2001 à 2010, et corrigés des premières estimations de correctifs communiquées par le DF.

Ajoutons à cela que les prévisions fiscales tiennent également compte des recommandations du groupe de perspectives économiques en matière d'évolution des principales variables économiques (PIB et inflation essentiellement). Ces recommandations découlent notamment d'enquêtes menées auprès de divers instituts de prévisions économiques et d'établissements bancaires du pays, adaptées à la réalité genevoise grâce à une expertise minutieuse des membres du groupe, issus de différents domaines professionnels.

Le conseil administratif a ainsi pu élaborer pour la quatrième fois un projet de budget avec, en sus de ses propres estimations, des prévisions émanant de l'État reçues en cours de processus d'élaboration budgétaire. Le conseil administratif a finalement choisi de retenir les prévisions cantonales pour l'imposition des personnes physiques et des personnes morales.

Au final, les revenus des impôts s'inscrivent en augmentation de près de 7,7 millions de francs en comparaison avec le budget 2012. Cette augmentation de revenus est liée à la fois à l'effet de base de la révision à la hausse de la production estimée en 2011 et au regain de la dynamique conjoncturelle toujours positive que connaît le canton de Genève.

2.2.4.1.1 GROUPES 401 ET 402 : CENTIMES ADDITIONNELS

ESTIMATION DE LA VALEUR DU CENTIME ADDITIONNEL 2013			
Année (en milliers de francs)	personnes physiques	personnes morales	total
2011			
production comptabilisée	11'758	3'617	15'375
+/- rectification ¹	+ 185	- 317	- 132
production rectifiée	11'943	3'300	15'243
2012			
P.P. croissance +3,6%	+ 425		+ 425
P.M. croissance -0,4%		- 14	- 14
production prévisionnelle	12'368	3'286	15'654
2013			
P.P. croissance +3,2%	+ 401		+ 401
P.M. croissance + 3,0%		+ 98	+ 98
production prévisionnelle	12'769	3'384	16'153

2.2

¹La rectification relative aux personnes physiques pour 2011 tient compte de la neutralisation des corrections liées aux années 2001 à 2010 ainsi que de la première révision 2011, estimée à +7,4 mios. quant à la rectification de la production des personnes morales, elle neutralise la correction à hauteur de 14,5 mios pour les années précédentes.

2.2.4.2 CHAPITRE 42 : REVENUS DES BIENS

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
152.6	155.6	161.5	- 3.0	- 2.0%	- 8.9	- 5.5%
-35.5	-35.7	-37.1	- revenus de subventions en nature			
117.1	119.9	124.4	- 2.9	- 2.4%	- 7.3	- 5.9%

2.2
.....

(en mios)

Les revenus des biens s'inscrivent en diminution aussi bien par rapport aux comptes 2011 qu'au budget 2012 voté. Les revenus des biens sont composés des revenus de location des immeubles du patrimoine administratif et financier, des redevances d'utilisation du domaine public, de taxes ainsi que des bénéfices sur autres placements du patrimoine financier.

relevons les variations notables suivantes:

- Loyers des parkings: -1,4 mio
- bénéfice de l'hôtel métropole et du parc des Eaux-vives: -0,7 mio
- Loyers du patrimoine financier: -0,4 mio

2.2.4.3 CHAPITRE 43 : REVENUS DIVERS

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
44.3	44.0	49.7	+ 0.4	+ 0.8%	- 5.3	- 10.7%
-1.8	-1.8	-2.3	- revenus de subventions en nature			
42.5	42.2	47.4	+ 0.4	+ 0.8%	- 4.9	- 10.3%

(en mios)

Les revenus divers s'inscrivent en légère augmentation par rapport à 2012. Les écarts s'expliquent principalement par les dédommagements budgétés au secteur des assurances.

2.2.4.4 CHAPITRE 44 : PARTS ET CONTRIBUTIONS

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
1.5	1.4	2.4	+ 0.1	+ 3.6%	- 1.0	- 40.5%

(en mios)

sur ce chapitre est budgété la rétrocession de l'assurance incendie au service d'incendie et de secours (1,2 mio) ainsi que la part à des recettes cantonales de divers impôts pour 0,2 mio. ces revenus sont présumés stables par rapport à 2012.

2.2.4.5 CHAPITRE 45 : DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13-B12		Écart PB13-C11	
28.0	28.9	29.2	- 1.0	- 3.4%	- 1.3	- 4.3%

(en mios)

La fin de l'indemnité versée par le canton consécutivement à l'abandon de la prestation relative au contrôle du stationnement entraîne la diminution prévue de 1 mio.

2.2.4.6 CHAPITRE 46 : SUBVENTIONS ACQUISES

PB 2013	B 2012	C 2011	Écart PB13–B12		Écart PB13–C11	
10.5	8.3	6.6	+ 2.2	+ 26.4%	+ 3.9	+ 60.2%

(en mios)

2.2
.....

comme prévu, la subvention versée par le canton prévue dans l'accord portant sur les frais d'entretien des routes augmente de 2 mios de francs.

parmi les subventions acquises, relevons la subvention octroyée par le fonds intercommunal pour le grand théâtre de Genève à hauteur de 2,5 mios de francs. ce même fonds participe également au financement de nouvelles places de crèche, participation budgétée à hauteur de 0,8 mio. La dîme du livre ainsi que la part sur les bénéfices du sport-toto complètent les revenus de ce chapitre.

2.2.5 PLAN DE FINANCEMENT**2.2.5.1 INVESTISSEMENTS**

	2013		2012	
	(en millions de francs)	en %	(en millions de francs)	en %
Patrimoine financier	30.0	20.0	22.0	22.0
Patrimoine administratif	120.0	80.0	78.0	78.0
total	150.0	100.0	100.0	100.0

Le conseil administratif a décidé d'augmenter l'enveloppe annuelle des investissements de 100 à 150 mios de francs, dont 120 mios pour le patrimoine administratif et 30 mios pour le patrimoine financier.

2.2.5.2 FINANCEMENT

Pour le projet de budget 2013, les sources ainsi que les emplois de fonds sont présentés ci-après :

FIGURE 8: SOURCES ET EMPLOIS DE FONDS

(en millions de francs)

A. emplois des fonds		
1. investissements totaux		150.0
total des décaissements		150.0
B. sources des fonds		
Annuités d'amortissements réglementaires (autofinancement)	82.5	
Excédent de charges du budget de fonctionnement	- 23.2	
Autofinancement net	59.3	
déficit de sources de fonds	90.7	

en comparaison avec le budget 2012, le mode de financement des investissements varie comme suit :

(en millions de francs)

	Projet de budget 2013	budget 2012
investissements nets	150.0	100.0
Autofinancement	59.3	72.2
(Insuffisance de financement) / Excédent	(90.7)	(27.8)
Autofinancement en %	39.5%	72.2%

La forte détérioration du montant ainsi que de la marge d'autofinancement est liée à l'importante hausse des investissements nets prévisionnels et induit un endettement théorique supplémentaire de 90,7 mios.

2.3 PROJET DE BUDGET PAR POLITIQUE PUBLIQUE**2.3.1 CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE**

en milliers de francs	PB 2013	B 2012	ÉCART	%	C 2011
0 Administration générale	149'092	146'123	2'969	2%	137'886
01 conseil municipal	2'918	3'009	-91	-3%	2'574
02 conseil administratif, maire et adjoint	2'237	2'126	111	5%	2'556
05 Administration générale	122'570	121'688	882	1%	109'307
08 Immeuble du patr. admin. (non ventil.)	14'092	11'825	2'267	19%	16'554
09 divers (non ventilables)	7'275	7'475	-200	-3%	6'895
1 sécurité publique	109'612	108'178	1'434	1%	88'260
10 protection juridique	9'430	9'245	185	2%	8'822
11 sécurité municipale	48'225	47'916	309	1%	28'674
14 incendie et secours	48'433	47'721	712	1%	47'550
16 protection civile	3'525	3'296	229	7%	3'214
2 enseignement et formation	61'708	61'259	449	1%	58'427
21 écoles publiques	61'708	61'259	449	1%	58'427
3 culture et loisirs	362'807	355'204	7'603	2%	357'653
30 encouragement à la culture	257'183	250'277	6'907	3%	255'279
33 parcs et promenades	37'464	36'231	1'234	3%	32'822
34 sports	46'555	47'979	-1'424	-3%	50'035
35 Autres loisirs	21'605	20'718	887	4%	19'516
5 prévoyance sociale	163'008	159'183	3'825	2%	151'287
54 instruction pour la jeunesse	104'872	101'934	2'938	3%	98'291
58 aide sociale	58'137	57'250	887	2%	52'996
6 trafic	48'026	44'224	3'802	9%	52'751
62 routes communales	46'832	43'030	3'802	9%	51'947
65 trafic régional	1'194	1'194			804
7 protection et aménagement de l'environ.	94'962	90'008	4'954	6%	88'628
71 Approv. en eau, prot. et corr. des eaux	4'922	4'935	-13	0%	4'639
72 traitement des déchets	62'876	58'691	4'185	7%	55'758
74 cimetières et crématoires	12'398	12'541	-143	-1%	15'351
78 autres tâches de protection de l'env.	6'892	5'863	1'029	18%	5'327
79 Aménagement du territoire	7'874	7'979	-104	-1%	7'552
9 finances et impôts	176'161	176'707	-546	0%	177'428
90 impôts	70'262	68'818	1'445	2%	62'932
92 entre communes	10'754	5'305	5'448	103%	11'657
94 charges et revenus des capitaux	28'421	33'656	-5'235	-16%	32'054
95 immeubles du patrimoine financier	66'725	68'928	-2'204	-3%	70'786
TOTAL GÉNÉRAL	1'165'377	1'140'887	24'490	2%	1'112'319

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
Budget 2013

1055

2.3.2 REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	PB 2013	B 2012	ÉCART	%	C 2011
0 Administration générale	32'895	33'931	-1'036	-3%	33'483
01 conseil municipal				--	4
02 conseil administratif, maire et adjoint	45	74	-29	-39%	44
05 Administration générale	14'733	13'885	848	6%	13'880
08 Immeuble du patr. admin. (non ventil.)	18'117	19'972	-1'855	-9%	19'555
1 sécurité publique	48'568	49'239	-671	-1%	52'842
10 protection juridique	27'528	27'071	457	2%	27'407
11 sécurité municipale	2'080	3'254	-1'174	-36%	5'598
14 incendie et secours	18'572	18'698	-126	-1%	19'291
16 protection civile	387	216	172	79%	547
2 enseignement et formation	4'486	4'419	67	2%	4'526
21 écoles publiques	4'486	4'419	67	2%	4'526
3 culture et loisirs	25'448	26'333	-885	-3%	32'324
30 encouragement à la culture	18'784	19'004	-220	-1%	23'752
33 parcs et promenades	798	716	82	11%	1'247
34 sports	5'092	5'849	-757	-13%	6'546
35 Autres loisirs	774	764	10	1%	779
5 prévoyance sociale	8'747	7'506	1'241	17%	7'562
54 instruction pour la jeunesse	6'972	5'768	1'204	21%	6'002
58 aide sociale	1'775	1'738	37	2%	1'560
6 trafic	21'177	19'300	1'877	10%	14'750
62 routes communales	21'177	19'300	1'877	10%	14'750
7 Protection et aménagement de l'environ.	4'645	4'459	186	4%	5'731
71 Approv. en eau, prot. et corr. des eaux	60	137	-77	-56%	102
72 traitement des déchets	1'065	781	284	36%	1'874
74 cimetières et crématoires	3'473	3'494	-21	-1%	3'647
78 Autres tâches de protection de l'env.	12	12			40
79 Aménagement du territoire	36	36			67
9 finances et impôts	996'219	995'701	518	0%	994'755
90 impôts	866'205	858'481	7'724	1%	852'794
94 charges et revenus des capitaux	29'921	35'522	-5'601	-16%	37'991
95 Immeubles du patrimoine financier	100'092	101'699	-1'606	-2%	103'971
TOTAL GÉNÉRAL	1'142'184	1'140'887	1'297	0%	1'145'973

2.3

2.3.3 BUDGET DE FONCTIONNEMENT

PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET CHAPITRE COMPTABLE

en milliers de francs	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	SÉCURITÉ PUBLIQUE	ENSEIGNEMENT ET FORMATION	CULTURE ET LOISIRS	PRÉVOYANCE SOCIALE	TRAFFIC	PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.	FINANCES ET IMPÔTS	RÉSULTAT
CHARGES	149'092	109'612	61'708	362'807	163'008	48'026	94'962	176'161	1'165'377
30 charges de personnel	94'483	74'209	16'792	180'391	20'315	7'289	57'983	14'847	466'310
31 biens, services et marchandises	34'347	9'000	15'017	55'161	11'262	14'296	29'908	34'886	203'877
32 Intérêts passifs								28'094	28'094
33 Amortissements	11'841	3'441	14'830	21'432	4'958	18'953	4'816	19'725	99'996
34 contributions à d'autres collectivités								42'632	42'632
35 dédommagements à des collectivités publiques	57	15'605	10'461	1'167			70	21'599	48'959
36 subventions accordées	1'633	5'208	1'472	99'208	123'932	3'517	877	550	236'398
39 imputations internes	6'731	2'149	3'137	5'448	2'542	3'970	1'308	13'828	39'111
REVENUS	32'895	48'568	4'486	25'448	8'747	21'177	4'645	996'219	1'142'184
40 impôts								866'205	866'205
42 revenus des biens	13'714	25'789	3'881	10'614	6'703		180	91'720	152'601
43 revenus divers	12'278	9'564	262	8'581	133	1'277	4'439	7'807	44'341
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	150	1'300							1'450
45 dédommagements de collectivités publiques	234	11'226	222	1'218	65	15'000			27'966
46 subventions acquises		100	5	3'646	1'847	4'900	12		10'509
49 imputations internes	6'518	589	115	1'389			14	30'486	39'111
RÉSULTAT	-116'197	-61'045	-57'222	-337'360	-154'261	-26'849	-90'317	820'057	-23'193

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
Budget 2013

1057

**2.3.4 BUDGET DE FONCTIONNEMENT PAR
POLITIQUE PUBLIQUE ET DÉPARTEMENT**

en milliers de francs	AUTORITÉS	FINANCES ET LOGEMENT	CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT	CULTURE ET SPORT	ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ	COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ	TOTAL GÉNÉRAL
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	-24'575	-24'339	-23'373		-40'469	-3'441	-116'197
charges	25'466	52'147	27'321		40'611	3'546	149'092
revenus	891	27'809	3'948		142	105	32'895
SÉCURITÉ PUBLIQUE	-15'000				-43'275	-2'770	-61'045
charges	15'000				90'298	4'315	109'612
revenus					47'023	1'545	48'568
ENSEIGNEMENT ET FORMATION				-400		-56'822	-57'222
charges				400		61'308	61'708
revenus						4'486	4'486
CULTURE ET LOISIRS	-23	-493	-1'372	-272'940	-40'038	-22'494	-337'360
charges	23	493	1'372	294'526	43'126	23'267	362'807
revenus				21'586	3'088	774	25'448
PRÉVOYANCE SOCIALE	-895	-13'015	-15			-140'336	-154'261
charges	895	13'015	15			149'083	163'008
revenus						8'747	8'747
TRAFFIC	14'691	-2'320	-37'161	-0	-1'945	-113	-26'849
charges	309	2'320	43'338	0	1'945	113	48'026
revenus	15'000		6'177				21'177
PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.		-4'124	-15'285	-90	-61'839	-8'980	-90'317
charges		4'124	15'392	90	62'904	12'453	94'962
revenus			108		1'065	3'473	4'645
FINANCES ET IMPÔTS		820'053		4			820'057
charges		176'161					176'161
revenus		996'215		4			996'219
RÉSULTAT	-25'802	775'763	-77'206	-273'426	-187'566	-234'957	-23'193

2.3.5 RESSOURCES HUMAINES

DÉPARTEMENT	FIXES						AUXILIAIRES		
	301180 (ETP)						301190 (CHF)		
	B 2012	NOUVEAUX POSTES	TRANSFERTS	EXTRAIT CA	VARIATION PAR DB	PB 2013	PB 2013	B 2012	ÉCARTS
Autorités	74.8	1.0		0.6	-0.2	76.2	851'369	846'299	5'070
Finances et logement	283.8	2.0			-1.7	284.1	1'381'368	1'348'018	33'350
constructions et aménagement	239.7	4.0	1.9	1.0	-0.8	245.8	856'000	874'291	-18'291
culture et sport	1'036.2	3.5	-1.5	2.3	-1.1	1'039.4	3'604'161	3'661'064	-56'903
Environnement urbain et sécurité	1'180.7	14.0	1.5	1.0	6.1	1'203.3	1'722'730	1'676'230	46'500
cohésion sociale et solidarité	369.0	1.0	-1.9	1.0	-5.5	363.6	1'698'290	1'664'140	34'150
TOTAUX	3'184.2	25.5		5.9	-3.2	3'212.4	10'113'918	10'070'042	43'876
P.M. Administration de la caisse de retraite (CAP)	21.5					21.5			

Ne sont pas comprises dans la rubrique 301190 les charges sociales estimées à 22.321%

DB: disponible budgétaire

ETP: Équivalent Temps Plein

2.3.6 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	PB 2013	B 2012	ÉCART	%	C 2011
subventions sans prestations en nature	199'042	197'056	1'986	1%	188'702
o Administration générale	664	664			494
1 sécurité publique	27	27			28
2 enseignement et formation	1'084	1'084			995
3 culture et loisirs	81'773	81'717	56	0%	79'426
5 prévoyance sociale	113'438	111'514	1'924	2%	106'168
6 trafic	1'194	1'194			804
7 protection et aménagement de l'environ.	862	856	6	1%	788
gratuités	37'357	37'557	-200	-1%	39'366
o Administration générale	969	1'139	-170	-15%	1'042
1 sécurité publique	5'181	4'956	225	5%	5'127
2 enseignement et formation	389	399	-10	-3%	399
3 culture et loisirs	17'435	17'431	4	0%	18'486
5 prévoyance sociale	10'494	10'740	-246	-2%	10'944
6 trafic	2'323	2'327	-3	0%	2'803
7 protection et aménagement de l'environ.	15	16	-0	0%	16
9 finances et impôts	550	550			550
TOTAL GÉNÉRAL	236'398	234'612	1'786	1%	228'068

2.3

2.3.7 PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**contexte**

Le 24 avril 2010, suite à deux motions du conseil municipal (CM) — M-732 et M-754 — le conseil administratif (CA) a signé les engagements d'Aalborg. Ce faisant, il s'est engagé à contribuer significativement à la qualité de vie locale, sans compromettre celle des habitant-e-s des autres régions du monde et des générations futures.

Après avoir dressé un état des lieux du développement durable sur son territoire à travers un large processus participatif, la ville de Genève a adopté, le 24 septembre 2010, un «Programme stratégique de développement durable» comprenant 13 objectifs prioritaires à atteindre en matière de développement durable d'ici la fin 2014 (cf. tableau en page suivante). La mise en œuvre de ce programme a été officiellement lancée le 7 avril 2011 et les premiers résultats ont été mesurés à la fin de l'année 2011.

A ce titre, signalons qu'au 31 décembre 2011:

- un vaste plan d'action a été finalisé afin d'améliorer la gestion du parc de véhicules et de diminuer ainsi les émissions polluantes – objectif 3
- 3'900 candélabres (luminaires) ont été assainis sur le territoire municipal permettant une nette diminution de la consommation d'électricité – objectif 4
- 52 installations de chauffage propriétés de la ville (sur 60) ont été assainies – objectif 4
- 95% des sites prioritaires cantonaux situés sur le territoire municipal bénéficient d'un inventaire floristique exhaustif et 100% des espèces d'insectes connues sur le territoire de Genève (ville et canton) sont répertoriées – objectif 5

- 20 contrats d'achats ont été signés après adjudication des marchés. La ville de Genève arrive ainsi en tête du classement établi par Solidar Suisse en termes d'achats durables – objectif 6
- 65% des employé-e-s des institutions publiques étant en contact quotidien avec les habitant-e-s ont reçu une formation spécifique sur la prévention des incivilités ainsi que sur la gestion des conflits intergénérationnels et interculturels – objectif 9
- un parcours est proposé dans un musée en vidéoguide et quatre musées et théâtres bénéficient d'accès facilités pour les personnes en situation de handicap – objectif 12
- 3 nouveaux projets de coopération impliquant les services de la ville (coopération décentralisée) ont été financés – objectif 13

En termes financiers, le conseil administratif a validé en juin 2010 le projet de budget 2011 et a pris acte des conséquences financières du programme stratégique de développement durable pour les années 2012, 2013 et 2014. L'atteinte des 13 objectifs nécessite ainsi l'acceptation des budgets 2013 et 2014.

Afin de mener à bien les engagements pris par la ville, l'administration a également besoin de ressources supplémentaires permettant de valoriser, renforcer ou d'accélérer la mise en œuvre des politiques et projets existants ou permettant d'en développer de nouveaux. Les demandes supplémentaires, identifiées par les services compétents de l'administration, sont ainsi soumises chaque année au vote du CM dans le cadre du processus budgétaire classique.

La première tranche de ces demandes supplémentaires a été portée aux projets de budgets 2011 et 2012 par le CA. Les montants prévus pour les années suivantes (dès 2013) feront tous l'objet d'un vote du conseil municipal.

Au total, sur les 13 objectifs du programme stratégique, 7 sont des objectifs de valorisation et de renforcement de projets déjà en cours au sein de l'administration et ne nécessitent donc pas de budgets supplémentaires. Les financements de ces projets sont pris sur le budget ordinaire des départements concernés.

en revanche, les 6 autres objectifs reposent sur la mise en place de projets innovants et nécessitent, en ce sens, des ressources supplémentaires au budget ordinaire. Il s'agit des objectifs liés à la biodiversité, aux achats responsables, aux actions communautaires de proximité, à l'économie locale, à la culture et à la coopération.

VARIATIONS ANNUELLES BUDGÉTÉES DES OBJECTIFS AALBORG

OBJECTIFS	DEPT. resp- onsable	budget 2011	budget 2012	projet de budget 2013
		variation annuelle	variation annuelle	variation annuelle
1: VISION PARTAGÉE	DFL	-	-	-
2: PARTICIPATION	DFL	-	-	-
3: QUALITÉ DE L'AIR	DEUS	-	-	-
4: Énergie ET CLIMAT	DCA	-	-	-
5: BIODIVERSITÉ	DCS	+170'000	- 10'000	0
6: ACHATS DURABLES	DFL	+167'814	+165'574	0
7: AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	DCA	-	-	-
8: MOBILITÉ	DCA	-	-	-
9: ACTION COMMUNAUTAIRE DE PROXIMITÉ	SJS/DCS	+528'540	-25'000	0
10: ÉCONOMIE LOCALE	SJS	+145'022	0	0
11: CONDITIONS DE TRAVAIL	DFL	-	-	-
12: CULTURE	DCS	-	+272'800	0
13: COOPÉRATION	DFL	-	+1417'375	0

2.3

PROJET DE BUDGET 2013

cette année, seuls deux objectifs nécessitent des demandes supplémentaires pour le projet de budget 2013: il s'agit de l'objectif 5 relatif à la biodiversité (+65'000.- frs) et de l'objectif 13 relatif à la coopération (+500'000.- frs).

Au vu des perspectives économiques incertaines, le conseil administratif a décidé de ne pas entrer en matière sur ces demandes supplémentaires et de poursuivre les projets en cours avec les budgets déjà existants au sein des départements. cette décision est guidée par le seul souci budgétaire dans un contexte économique particulier; elle ne remet en

aucun cas en question la pertinence du programme stratégique de développement durable de la ville de Genève, qui continuera à être mis en œuvre dans les différents départements. Le conseil administratif est cependant conscient que la réalisation des 13 objectifs à l'horizon 2014 est liée aux ressources budgétaires allouées aux départements, notamment au regard des estimations annuelles dont il a pris acte en 2010. Les conséquences de cette décision devront être prises en compte dans les mois à venir, notamment au moment de l'évaluation du programme.

Projets de délibérations

Le conseil municipal,

vu les articles 30, lettres a), b), c) et g), 74, alinéa 5, et 77 de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,
sur proposition du Conseil administratif,

décide :

Délibération 1. - Budget administratif et mode de financement

Article premier. - Budget de fonctionnement

	CHF
Les charges du budget de fonctionnement de la Ville de Genève sont arrêtées à.....	1'165'377'151
sous déduction des imputations internes de.....	39'111'488
soit un total des charges nettes de	1'126'265'663
et les revenus à	1'142'183'830
sous déduction des imputations internes de	39'111'488
soit un total des revenus nets de	1'103'072'342

L'excédent de charges présumé s'élève à CHF 23'193'321.

Article 2. - Budget des investissements

Le budget des investissements se présente de la manière suivante :

a) patrimoine administratif	
dépenses	120'000'000
recettes	0
investissements nets	120'000'000
b) patrimoine financier	
dépenses	30'000'000
recettes	0
investissements nets	30'000'000
c) total	
dépenses	150'000'000
recettes	0
investissements nets	150'000'000

Le budget des investissements est approuvé à titre de plan de trésorerie pour la part des crédits résultant de délibérations particulières votées et sous réserve de celles qui doivent l'être.

Article 3.- Mode de financement

Les investissements nets sont autofinancés comme suit :

	CHF	CHF
a) patrimoine administratif		
investissements nets.....	120'000'000	
amortissements ordinaires.....	79'180'526	
moins déficit du budget de fonctionnement.....	<u>23'193'321</u>	
autofinancement.....	-	55'987'205
Insuffisance de financement.....		<u>64'012'795</u>
b) patrimoine financier		
investissements nets.....	30'000'000	
amortissements (autofinancement).....	<u>3'303'500</u>	
Insuffisance de financement.....		<u>26'696'500</u>
c) total		
investissements nets.....	150'000'000	
amortissements ordinaires.....	82'484'026	
moins déficit du budget de fonctionnement.....	<u>23'193'321</u>	
autofinancement.....	-	59'290'705
Insuffisance de financement.....		<u>90'709'295</u>

Article 4. - Compte de variation de la fortune

La diminution présumée de la fortune de la Ville de Genève s'élève à CHF 23'193'321 correspondant à l'excédent de charges du budget de fonctionnement.

Article 5. - Dérogation

Ce budget comporte une dérogation au principe de spécialité temporelle pour les crédits budgétaires relatifs aux dépenses d'acquisitions de collections.

Le conseil municipal,

vu les articles 30, lettres a), b), c) et g), 74, alinéa 5, et 77 de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,
sur proposition du Conseil administratif,

décide :

Délibération 2. - Centimes additionnels

Article premier

Le nombre de centimes additionnels à appliquer en supplément des impôts cantonaux de l'exercice 2013, en conformité de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887, article 291 et suivants, est fixé à 45,5.

Article 2

Le nombre de centimes additionnels à appliquer en supplément à l'impôt sur les chiens dû en 2013 par les personnes domiciliées ou séjournant plus de 3 mois dans la commune, en conformité des art. 291 et 293, lettre C, de la loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887, est fixé à 100.

Article 3

Le Conseil administratif est chargé de s'adresser au Conseil d'Etat pour le prier de prendre un arrêté approuvant, en ce qui concerne la Ville de Genève, le nombre de 45,5 centimes additionnels à appliquer en supplément des impôts cantonaux et de 100 centimes additionnels à appliquer en supplément de l'impôt sur les chiens pour l'exercice 2013.

Le conseil municipal,

vu les articles 30, lettres a), b), c) et g), 74, alinéa 5, et 77 de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

décide :

Délibération 3. - Emprunts**Article premier**

Pour assurer l'exécution du budget administratif de la Ville de Genève, le Conseil administratif peut émettre en 2013 des emprunts publics ou d'autres emprunts à long terme, à concurrence du montant prévu par la délibération 1, article 3, arrondi à CHF 90'000'000, dans le cas où ce dernier montant ne serait pas couvert par l'excédent de trésorerie.

Article 2

Le Conseil administratif est également autorisé à faire usage des nouveaux instruments financiers dans un but de protection et de réduction des coûts des emprunts.

Article 3

Le Conseil administratif peut également renouveler sans autre, en 2013, les divers emprunts qui viendront à échéance et procéder à tout remboursement anticipé si les conditions d'émission lui sont favorables.

Préconsultation

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Mesdames et Messieurs, je souhaitais intervenir en préambule de vos débats, j'interviendrai vraisemblablement aussi à la fin. D'habitude j'interviens uniquement à la fin, mais cela en frustre plus d'un. Je me suis donc dit que cette année je n'opérerais pas cette stratégie de prise de parole qui, parfois, met mal à l'aise certains de mes fans les plus secrets...

Sans entrer dans le détail de ce projet de budget, je commencerai par dégonfler une polémique qui a été lancée par certains fins connaisseurs des finances publiques, que j'estime à plus d'un titre – vous le savez – aussi bien au niveau municipal que cantonal, à savoir que le projet de budget 2013 serait un projet de budget illégal. Ouah! C'est quand même une grosse attaque! Nous avons souvent entendu parler de la difficulté à maîtriser les charges, du personnel qui était démesurément demandé, du groupe de comptes 31 – Biens, services et marchandises – qui devait être réduit, mais, là, carrément un budget illégal, ça faisait quand même beaucoup pour nous!

Alors, en préambule, je rappellerai aux uns et aux autres que le Conseil administratif est vraiment respectueux du droit et qu'en aucun cas il ne se serait permis de vous présenter un projet illégal... J'en vois certains qui ricanent; mais qu'ils viennent donc me montrer, preuves à l'appui, dans quels domaines et sur quels dossiers le Conseil administratif n'a pas suivi la règle!

J'aimerais aussi rappeler quand même pour la gouverne des uns et des autres – mais certainement pas pour celle des membres de la commission des finances qui sont très aguerris – que le Conseil administratif a déposé un projet de budget. Un projet de budget, ce n'est pas le budget. Le budget doit en principe être équilibré. Le projet de budget, j'ai envie de dire qu'il est comme on veut... (*exclamations*) ...très équilibré ou très déséquilibré. De toute façon, et dans tous les cas, c'est un processus.

C'est un processus en Ville de Genève, c'est un processus dans les 44 autres communes, c'est un processus à l'Etat, c'est un processus au niveau de la Confédération. Ça commence avec des propositions de l'exécutif et ça suit un chemin de commissions, où vous pouvez, les quatre-vingts, faire des amendements. La conjoncture peut changer, et le Conseil administratif – vous le savez tous et toutes dans cette salle – revient régulièrement au mois d'octobre avec des correctifs sur les estimations fiscales et sur les projets qui sont les nôtres.

Lorsqu'il est déposé devant le Conseil municipal, le projet de budget n'a donc pas à être équilibré. Vous pouvez souhaiter qu'il le soit, vous pouvez le refuser dans une posture purement politicienne, après tout vous êtes majoritaires, à

droite, avec le Mouvement citoyens genevois. Vous faites comme vous voulez. Mais le projet de budget ne doit pas être équilibré. Le projet de budget que nous avons déposé n'est pas illégal. Le projet de budget, quand il est déséquilibré, ne doit pas être accompagné d'un plan financier qui prouve le retour à l'équilibre. Jusqu'à présent nous vous avons toujours présenté un plan de retour à l'équilibre lorsque c'était nécessaire, plutôt autour du mois d'octobre – quoique relativement peu ces dernières années – mais nous n'y sommes pas obligés.

Quand on dit que le budget est illégal, c'est qu'on se réfère à la loi. Alors, on se réfère notamment à l'article 77 de la loi sur l'administration des communes (LAC). Eh bien, on y apprend que l'exécutif doit équilibrer le budget, pas le projet de budget. Alors, pour celles et ceux qui ne la connaîtraient pas, je vous lis l'alinéa 1 de la disposition relative à l'équilibre du budget, car c'est toujours une lecture à la fois délassante et instructive à ces heures un peu tardives: «Le budget de fonctionnement de la commune doit être équilibré.» Nulle part on ne vous parle du projet de budget! Alinéa 2: «Toutefois, la commune peut présenter un budget de fonctionnement comportant un excédent de charges à concurrence maximale de ses amortissements, pour autant que cet excédent soit couvert par sa fortune nette.»

Même si nous avons déposé un budget comme ce projet de budget, avec un déficit de 23,5 millions de francs, je peux vous dire, Mesdames et Messieurs, qu'il y aurait eu également un excédent de charges, mais pas à hauteur des amortissements! Vous savez combien pèsent les amortissements sur votre budget? Ils pèsent à peu près 80 millions de francs. Nous ne sommes même pas venus – et, de toute façon, ce n'était pas mon souhait – avec un projet de budget présentant un excédent de charges aux comptes de fonctionnement à hauteur des amortissements.

Par ailleurs, je vous incite à lire très attentivement l'alinéa 1 de l'article 52 du règlement d'application de la LAC relatif à la présentation du plan financier, parce que c'est aussi très intéressant: «Un plan financier doit, en principe, être établi périodiquement et communiqué au Conseil municipal à titre d'information.» Alors, pour celles et ceux qui l'ignoraient, nous voilà tous vraiment logés à la même enseigne! Le Conseil administratif a déposé un projet de budget en toute légalité. A aucun moment il n'a voulu contourner la loi. A aucun moment il ne l'a fait, bien au contraire! Il a fait exactement ce que vous demandiez, il vous a présenté un outil sur lequel vous pourrez travailler, sur lequel vous pourrez discuter.

En outre, j'ai entendu certains commissaires dire qu'il n'y avait pas de priorités dans ce projet de budget. Lorsque le budget présente un déficit à hauteur de 23,5 millions de francs, dont 10 millions sont dus à l'accroissement des amortissements et donc des investissements – d'où la nécessité à mon avis d'avoir aussi

un outil de gestion financier des investissements – lorsqu’on a un tel budget, peut-être que la posture du Conseil administratif est de ne pas continuer à charger le bateau!

Je viendrai en commission des finances vous montrer d’où vient cet excédent de charges, mais il s’agit principalement d’obligations légales liées au département de notre collègue Esther Alder autour du Groupement intercommunal pour l’animation parascolaire, autour de la Fondation genevoise pour l’animation socioculturelle, pour les maisons de quartiers, les centres de loisirs. Eh bien, lorsqu’on a un tel budget, maîtriser les charges, ne pas empirer le déficit – et je vous rappelle qu’on attend quand même les dernières estimations fiscales du mois d’octobre – c’est déjà en soi un objectif politique et, à mon sens, un objectif politique majeur.

Alors vous êtes souvent chiffonnés – pour certains c’est même une posture politique – vous nous dites que ça ne va pas parce qu’un projet de budget est déposé en septembre, mais qu’après les choses bougent, puisque nous arrivons en octobre avec de nouvelles prévisions. Eh bien, oui, Mesdames et Messieurs, c’est comme ça pour vous, c’est comme ça pour tous les autres. Ou on ne tient absolument pas compte des prévisions cantonales et, franchement, je ne vous le recommande pas, ou on s’adapte à cette réalité-là. Ou bien, alors, on change la façon de fonctionner et d’étudier le budget au Conseil municipal, car, en effet, on pourrait imaginer qu’on ne le renvoie qu’en commission des finances, que la commission des finances se réunisse durant la journée entière, le week-end... On pourrait imaginer plein de choses qui feraient en sorte que vous seriez saisis un peu plus tard des cogitations et de la volonté politique du Conseil administratif. Mais ce n’est pas ce que vous voulez!

Chaque fois que je suis venue en commission des finances pour savoir si vous étiez disposés à modifier votre fonctionnement, vous vous êtes mis sur vos pattes arrière. Alors, la commission des finances accepte aujourd’hui d’entrer en matière, mais plutôt pour le projet de budget 2014 – et je trouve que c’est très bien – mais, s’agissant du présent exercice, je vous rappelle que vous avez voté en commission des finances pour savoir si on déposait le projet de budget maintenant, en septembre ou si, au contraire, on le faisait en novembre. Cela aurait totalement raccourci les délais, mais on pouvait le faire. A la majorité, vous avez décidé que nous déposerions le projet de budget au mois de septembre.

Je reviendrai peut-être à la fin, après vous avoir écoutés attentivement, sur les différents points qui ont guidé la volonté du Conseil administratif, mais, à ce stade, je ne pouvais en aucun cas laisser dire que nous avons agi dans l’illégalité, que nous avons agi en déposant un projet qui, en définitive, se moquerait de vous et se moquerait des citoyens et des citoyennes qui nous ont élus. Non, à aucun moment, que ce soit au niveau du projet de budget ou de toute autre proposition

que j'ai eu l'honneur et la chance de défendre devant vous, je ne vous ai présenté une proposition qui ne respectait pas en tous points la légalité. Je vous remercie de m'avoir écoutée aussi attentivement. (*Applaudissements.*)

Mise aux voix, l'entrée en matière sur le projet de budget est acceptée par 36 oui contre 24 non.

M. Simon Brandt (LR). Je remercie M^{me} Salerno pour sa déclaration préalable, qui a éclairci pas mal de choses, sauf un point. Et c'est pourquoi j'ai une question liminaire qui porte sur la déclaration que le maire, Rémy Pagani, nous a lue et transmise à 17 h, et dont l'avant-dernier paragraphe nous dit: «Sur le plan budgétaire, notre Conseil n'entend plus présenter un budget chiffré précis en septembre, mais un budget comportant ses orientations politiques, dès lors que les prévisions budgétaires du Canton annoncées en juin, puis en juillet, se révèlent systématiquement erronées.» C'est donc effectivement ce que vous nous avez dit, Madame Salerno, mais, après, c'est la conclusion qui est davantage amusante: «Ainsi, ce sera seulement en octobre que notre Conseil présentera un budget chiffré calculé sur des données plus fiables.»

Nous connaissons la pratique des années précédentes consistant à modifier le budget en cours de route au gré des informations fiscales que vous recevez. Mais vous en savez manifestement déjà plus que nous, Madame, puisque M. Pagani nous a dit dans sa déclaration que le budget serait chamboulé, ne serait-ce que par la création de vingt nouveaux postes, et que, pour votre part, vous venez de nous dire – et je vous en remercie – que vous vous efforcerez d'équilibrer le budget. Alors, ma question est la suivante: à quel point pouvons-nous accepter le projet de budget que vous nous transmettez ce soir, dont votre collègue, le maire, nous dit qu'il va être chamboulé d'ici un mois?

M. Jean-Charles Lathion (DC). Moi, ce que j'aime bien chez la magistrate, lorsqu'elle s'adresse à ce Conseil municipal et qu'elle prend à témoin le public qui nous regarde, c'est ce ton doctoral... (*Exclamations.*) J'ai l'impression de me retrouver un peu sur les bancs d'école... Et puis, elle se fait fort de ses lauriers, puisqu'on dit que la Ville de Genève est la mieux gérée de Suisse romande, voire de Suisse, peut-être d'Europe centrale, disons du monde – nous sommes dans la Genève internationale – et nous avons donc la plus grande magistrate du monde. Gloire à elle, et prosternons-nous! Eh bien, non, Mesdames et Messieurs, le Parti démocrate-chrétien, qui est un parti terrien, qui a les pieds sur terre, ne partage pas du tout cet enthousiasme, cette allégorie.

Le Conseil administratif, par la voix de M^{me} Salerno, nous a effectivement annoncé qu'il souhaitait nous remettre un budget consolidé en octobre. Le

Conseil municipal n'a pas accepté cette proposition même si, dans la commission des finances, certains étaient intéressés. Le Conseil municipal a dit qu'il souhaitait avoir un projet de budget au mois de septembre pour pouvoir travailler sur ce budget. Ce qui est demandé à la magistrature et aux services, c'est de vraiment faire l'exercice comme s'il était réel, c'est-à-dire de présenter un budget équilibré.

Mais, là, non, on lance des chiffres, on dit: «On va vous donner du grain à moudre, travaillez-moi ce budget, vous, les petits du Conseil municipal et puis ensuite, nous, nous apprécierons la situation et nous verrons ce que nous ferons, nous définirons nos priorités en fonction de ce que nous ressentirons de ce Conseil municipal». Lorsqu'on a une majorité de quatre membres de gauche sur cinq, ce n'est pas sérieux de ne pas jouer l'exercice, et c'est pour cela que nous avons réagi sur les bancs du centre et de la droite.

Nous avons dit que nous souhaitions quand même avoir un projet équilibré avec une vision des priorités. Or, cette vision, que l'on soit de gauche ou de droite – vous me l'accorderez, mes collègues de gauche – elle n'existe pas du tout! La magistrature est la première à le dire: «J'ai proposé à mes collègues un outil pour contrôler les investissements, mais cela ne marche pas toujours comme je voudrais.» Bon, c'est finalement le fardeau d'une magistrature en charge des finances que de devoir naviguer à travers les appréciations de ses collègues et de résister aux pressions. Lorsqu'on s'aperçoit que cinq postes sont prévus au budget pour les agents de la police municipale (APM), mais que, ce soir, M. Pagani vient nous en annoncer vingt-cinq, il y a vraiment quelque chose qui cloche! Le bât blesse un peu, vous devez le reconnaître.

Nous ne partageons pas cette vision un peu lénifiante qui nous a été présentée tout à l'heure. Nous aurions souhaité que ce projet soit fait sérieusement et qu'il ait des priorités qui soient clairement annoncées: est-ce la sécurité? Nous n'en savons rien. M. Pagani a dit que oui, que c'était annoncé, mais il y a deux semaines il disait qu'on n'avait que cinq postes. Est-ce alors le logement? Nous n'en savons rien. Est-ce que c'est la salubrité? La qualité de vie à Genève? Nous n'en savons rien. Or, un projet de budget, ça devrait servir à cela! Ça devrait permettre aux commissions spécialisées de s'y pencher, de phosphorer et de considérer ces priorités. Eh bien, non, je le redis, il n'y a pas de priorités.

Finalement, ce Conseil administratif fonctionne de façon très administrative, très technocrate. On prend des chiffres, on gonfle les budgets des années précédentes, on ne définit pas de priorités, que ce soit dans la culture, dans le logement ou ailleurs. C'est du coup par coup, Mesdames et Messieurs, et c'est ce que le Parti démocrate-chrétien refuse, c'est ce contre quoi nous nous battons. C'est pour cela que nous allons amorcer cette étude du budget avec la plus grande clairovoyance, avec le plus grand pragmatisme, mais en ne nous laissant pas endormir par le chant des sirènes, qu'il soit de gauche, de droite ou d'ailleurs.

M. Pierre Vanek (EàG). Mesdames et Messieurs, j'ai écouté avec un intérêt certain les propos de notre collègue Lathion, qui vient d'évoquer l'exigence d'un projet de budget équilibré avec des priorités politiques claires. Disons que le Parti démocrate-chrétien et M. Lathion seraient plus crédibles en matière de revendication d'un budget équilibré s'il n'y a pas moins d'une semaine, en commission des finances, ils n'avaient pas défendu, maintenu et soutenu la proposition de sabrer de 50% la taxe professionnelle communale! Monsieur Lathion, vous avez maintenu cette proposition consistant à faire baisser les recettes de la Ville d'une soixantaine de millions de francs. Alors, on fait cette proposition en commission et, trois jours plus tard, on vient en plénum dire qu'il faut un budget équilibré!

Cela veut dire, Monsieur Lathion, que vous devez venir avec tout l'engagement que vous avez manifesté...

Le président. Vous vous adressez au président, Monsieur!

M. Pierre Vanek. Vous transmettez, Monsieur le président, que cela veut dire que M. Lathion doit venir avec des propositions de recettes nouvelles – mais, apparemment, vous n'en voulez pas au Parti démocrate-chrétien – ou avec des propositions de coupes qui permettent de combler, pour être crédibles, cohérents et conséquents avec les priorités politiques que vous avez formulées, non seulement les 23 millions de francs qui manquent dans la copie du Conseil administratif, qui ne nous satisfait pas non plus, mais aussi les 60 millions de francs de trou que vous entendez creuser dans les recettes de la collectivité.

Ce n'est donc pas très sérieux de venir faire la leçon sur ces 23 millions et, là, je rejoins ce qui a été dit, ce n'est vraiment que l'épaisseur du trait et ce n'est pas un problème majeur à l'échelle du budget de la Ville.

Par contre, je vous rejoins sur le point des priorités politiques. Ce budget nous a été présenté en commission des finances, mais cette question-là figure aussi, je crois, dans le message du Conseil administratif exposé dans le projet de budget par politique publique. On nous y explique que la période est un peu spéciale, qu'il y a une chaise vide autour de la table du Conseil administratif, qu'on a été prudent, puisqu'on est quand même tous du même bord et qu'on a laissé ouvertes un certain nombre de questions qui pourront faire l'objet d'arbitrages ultérieurement. Le Conseil administratif a un peu tenu ce discours-ci dans ce document.

Or, de notre point de vue, ce n'est pas une bonne chose. Nous avons la faiblesse de penser, pour la majorité de mon groupe, qu'une majorité de 80% à l'exécutif, avec quatre membres de l'Alternative sur cinq, est suffisante. Elle devrait permettre au Conseil administratif – sera-t-il ensuite suivi par cette assemblée,

cela regarde cette assemblée – de nous faire des propositions politiques et de nous présenter un projet de budget qui reflète, effectivement, les priorités politiques de cette majorité, et il n'est pas indispensable de se cacher derrière l'absence de Pierre Maudet pour dire qu'on réserve un certain nombre d'arbitrages.

Cela dit, Monsieur Lathion, sur les priorités politiques du Conseil administratif, moi, j'ai deux pages, ici, qui les contiennent, c'est le programme de l'accord de législature sur lequel les membres de l'exécutif ont été élus. C'est un document politique d'une clarté extrême qui prône une Ville solidaire, des services publics forts et efficaces, une Ville créative et plurielle, une Ville respectueuse de la qualité de vie, une Ville avec des finances fortes et solides. De ce point de vue, il y a là toute une série de points qui sont les priorités que nous entendons – comme l'ensemble de l'Alternative – faire incarner matériellement dans le budget qui sera voté en décembre.

Et ce ne sont pas des paroles creuses. Chacune des lignes de ce document, que vous aurez lu, que vous aurez apprécié, que le Conseil administratif aura bien entendu mémorisé et qu'il entend appliquer avec toute l'énergie qu'il met pour respecter ses engagements préélectoraux, eh bien, cela, c'est le fil conducteur, l'ossature et la colonne vertébrale de ce qui doit être la politique incarnée dans le budget que nous nous battons pour faire adopter en décembre.

Maintenant, trois remarques encore. Sur le déficit, je le répète, 23 millions de francs dans un projet de l'ampleur de celui-ci, en termes de pourcentage, cela fait un déficit de 2%. On est là dans des réglages fins, et je crois que la déclaration du maire, qui lui a d'ailleurs été reprochée tout à l'heure, est frappée au coin du bon sens. Il faut en effet avoir des projections fiscales plus précises, et c'est pourquoi il est normal et raisonnable que les discussions plus précises se fassent plus tard et que nous ne discussions, à ce stade, que d'orientations politiques. De ce point de vue là, je le redis encore une fois, nous avons une certaine déception par rapport aux éléments qui nous ont été présentés du point de vue, précisément, de l'incarnation des orientations politiques de l'Alternative dans ce projet de budget.

Concernant la sécurité et les postes d'APM, en l'occurrence les 25 postes qui ont encore été évoqués tout à l'heure, vous vous battez contre des moulins à vent, Mesdames et Messieurs, car vous savez bien que nous nous sommes battus pour inscrire ces postes au budget. Vous êtes pour, nous sommes pour, alors quel est le problème? (*Exclamations.*) Oui, sauf à vouloir créer un problème qui n'existe pas pour se faire mousser! A mon avis, c'est ce que vous faites en revenant sur cette question à laquelle Rémy Pagani a répondu tout à l'heure assez précisément dans sa déclaration.

J'aborderai un dernier point qui concerne aussi, notamment, Rémy Pagani. Ce que nous saluons dans ce projet de budget, c'est la question des investisse-

ments. On nous a présenté de manière plus ou moins claire le débat qu'ils suscitent, sur leurs montants et les charges qu'ils entraîneront en termes de frais de fonctionnement et en termes d'amortissements. De ce point de vue là, il y a un débat politique, en effet. D'abord, nous nous félicitons que la machine des investissements et notamment ceux du département de Rémy Pagani, qui concernent un certain nombre d'infrastructures qui sont indispensables, ait été mise en route sérieusement. Les travaux fonctionnent dans cette ville, et c'est très important. De ce point de vue là, il y a un hommage à rendre au magistrat qui a rendu ces choses possibles. (*Exclamations.*) Ce n'est pas donné forcément à tout le monde!

Ensuite, le projet de budget propose de plafonner ces investissements à hauteur de 150 millions de francs, avec un argumentaire concernant les charges induites. Nous sommes pour ce plafonnement, nous pensons que c'est un seuil raisonnable. Sur la question des charges induites, il s'agit pour nous d'avoir une discussion et une réflexion au cas par cas sur les objets concrets qu'on évoque. Il n'y a pas de règle de trois mécanique à appliquer; il y a un certain nombre d'investissements qui, même si on les fait aujourd'hui, n'entraîneront pas de dépenses supplémentaires mais qui, au contraire, permettront de s'en préserver. Il y a des investissements qu'il faut faire à temps notamment en matière d'entretien pour éviter d'avoir des charges trop importantes sur la durée. De ce point de vue là, nous saluons ce débat. Nous sommes prêts à entrer en matière.

On reproche au Conseil administratif la présentation d'un document technique sans options politiques, mais, là, s'agissant du niveau d'investissements qu'il propose dans le projet de budget, une option a été prise. C'est bel et bien une option politique qui nous semble responsable et correspondre aux nécessités de l'heure. Donc, vous l'avez compris, nous entrons en matière. Nous avons voté l'entrée en matière de ce projet de budget et nous nous battons pour qu'il contienne un maximum d'éléments qui concrétisent la valorisation du programme politique de gauche, de l'Alternative, sur la base duquel cet exécutif a été élu.

M. Alexis Barbey (LR). Permettez à un ancien membre de la commission des finances de s'exprimer sur le projet de budget. Le grand moment de notre Conseil municipal, c'est le vote du budget, et, ce soir, nous entrons ou non en matière sur ce projet de budget. Mesdames et Messieurs, je vous pose la question: après avoir entendu la magistrate tout à l'heure avez-vous l'impression qu'il y ait un budget du Conseil administratif? Et, alors, après avoir entendu l'intervention de M. Pagani durant la séance de 17 h, n'avez-vous pas plutôt l'impression qu'il y a potentiellement deux budgets du Conseil administratif ou même pas de budget du Conseil administratif du tout, puisque que ce dernier ne prend aucune responsabilité ce soir?

Le Conseil administratif nous dit par la voix de sa magistrate que c'est à nous, Conseil municipal, de dire quel est la hauteur du déficit que nous accepterons, que c'est à nous de prendre en compte le montant d'impôt qui permettra de financer ce budget, que c'est à nous de savoir si le déficit de fonctionnement de 23 millions de francs, qui se concrétise par un déficit de financement de 90 millions de francs, sera acceptable ou non. Oui, Mesdames et Messieurs, c'est à nous de prendre cette décision, mais je n'ai jamais vu un Conseil administratif qui prend aussi peu la responsabilité du budget qu'il nous présente.

Mesdames et Messieurs, ce soir nous assistons à une réelle démission de l'exécutif de la Ville, puisqu'il nous transmet le droit et la responsabilité de voter ce que nous allons devoir assumer pendant l'année à venir en termes de dépenses municipales. C'est le témoignage d'un gouvernement composé de quatre membres du même bord contre zéro membre du bord opposé, puisqu'en ce moment le poste est vacant. C'est une démission absolument complète par rapport à la plus importante responsabilité politique de l'année. J'en prends note, je remercie le Conseil administratif d'avoir été aussi clair par rapport à cela.

Pourquoi est-ce que moi et d'autres, je pense, dans cette salle, avons ce sentiment? C'est parce que dans le discours qu'on a entendu ce soir, on n'a pas parlé d'options politiques, on a parlé uniquement de la loi. Oui, le projet que vous déposez ce soir, Madame la conseillère administrative, est légal. En tous points il répond aux obligations que vous avez, mais il ne fait face à aucun choix politique. Il ne montre pas que vous avez décidé de parler plutôt pour la culture ou plutôt pour la sécurité. Ce soir, vous nous avez montré un grand désert. C'est à nous de décider. Certes, nous déciderons.

J'aimerais dire aussi, en vertu du respect du rôle des institutions que vous êtes censés afficher par votre attitude que, ce soir, Mesdames et Messieurs, vous êtes dans un antidémocratie complet. Vous ne montrez pas de décision, vous ne nous proposez rien, par conséquent, pour notre part, nous ne pouvons pas nous décider à être d'accord ou non avec ce que vous nous proposez. Vous avez fait un budget du plus petit dénominateur commun destiné à ne fâcher personne, mais, Madame la conseillère administrative – et vous transmettez mes positions, Monsieur le président – qu'est-ce qui vous empêchait de prendre cette option politique?

Est-ce en raison d'une configuration particulière du Conseil municipal? Est-ce parce que maintenant vous n'avez plus une majorité tout acquise comme c'était le cas lors des précédentes législatures? Ou est-ce, par exemple, parce que nous sommes à la veille d'élections? Non, rien de tout cela! Nous sommes à la première année de législature de ce Conseil administratif. Nous sommes à la première année où ce Conseil municipal va devoir prendre des décisions budgétaires, et je fais abstraction de l'année dernière, où le budget n'a pas été fait par le même Conseil administratif.

Vous n'auriez donc théoriquement rien à perdre. Vous pourriez prendre des options. Vous n'en prenez pas, et je crois que le fait de vous réfugier, comme vous l'avez fait, derrière les règlements, derrière la loi, est une attitude typique d'un gouvernement démissionnaire, et je dirais même d'un gouvernement démissionnaire de gauche. (*Exclamations et applaudissements.*)

Maintenant, vous avez avancé une autre raison pour expliquer cette démission, et je sais très bien, Madame la conseillère administrative, que vous savez au fond de vous-même que ce que je vous dis n'est que la vérité. (*Exclamations.*) J'ai un peu plus de liberté que vous pour l'exprimer pour des raisons tout à fait particulières. Vous nous dites que, comme chaque année, il y aura de nouvelles prévisions fiscales, qu'elles seront définies par le Canton dans quelques semaines. Certes, mais, ça, c'est la réalité de l'exercice budgétaire depuis des dizaines d'années au sein de ce Conseil municipal. Nous savons bien que ce n'est pas le Conseil administratif qui décide du produit de l'impôt au niveau de la Ville de Genève, et que celui-ci est dicté par des prévisions qui sont faites au niveau cantonal.

Ça ne vous a jamais gênée! Ça ne vous a jamais gênée, par exemple l'année dernière, pour faire des révisions drastiques de ces prévisions ou pour les reprendre à votre compte, puis, à la fin d'un débat qui avait duré plus de trente heures, pour nous apprendre qu'il y aurait des amortissements qui pourraient être calculés différemment de façon à ce que le budget soudain s'équilibre alors qu'il était puissamment déficitaire! Tout cela ne vous a pas gênée, mais cette année ça vous gêne, et vous nous transmettez la patate chaude, si vous me permettez cette expression. Monsieur le président, vous censurerez mes mots s'ils sont trop vifs, je vous fais confiance pour cela.

En conclusion, vous appelez le Conseil municipal à prendre ses responsabilités. Il les prendra, mais il les prendra avec le sentiment extrêmement désagréable que nous avons à faire face à une espèce de vacance du pouvoir et que vous n'avez pas fait de choix politique. Au-delà de ça, nous pensons, à la lumière des déclarations respectives des différents membres du Conseil administratif, que vous n'êtes pas d'accord sur ce budget et que, là où certains auraient voulu voir une amélioration de la sécurité, d'autres auraient préféré une dotation plus riche du domaine social ou du domaine culturel.

Monsieur le président, je tiens à vous le dire, pour le groupe libéral-radical, c'est une grande nouveauté. Nous en prenons acte. Comme d'habitude nous assumerons nos responsabilités en votant dans la ligne de nos convictions, mais nous déplorons cette attitude qui consiste à fuir ses responsabilités. (*Applaudissements.*)

M. Daniel Sormanni (MCG). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, effectivement, on est devant un projet de budget qui présente un défi-

cit de 23 millions de francs. Sur cette pétition de principe, évidemment, nous ne sommes pas d'accord. Nous voulons un budget équilibré. Cela dit, suite à la demande de la magistrature, la commission des finances a quand même demandé à recevoir le budget. C'est d'ailleurs ce qui se passe d'habitude au mois de septembre, en tout cas depuis 1979, quand je siégeais déjà dans ce parlement, et je trouve quand même que c'est bien heureux.

En effet, il faut bien pouvoir entamer le travail, entamer le débat. Ensuite, au fur et à mesure que ce projet de budget est examiné par la commission des finances, par les commissions spécialisées – et, bien sûr, par le Conseil municipal au moment du débat d'entrée en matière – il est affiné, modifié. Des chiffres vont être modifiés, principalement ceux des prévisions cantonales. Ça a toujours été ainsi. Alors, certes, ce n'est pas parce que ça a toujours été comme cela qu'il faut continuer à le faire, mais je vois une contradiction entre ce que mes préopinants ont dit tout à l'heure – à savoir de vouloir le budget au mois de septembre – et ce qu'a demandé la commission des finances, dont ces préopinants font partie.

Alors, de deux choses l'une, ou nous voulons ce projet de budget au mois de septembre, mais, alors, il y a un certain nombre de données que nous n'avons pas encore – les dernières prévisions du Département cantonal des finances – ou nous attendons ces dernières pour entamer l'étude du budget à ce moment-là, à savoir début novembre. En ce qui nous concerne nous avons voté la solution habituelle. Au fur et à mesure que ce budget sera étudié, on aura les nouvelles prévisions du département des finances. Elles changeront un peu la donne – nous l'espérons – puisque, apparemment, les prévisions économiques suisses et genevoises laissent présager quelque chose d'un peu meilleur que ce qui a pu être prévu jusqu'à ce jour.

La suite, finalement, c'est de savoir si on entre en matière sur ce projet de budget, même s'il ne nous satisfait pas. Nous allons entrer en matière. Il ne nous satisfait pas, mais nous ferons en sorte qu'on ait à la fin de ce processus budgétaire non seulement un budget équilibré, mais aussi un budget que nous aurons pu influencer un peu en fonction de nos priorités. En tout cas, nous allons travailler comme nous l'avons fait l'an dernier, mais, alors, surtout, en évitant ce qui est arrivé à ce moment-là, c'est-à-dire que le débat final, complet, amendement par amendement, presque franc par franc, se fasse en plénière avec le résultat qu'on connaît: quelques soirées, quelques nuits, largement au-delà du samedi soir, du lundi, et j'en passe. Le travail se fera en commission, et nous attendons de la commission des finances et des commissions spécialisées qu'elles fassent leur travail, et qu'on prenne en compte les nouvelles données qui arriveront.

Alors, moi, ce que je regrette – je l'ai dit, je l'ai écrit dans mon blog – c'est que le Conseil administratif n'ait pas terminé son travail de présentation. C'est un

projet de budget qui n'est pas fini, car même si l'on n'a pas les nouvelles données financières de l'Etat sur les recettes fiscales, le Conseil administratif aurait tout de même pu faire quelques arbitrages. Il en a fait quelques-uns, mais il n'a pas été au bout de ce processus, puisque, s'agissant par exemple des APM, il ne les a pas intégrés dans le projet de budget. Il nous envoie maintenant une déclaration du maire dans laquelle il dit qu'il a l'intention de le faire. Apparemment, celle-ci est signée par le Conseil administratif, j'en déduis donc – j'espère que c'est le cas – qu'elle a été approuvée par l'ensemble du Conseil administratif.

Cela dit, moi je pense qu'il aurait dû le faire tout de suite, quitte à présenter un projet de budget encore un peu plus déficitaire, puisque ces 25 postes d'APM représenteront de 2,75 à 3 millions de francs de plus au budget. C'eût été peut-être plus intelligent et plus honnête de dire directement qu'on en est là, que ces APM sont intégrés dans le budget, et qu'on a un déficit de 26 millions de francs au lieu de 23 millions. Cela n'aurait pas changé la donne de base, puisque nous espérons bien arriver à un budget équilibré au terme des travaux de la commission des finances. Et, moi, Mesdames et Messieurs, comme je l'ai dit l'an dernier, je trouve cela extrêmement facile.

Si on regarde la progression des groupes 31 depuis quelques années, depuis toutes ces années où on a eu la chance d'avoir une croissance économique qui a amené à Genève beaucoup de recettes fiscales, si on regarde cette progression, elle est importante. L'an passé, je crois que c'était 4%. Cette année, on nous rajoute encore 2% sur un volant de 200 millions de francs. Ce n'est donc pas une toute petite réduction, alors qu'on est déjà pratiquement à l'équilibre, qui va toucher les services, qui va empêcher l'administration de fonctionner!

Aujourd'hui, on a une inflation négative, les chiffres de septembre 2012 le disent. Il n'y aura donc probablement pas d'indexation des salaires, et ça fera déjà 1,6 million de francs d'économisé. C'est donc extrêmement facile, déjà aujourd'hui, sans toucher aux employés et sans toucher à l'activité de l'administration municipale et à ses prestations, d'arriver à un budget à l'équilibre, même si on ajoute ces 20 ou 25 postes d'APM. Donc, moi, je regrette que le Conseil administratif ne soit pas déjà venu nous présenter quelques arbitrages liés à ces postes qui nous manquent, mais cela ne nous empêche pas, je crois, de faire le débat et de renvoyer ce projet à la commission des finances.

Alors, bien sûr, chacun veut y mettre ses priorités. Eh bien, toutes ces priorités, elles ont aussi un coût, cela a été relevé tout à l'heure. On ne peut pas dire en même temps qu'il faut réduire les recettes tout en réclamant un budget équilibré. Il y a quelque chose qui ne joue pas sur cette planète-là. D'ailleurs, il faut peut-être aussi réduire les dépenses et essayer de les compresser au mieux. Mais, pour notre part, nous ne voulons pas une coupe dans les prestations. En tout cas, nous voulons essayer de les maintenir dans la mesure du possible.

Nous, nous voulons quand même que nos priorités sur la sécurité et sur l'emploi soient inscrites dans ce projet de budget. On n'a pas 36 000 possibilités à la municipalité d'agir sur l'emploi, on en a deux. On peut d'abord trouver les moyens d'aider les petites et moyennes entreprises, celles qui en ont vraiment besoin, plutôt les petits commerçants, plutôt ceux qui sont en bas de l'échelle et qui souffrent, notamment par les travaux qui ont été réalisés dans cette ville, et qui vont continuer à souffrir, notamment avec la liaison ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse. Beaucoup de commerces ont cessé leur activité, peut-être faut-il leur apporter une aide. Pour cela, il faut des moyens.

Notre deuxième possibilité d'intervention, elle est faible, c'est de maintenir un certain volume de travaux avec les investissements, mais, là aussi, il faut rester raisonnable, car aujourd'hui avec la contraction des recettes on ne peut pas se permettre de laisser les investissements s'envoler à 150, 160 millions de francs d'investissements par année. On ne peut plus se le permettre.

Pour nous, il s'agit de maintenir un certain volant d'investissements, mais, alors, en choisissant les investissements, d'abord ceux qui sont les plus prioritaires, puis peut-être ceux qui sont les plus générateurs d'emplois. C'est un certain travail que de les sélectionner, que de fixer une barre dans le budget et, en ce qui nous concerne, nous allons la fixer, mais nous allons la fixer différemment de ce qui est proposé, puisque nous n'accepterons pas ces 150 millions de francs d'investissements. Il s'agit donc de fixer des règles pour définir quels investissements nous voulons, à quel moment, et à quel rythme pour pouvoir justement les étaler dans le temps et pour pouvoir faire ce qui est à faire, entretenir notre patrimoine, tout en restant dans une fourchette qui est donnée et que nous pouvons assumer financièrement.

Sans cela, l'emballlement peut aller très vite. On a vu dans les comptes 2011 qu'une partie des investissements n'avait pu être financée par les amortissements. Dans le projet qu'on nous présente aujourd'hui, ce sont près de 100 millions de francs qui ne sont pas finançables par les amortissements. C'est déraisonnable. A ce rythme-là, nous allons augmenter notre dette. C'est pourquoi on doit juste trouver l'équilibre entre maintenir un volant d'investissements raisonnable et le faire de façon à ce qu'ils puissent être financés par les recettes fiscales.

Voilà, Mesdames et Messieurs, en quelques mots les réflexions du Mouvement citoyens genevois. Nous allons renvoyer ce projet de budget à la commission des finances et dans les commissions spécialisées pour l'étudier dans l'objectif d'atteindre un budget équilibré dans lequel, autant que faire se peut, nous pourrions inscrire quelques-unes de nos priorités, notamment la sécurité, mais pas seulement, j'ai parlé également de l'emploi. Je pense que nous pouvons le faire. Nous examinerons bien les postes des recettes, nous verrons ce que seront les prévisions cantonales et si les nouvelles prévisions de la Ville sur la taxe pro-

fessionnelle changent. Nous verrons ce que nous avons à disposition, pour quelles priorités nous les utilisons, et nous regarderons où nous pouvons raisonnablement réduire nos dépenses.

Nous pouvons réduire nos dépenses sans toucher aux prestations, sans toucher aux employés, tout en ayant une action anticyclique pour combattre le chômage. Je vous rappelle quand même que le chômage est de nouveau en augmentation à Genève: il atteint 4,8%, soit 2% de plus que la moyenne suisse. Nous devons avoir une action dans ce domaine-là, et je vous engage à aller dans cette direction. C'est la raison pour laquelle nous renverrons ce projet de budget dans les commissions spécialisées et à la commission des finances.

M. Thomas Bläsi (UDC). Chers collègues, l'année dernière quand nous avons abordé le budget, je n'avais pas une expérience municipale colossale. Elle s'est un peu aguerrie depuis, mais, là, je dois dire que je suis quand même un peu surpris. On nous présente un projet de budget qui a certes été décrié par certains dans la presse mais sur lequel, nous dit-on, le Conseil administratif a toute liberté, si je comprends bien ce que nous dit M^{me} Salerno. S'agissant du budget lui-même, qu'on se rassure, nous dit-on encore, il respectera les cadres qui lui sont fixés, et nous pourrions travailler dessus. C'est pourquoi je me demande quel est l'intérêt de l'exercice de ce soir? Cela n'a pas vraiment d'intérêt, puisque nous travaillons à blanc sur un objet qui ne respecte pas les règles de l'objet sur lequel nous devrions finalement travailler. Ce n'est même pas un coup d'essai, en fait!

Alors, en tant que conseillers municipaux, nos critères d'évaluation sont certes politiques, mais ils doivent être légaux par la suite. C'est peut-être frustrant, c'est restrictif, puisque nous avons chacun nos idées propres et l'envie d'utiliser ce budget pour aller dans le sens de nos idées, mais c'est heureux, car cela pose certaines limites. J'en conclus donc que ce projet de budget, finalement, n'est soumis à aucune limitation. Quel est donc le travail que nous pouvons faire?

Cela me fait penser un peu au monde des affaires. Avant une négociation, il est toujours de bon ton d'arriver avec une demande extravagante pour que le prix final corresponde finalement au statu quo qu'on s'était soi-même fixé. Par exemple, l'année dernière, à 4 h du matin, lors du débat budgétaire, on a découvert 500 000 francs, peu importe d'ailleurs le conseiller administratif que cela concernait. On a découvert 500 000 francs utilisables pour équilibrer le budget. A 4 h du matin! Tout à fait miraculeux, tout à fait exceptionnel! Alors, je pense que nous nous sommes fait avoir une fois, mais que nous ne nous ferons pas avoir deux fois, et j'espère que nous trouverons des alliances suffisantes pour pouvoir affronter ce genre de choses.

Maintenant, nous pourrions partir du principe que nous sommes tous de bonne foi et que, par conséquent, nous pouvons travailler sur un projet de budget

effectué par le Conseil administratif. Mais la confiance, c'est quelque chose qui se gagne! C'est quelque chose qui se gagne par le respect des règles, le respect des usages. Or, j'ai quelques contre-exemples comme le déplacement des locataires de la villa Ambrosetti, qui s'est opéré contre l'avis du Conseil municipal, ou comme les «Réverbères de la mémoire», qui ont été construits avec le budget d'un autre projet accepté par le Conseil municipal et qui, finalement, seront détruits parce qu'on a fait une découverte archéologique sur le site. Autant dire que l'argent qui a été utilisé sur le mauvais projet a été jeté par la fenêtre, puisque celui-ci ne pourra de toute façon pas aboutir. (*Remarque.*) Oui, mais les piliers qui sont installés, ils sont installés! Ils ont été installés avec l'argent public et ils ont été votés sur un autre budget, et sans permis de construire.

Bref, vous vous êtes assis sur le Conseil municipal, Mesdames et Messieurs, donc vous vous êtes assis sur la population, mais vous vous attendez maintenant à ce que nous travaillions sur un projet de budget pour lequel vous avez eu toute liberté. Alors, je suis désolé, mais je vous dis non.

En outre, quand M. Vanek explique à M. Lathion que son idée de diminuer ou d'abolir la taxe professionnelle est une hérésie qui coûterait 60 millions de francs à la Ville, et qu'il se demande comment nous allons faire, mais, Monsieur le président, vous lui transmettez que j'ai la réponse. La réponse, M^{me} Salerno nous l'a donnée! Quand on lui a parlé de la baisse d'impôts, elle a dit qu'effectivement il y avait eu un impact, que cela avait dérangé le Conseil administratif, mais que depuis deux ou trois ans il s'y était habitué, qu'il faisait avec. Eh bien, vous vous habituerez, vous ferez avec, Mesdames et Messieurs. Vous ferez comme tous les citoyens qui paient leurs impôts et qui sont pressurisés. Vous vous habituerez à vivre avec 60 millions de moins, et je pense que vous tournerez très bien. (*Applaudissements.*)

Je tiens encore à vous dire qu'il y a une querelle extraordinaire. Madame Salerno – vous transmettez, Monsieur le président – vous avez fait une comparaison avec le Canton. Mais cette comparaison est sévère! Et je suis sûr que nous allons nous retrouver sur certains de mes éléments. Par exemple, si on prend le Canton, les résultats sont quand même faussés par les 5 milliards de dettes des caisses de retraites des fonctionnaires! (*Remarques.*) Oui, je suis généreux, je dis cinq, mais, en fait, c'est plus! Bon, j'arrondis un peu... Mais ce qui est particulièrement passionnant, c'est que ces 5 milliards de dettes de la Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du Canton de Genève (CIA), correspondent à trois fois le montant du scandale de la Banque cantonale de Genève (BCGe).

A ce titre, je rejoins totalement les membres de la gauche. Je pense qu'il est tout à fait inique et inadmissible qu'on n'ait pas eu de condamnations dans le procès de la BCGe, puisqu'on avait des responsables et qu'on sait qui ils étaient.

Et on sait aussi qui étaient les responsables des caisses de retraites des fonctionnaires, et je pense aussi que ceux-ci devraient payer pour la situation dans laquelle ils nous ont mis. C'est leur dogmatisme, qui a consisté à ne pas recapitaliser, contrairement aux ordres qui avaient été donnés par Berne, qui nous a conduits dans la gabegie actuelle. Je ne cite pas les noms des responsables de la BCGe, alors je ne citerai pas non plus ceux des ex-présidents de la CIA, mais ce sera assez facile de les trouver ainsi que les rangs desquels ils ressortent.

Alors, puisqu'on a toute liberté sur ce projet de budget, j'aimerais quand même vous citer une actualité qui m'a particulièrement interpellé cet été. Je ne sais pas si vous l'avez suivie, car cela a été très discret. Les Etats-Unis, qui sont connus pour leur problème de dette chronique, ont libéré cet été plus d'une centaine de milliers de prisonniers pour réaliser une économie de 50 milliards de dollars. Il y avait sans doute dans le lot des petits voleurs à la tire, pas forcément des grands criminels. Cela dit, si on libère 100 000 personnes qui ont quand même un certain nombre de choses à payer à l'Etat, on peut peut-être admettre qu'il y avait parmi eux un certain nombre de criminels et que la sécurité du citoyen s'en est trouvée amoindrie.

J'évoque ce sujet, car vous nous parlez des 25 postes d'APM. Mais nous avons vu que si on créait dix postes, on n'aurait que six personnes sur le terrain, puisque, pour différentes raisons administratives, les quatre autres se retrouveraient à l'arrêt maladie ou autre. Cela signifie que l'on va payer dix personnes pour n'en avoir que six sur le terrain. Par conséquent, vingt-cinq, ce n'est pas du tout assez!

Je vais prendre un autre exemple, et je pense que nous allons tous tomber d'accord. Si on prend le bonneteau, je ne parle pas des individus, je ne parle pas des origines, je parle juste du jeu lui-même. Nous sommes tous d'accord, ici, pour dire qu'aucun d'entre nous n'y risquerait un centime, que c'est une escroquerie majeure, que c'est une escroquerie en bande, puisqu'on a les guetteurs, les pré-guetteurs armés de bombes lacrymogènes, les gens qui font les poches pendant que les autres jouent, et que la police municipale a maintenant des prérogatives pour intervenir. Alors, qu'est-ce qu'on fait pour ça? Comment est-il possible que ces gens-là – et je le répète, peu importe l'origine des personnes qui s'y adonnent – fassent en bande organisée une escroquerie au vu et au su de tout le monde? Cela ne devrait pas exister, et de cela vous êtes les garants, Mesdames et Messieurs.

Pour conclure, je me rappelle que vous aviez souri quand je vous avais parlé l'année dernière de l'iceberg qui avait fait couler le *Titanic*, parce que j'avais dit qu'il était petit. Vous aviez trouvé qu'il était très grand, mais, finalement, je crois que nous ne nous sommes pas compris. Les 12 millions de francs de déficit prévus au budget 2012 et que j'assimilais à l'iceberg, c'était effectivement peu,

mais ce n'était que la partie visible. Ce qui a coulé le bateau, ce sont les 50, 60, 70 millions de francs qu'il y avait en dessous. Alors, j'aimerais qu'on arrête de faire comme à l'armée, c'est-à-dire de faire tourner les camions pour dépenser l'essence, et qu'on ait une politique raisonnable avec pour seul objectif le bien de nos citoyens et la résolution de la dette. (*Applaudissements.*)

M. Alberto Velasco (S). Monsieur Bläsi, ce que vous avez dit à propos des coupes auxquelles on finirait par s'habituer m'a quand même un peu choqué. Non, on ne s'habitue pas, on subit. Enfin, certaines classes sociales subissent, d'autres s'habituent. Ceux qui ont les moyens, vous leur coupez des prestations, ça ne fait rien, car ils ont les finances par ailleurs, mais il y en a d'autres qui subissent. Moi, je le vois dans certains aspects traités au Canton, par exemple, au niveau du budget de l'enseignement. Je sais qu'il a diminué par rapport à ce qu'il était il y a une dizaine d'années. Je connais les conséquences pour des gens qui le subissent.

Vous avez parlé de la sécurité, mais c'est très intéressant la sécurité. Moi, je suis d'accord avec vous. Effectivement, il fut un temps à Genève où il y avait un poste de police par quartier, car la République et canton de Genève pouvait financer son poste de police par quartier. Et puis, tout d'un coup, voilà, un milliard de moins d'impôts dans l'assiette fiscale, et il n'a plus été possible d'avoir un poste de police par quartier. Et, vous, vous venez nous dire à nous, la gauche: «Mais vous êtes coupables!»...

Le président. Vous vous adressez au président, Monsieur Velasco.

M. Alberto Velasco. Monsieur le président, ils viennent nous dire à nous, la gauche, que nous sommes coupables, coupables, coupables! Alors, Monsieur le président, vous leur direz que nous ne sommes pas coupables... (*Rires.*) Non, soyons sérieux! Si vous voulez couper, vous pouvez le faire, vous êtes majoritaires, mais, alors, vous devez assumer les conséquences de cette politique, et on a vu ce que cela donnait.

M^{me} Salerno nous a présenté un projet de budget avec 23 millions de francs de déficit. C'est 2%. La règle d'or qu'on impose aujourd'hui en Europe, libérale, par ailleurs, c'est 3%. Certains pays connaissent des difficultés monstrueuses pour en arriver là au point qu'on a peur, par exemple, d'une déstabilisation sociale de l'Europe. Ici, on nous parle d'un déficit de 2% du projet de budget.

Et je tiens à vous dire, chers collègues, que le frein à l'endettement, qui est un projet cantonal, qui a été voté par la droite, prend les comptes comme référence

fondamentale, car c'est dans les comptes que l'on voit effectivement s'il y a un déficit. Or, nous avons vu dans les comptes que nous avons votés tout à l'heure qu'il y avait non pas un déficit mais un super boni d'une trentaine de millions de francs. C'est donc sur la base de la lecture des comptes que l'on prend des décisions pour s'attaquer à la dette, pas sur celle du budget.

Alors, parler comme vous le faites, ici, avec un chantage, ce n'est pas logique! Je trouve que mes collègues ont fait un procès d'intention, Monsieur le président, mais sans aucune démonstration. Chers collègues, moi, je sais que pour la première fois nous avons un budget par politique publique. Et je vois que 42% des subventions sont affectées à la culture et aux loisirs et que 52% le sont à la prévoyance sociale. Si on fait des coupes, si vous voulez faire des coupes, vous savez ce qui se passera.

On nous dit que le Conseil administratif n'a pas eu de volonté politique marquée. Moi, je vois aussi dans le projet de budget par politique publique, qui est très joli, en couleur, que les montants dévolus à la sécurité publique augmentent de 1% au budget, que ceux relatifs à la culture et aux loisirs augmentent de 2%, et que ceux dévolus à l'aménagement et à l'environnement augmentent de 6%. Eh bien, quand je vois ces chiffres, et il y en a d'autres, je constate qu'il existe une politique budgétaire. On peut être d'accord ou non et, cela, je vous l'accorde, et je le respecte. Je respecte qu'on puisse vouloir 15% pour la sécurité publique, cette option est discutable, mais dire qu'aucune option n'est présentée, ce n'est pas correct.

D'ailleurs, à ce titre, M. Pagani nous a dit qu'il avait la ferme intention d'augmenter les postes de la sécurité. Eh bien, nous verrons à la commission des finances. Nous, à gauche, en tout cas au Parti socialiste, nous ne sommes pas fermés à cela. Effectivement, on constate qu'il y a dans ce canton un problème de sécurité, de bien vivre parfois, et qu'il faudra peut-être augmenter ce poste. Donc, il n'y a pas de problèmes, nous serions d'accord d'aller dans ce sens si l'intérêt se fait sentir.

Monsieur le président, M. Sormanni nous a dit tout à l'heure qu'il était étonné des augmentations de charges des années précédentes, qui étaient monstrueuses, et que c'était terrifiant. Alors, moi, j'ai ennuyé les services de M^{me} Salerno, parce que j'ai exigé qu'ils nous montrent non pas leur évolution en valeur absolue, mais en valeur relative, c'est-à-dire à francs constants et à population constante. Nous avons tous reçu ce document à la commission des finances et nous constatons que depuis dix ans, Monsieur Sormanni, il n'y a en réalité pratiquement pas eu d'augmentations de charges à francs constants. Cela ne vous plaît pas, mais, enfin, n'importe quel financier considère que c'est un outil d'évaluation fondamental. Donc, ne dites pas que les charges explosent, car ce n'est pas vrai. Elles sont pratiquement constantes. J'arrive donc personnellement à la conclusion que 2%, en sciences, en mathématiques – vous êtes un mathématicien, vous avez fait

des sciences – c'est plus ou moins l'erreur admise quand on fait un calcul basé sur des évaluations économiques. C'est donc totalement gratuit de venir faire un procès d'intention pour un budget qui a 2% de déficit.

Enfin, et je terminerai là, j'ai beaucoup de respect pour M. Fiumelli. C'est l'un de nos collègues qui connaît le mieux les finances, il travaille au Département cantonal des finances. Il connaît ce domaine, c'est vrai, j'ai eu l'occasion de siéger avec lui à la commission des finances. Je le respecte et je dis cela sans aucune flagornerie, mais je suis étonné que M. Fiumelli ait déclaré à la presse que ce budget était illégal. L'année passée, lors du vote du budget, nous avons discuté de cela à la commission des finances. Alors, j'ai été chercher dans la loi sur l'administration des communes (LAC), et ceux qui ont lu mon rapport ont pu voir que j'avais indiqué ce que M^{me} la magistrate nous avait signifié, à savoir que l'on peut avoir un déficit à concurrence des amortissements.

Je connais votre expertise en matière financière, Monsieur Fiumelli, mais je doute que vous ayez été conscient de ce que vous avez dit, à moins, alors, que ce ne soit dû à la période électorale, et que vous ayez fait un clash. Cela dit, Monsieur Fiumelli, je ne vous crois pas, car vous savez très bien que le déficit qui est proposé ici est totalement légal et que ce projet de budget est totalement légal.

Voilà, Mesdames et Messieurs, nous pouvons discuter encore longtemps, nous pouvons critiquer, demander la démission du gouvernement, faire un coup d'Etat, tout ce que vous voulez, mais, en réalité, ce qui compte, c'est que nous sommes en train de voter pour la Ville de Genève, pour essayer d'avoir des prestations les plus nécessaires et les plus fondamentales pour la population, et c'est ça qui compte. Alors, avant de choisir, avant de vouloir couper, avant de prendre n'importe quelle décision, nous devons nous demander si la décision que nous prendrons est valable pour les citoyens qui nous ont élus, ou si elle ne l'est pas. C'est cela qui doit conduire notre décision, pas forcément des attitudes politiques envers les uns ou les autres. En tout cas, moi, c'est ce qui m'intéresse. Certes, on peut couper aussi, car il est possible que l'on considère que certaines dépenses sont inutiles. C'est possible si on le démontre, mais, avant de prendre cette décision, il faut le démontrer.

Voilà, Mesdames et Messieurs, en ce qui nous concerne, nous avons voté l'entrée en matière parce qu'elle est fondamentale afin que nous puissions discuter puis démontrer pourquoi ce budget est valable ou ne l'est pas. Nous entrons en matière et nous travaillerons en commission des finances puis, sur la base du rapport, nous pourrions faire un vote définitif.

M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve). Le groupe des Verts ne commentera pas ce soir les déclarations des uns et des autres. Nous ne ferons de déclaration ni sur

le plan cantonal ni sur le plan national, ni encore sur le plan européen, pas plus que sur le plan mondial ou planétaire. L'ordre et l'équilibre du monde étant ce qu'ils sont, nous nous contenterons, pour l'heure, de commenter brièvement le projet de budget qui nous est soumis.

Nous affirmons, en préambule, que nous avons à cœur de promouvoir un service public de qualité et des prestations à la population, mais nous avons aussi à cœur de les garantir dans la durée, et pas seulement pour l'année 2013.

Cela dit – et cela a été observé – on nous présente un projet de budget en deux temps: dans un premier temps, c'est un projet de budget d'intentions – la magistrate s'en est expliquée – et dans un deuxième temps, à l'automne, nous aurons un projet de budget consolidé. Si certains sont outrés par ce mode de faire, nous, les Verts, nous restons ouverts, car ce projet de budget a au moins le mérite de poser un cadre, certes assez large, mais il a l'avantage d'associer ce Conseil municipal plutôt que de le laisser réagir aux propositions qui lui sont soumises.

Comme je l'évoquais tout à l'heure, lors de la déclaration sur les comptes 2011, nous regrettons tout de même que la réflexion sur le train de vie de l'administration n'ait pas été faite durant l'année 2012, telle qu'elle nous avait été promise l'année passée, puisque c'était un argument de notre exécutif pour faire accepter un déficit initial de 12 millions. Cette année, ce déficit se monte provisoirement à 23 millions de francs. Bien, mais nous observons qu'il y a tout de même une augmentation des charges de 30 millions par rapport au budget 2012, ou d'environ 60 millions par rapport aux comptes 2011.

Quelles sont les améliorations visibles dans ce projet de budget en l'état? Quelles améliorations visibles sont projetées pour la population? C'est la première question que nous nous posons. Eh bien, cela, nous le découvrirons lors de l'étude beaucoup plus fine du projet de budget en commission des finances. Ce que l'on sait – et cela a largement été expliqué – c'est qu'à recettes constantes un déficit, pour le moment, va de soi si nous voulons assumer nos obligations légales et les mécanismes salariaux. Nous allons donc espérer, tout comme notre exécutif, que les recettes s'amélioreront, mais pas seulement.

Le groupe des Verts aborde ce budget avec le souci de garantir un service public de qualité, de maîtriser les charges et d'éviter autant que faire se peut des comptes déficitaires. Nous chercherons enfin à tendre à l'équilibre, mais, cela, en anticipant plutôt qu'après coup, une fois au pied du mur, en passant par des coupes douloureuses.

S'agissant des demandes de postes supplémentaires – il y a plusieurs déclarations à ce sujet, notamment sur le volet de la sécurité, notamment par M. le maire – nous, les Verts, nous ne vous dirons qu'une chose en attendant d'avoir le budget consolidé, c'est que, pour les postes liés à la sécurité, nous suivrons avec applica-

tion les déclarations récentes de M. Maudet, conseiller d'Etat et ancien conseiller administratif. Vous les avez toutes et tous lues dans les médias: il avance la nécessité d'avoir un plan d'action avant d'augmenter les effectifs. Autrement dit, il ne sert à rien d'augmenter les effectifs tant qu'il n'y aura pas de plan d'action. Eh bien, nous attendrons un plan d'action de notre exécutif qui soit fait en concertation avec le Canton avant de voter des postes supplémentaires. Ça, c'est très clair. Mais les Verts resteront extrêmement circonspects sur ces demandes de postes.

En effet, l'inflation des postes nous donne du souci – nous en avons souvent parlé – et nous préconisons plutôt, pour notre part, le retour du *personal stop*. Pourquoi? Parce que, comme nous l'expliquions tout à l'heure lors du vote des comptes, il y a beaucoup trop de postes vacants dans l'administration. Il y a donc tout un travail qui sera fait durant la procédure budgétaire autour de ces postes vacants et de la nécessité de voter des postes supplémentaires.

Au sujet des investissements, les Verts appelaient un niveau d'investissements renforcé, car c'est nécessaire, mais, là, en nous proposant un niveau d'investissements à 150 millions de francs, le Conseil administratif est extrêmement ambitieux, considérant l'impact de ces investissements sur le budget de fonctionnement et donc sur la dette. A vrai dire, les Verts s'attendaient plutôt à une augmentation des investissements à hauteur de 100, 120 millions de francs.

Cela dit, les investissements, c'est du soutien à notre économie, c'est de la richesse, de l'argent qu'on met dans les écoles, la culture, le sport, la mise à niveau des bâtiments, les nouveaux projets. Tout cela est très bien. M^{me} Salerno nous a expliqué qu'il fallait revoir la manière dont nous programmions nos investissements en Ville de Genève, et c'est pourquoi le Conseil administratif allait tout prochainement nous présenter un outil de pilotage en sus du projet financier d'investissement. Alors, nous nous réjouissons beaucoup. Il est fort utile d'avoir des outils. Mais, pour atteindre une pleine performance de ce que l'on souhaite, il convient maintenant d'empoigner tout de même aussi la question des coûts de nos investissements, des coûts de rénovation et ceux relatifs aux délibérations que nous votons.

Nous votons des projets pharaoniques, luxueux. Nous pensons que les coûts des travaux en ville – et c'est un fait avéré – sont environ 20% plus élevés que dans les autres communes. (*Remarque de M. Pagani.*) M. Pagani dit que ce n'est pas vrai, mais il faudra quand même nous expliquer cette différence et nous dire pourquoi une piste cyclable est beaucoup plus chère en ville de Genève que dans la commune de Vernier, pourquoi une passerelle pour réaliser enfin un U cyclable est estimée à quelque 20 millions de francs et pourquoi on arrive à réaliser la Cave 12 – parce que ce n'est pas la Ville qui la construit – à des coûts bien inférieurs. Ce ne sont que quelques exemples.

Tout à l'heure, M^{me} Salerno comparait la gestion de la Ville à celle des autres collectivités publiques et elle s'en félicitait, et nous avec. Bien sûr que la Ville est bien gérée, mais on pourrait aussi s'inspirer des coûts qui sont accordés aux travaux dans les autres communes, à Genève ou ailleurs en Suisse. Avec la même enveloppe d'investissements, on pourrait faire beaucoup plus pour donner beaucoup plus et mieux – avec des ouvrages de qualité – à notre population. C'est un discours qui est récurrent de la part des Verts depuis qu'ils siègent dans ce Conseil municipal, notamment en commission des travaux, mais ils ont été peu suivis jusqu'ici. Il s'agit donc aussi, en marge des outils qui ont été élaborés par M^{me} Salerno et ses services, de véritablement pouvoir faire diminuer les coûts et de cesser de mettre sans arrêt des poignées en or partout.

Enfin, sujet de quelques regrets de notre part, nous avons pu observer dans cette nouvelle présentation par politique publique que deux objectifs n'avaient pas été retenus par ce Conseil administratif, et c'est pourtant ce que les Verts appelaient de leurs vœux, à savoir de consacrer enfin 0,7% de notre budget à la coopération internationale. Il s'agissait là, à travers les engagements d'Aalborg, d'y consacrer 500 000 francs de plus en 2013, mais le Conseil administratif a arbitré dans le sens contraire et, pour le moment, ce poste n'est pas mis au budget. Nous le regrettons infiniment, ce d'autant que nous sommes encore dans une ville riche, qui plus est internationale, et on pourrait aussi montrer l'exemple d'une collectivité bien gérée et exemplaire en accordant un peu plus pour la coopération internationale.

Il en va de même pour les malheureux minimes et insignifiants 65 000 francs supplémentaires liés à l'objectif 5 d'Aalborg qui sont passés à la trappe. Pourtant, Mesdames et Messieurs, chers collègues, la biodiversité n'est pas quelque chose de compliqué ni de cher à mettre en œuvre en ville, et l'ensemble de la population l'appelle de ses vœux. Voilà ce que nous avons à vous dire à ce stade sur ce projet de budget.

Un dernier mot – et j'en terminerai par là – nous tenons quand même à remercier le Conseil administratif et l'ensemble des services d'avoir fait des efforts extrêmement importants pour nous présenter un budget par politique publique. De notre point de vue, c'est là quelque chose qui n'était pas évident, mais que beaucoup appelaient de leurs vœux. C'est maintenant chose faite. Nous avons compris que cet outil était perfectible. Il le sera. A ce propos, Madame Salerno, même si nous sommes un peu aguerris à la commission des finances, je crois que cela mériterait une petite heure didactique pour nous expliquer comment nous pouvons empoigner ce nouveau projet de budget par politique publique, pour pouvoir bien le comprendre et pour trouver ce que l'on y cherche le plus rapidement possible.

Voilà, c'est donc un renvoi quelque peu critique de ce projet de budget en commission des finances et dans les commissions spécialisées que nous faisons.

Nous avons tout de même confiance dans le travail que nous pouvons effectuer même si la commission des finances n'a pas jugé utile de se pencher plus avant sur une autre manière de travailler, pour être aussi plus efficace. Tout comme notre conseillère administrative, M^{me} Salerno, c'est avec regret que nous nous plierons – et que je me plierai, comme commissaire aux finances – à une étude longue et fastidieuse de ce projet de budget, mais que j'espère tout de même très intéressante.

M^{me} Maria Vittoria Romano (S). Je serai très brève. Je voulais juste dire trois choses. La première, c'est que je vous encourage à lire l'article de la *Tribune de Genève* du 21 janvier de cette année. Ce journal n'est pas toujours clément avec la magistrature, mais vous transmettez à M. Lathion, Monsieur le président, que c'est quand même *PME magazine* et l'Institut des hautes études en administration publique, dont le classement est cité dans cet article, qui disent que la Ville de Genève est la ville la mieux gérée de Suisse! (*Remarques.*) Il ne faut donc pas être masochiste.

En outre, moi, je ne comprends pas pourquoi on ne veut pas assumer le rôle qui nous a été conféré, ici, dans cette enceinte. Il s'agit d'un projet, nous allons en commission, nous en discutons, nous faisons des propositions. Si nous ne sommes pas d'accord, nous en faisons d'autres. Nous avons la possibilité de participer à ce projet, j'ai donc un peu de mal à comprendre, là. Ce n'est pas antidémocratique, vous transmettez à M. Barbey, Monsieur le président. Il n'y a certainement pas de vacance du pouvoir; je ne la vois vraiment pas.

Dernière chose, quand vous dites qu'il y a seulement quatre magistrats de gauche, Mesdames et Messieurs, eh bien, le cinquième, il est parti! C'est un choix politique quand même! C'est un moment crucial et, ma foi, il faut traiter avec les quatre. (*Remarques.*) Vous pourrez discuter de tout en commission des finances et dans les autres commissions, où c'est important de renvoyer ce projet le plus vite possible.

M. Olivier Fiumelli (LR). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, j'aimerais quand même répondre à M. Velasco ainsi qu'à M^{me} Salerno sur cette histoire de légalité, vous transmettez, Monsieur le président. Il ne s'agit pas d'avoir une lecture extrêmement compliquée de la loi. Pour moi, elle est extrêmement claire. La loi dit que «le budget de fonctionnement des communes doit être équilibré» et le règlement d'application de cette loi précise que «l'établissement d'un plan financier est obligatoire pour les communes qui présentent un budget comportant un excédent de charges».

Ce plan financier nous a régulièrement été transmis dans la même enveloppe que le projet de budget, et je ne comprends pas pourquoi nous ne l'avons pas cette

année! En matière de légalité, M^{me} Salerno nous a fait une démonstration sur le plan juridique, mais dans l'esprit c'est complètement faux. Le projet de budget doit normalement être un projet abouti du Conseil administratif. Il doit être abouti à chaque étape. On ne peut pas nous présenter aujourd'hui un document qui ne tienne pas la route, dont on nous dit qu'il n'est pas définitif, et qu'on verra bien plus tard ce qu'on en fera. Non, nous, ce que nous voulons, c'est un plan A, un plan B si les choses se passent mal du point de vue de la fiscalité, et un plan C si les choses se passent bien. Nous aimerions avoir des choses concrètes ce soir.

Et, pour ma part, j'aimerais quand même ce soir avoir aussi un motif de satisfaction très important. Nous avons côte à côte Rémy Pagani, maire de la Ville, et Sandrine Salerno pour nous parler peut-être de ce budget. Je ne sais pas si M. Pagani va intervenir. Il était intervenu en premier dans la presse pour parler du projet de budget, mais, après, il n'a pas été présent; M^{me} Salerno est venue seule le présenter devant la commission des finances. M^{me} Salerno est intervenue seule ce soir, M. Pagani est assis seul de son côté. Alors peut-être que nous les aurons côte à côte lors de la dernière intervention de M^{me} Salerno, et que nous saurons enfin s'il y a un budget du Conseil administratif.

En parlant de légalité, Monsieur Velasco – vous transmettez, Monsieur le président – moi, j'aimerais vous rendre attentif au fait que nous avons quand même voté un truc bizarre ce soir, s'agissant des comptes 2011, puisque le projet de délibération I a été refusé et que, par conséquent, les dépassements de charges sur les crédits budgétaires de plus de 60 millions ont été refusés. Cela veut dire que les comptes 2011 sont illégaux. (*Exclamations.*) Ce soir, nous n'avons pas voté les comptes 2011. C'est la loi, nous les avons refusés. C'est pourquoi, moi, ce soir, j'aimerais bien que M^{me} Salerno interprète concrètement, juridiquement, ce vote du Conseil municipal.

En outre, je voulais quand même parler d'un autre motif de déception. Chaque année on se réjouit de lire les diatribes de M^{me} Salerno et de M. Pagani contre l'économie libérale, contre l'économie de marché, contre les entreprises qui font fonctionner l'Etat et la Ville de Genève. Alors, ce soir nous sommes très déçus, car si vous lisez le message du Conseil administratif dans ce projet de budget, on ne nous parle que de la forme du budget. On nous dit juste qu'on nous présente un budget par politique publique, mais il n'y a aucune discussion politique. Cela montre bien que ce projet, une fois de plus, n'est pas un projet abouti.

Nous, nous allons suivre les injonctions de ce Conseil administratif, nous allons constater que ce projet n'est pas abouti, et nous allons le renvoyer à son expéditeur en disant non, ce soir, à son renvoi en commission. J'aimerais d'ailleurs rajouter que nous devrions pouvoir théoriquement voter le budget ce soir sur le siège, comme tous les projets du Conseil administratif doivent pouvoir l'être. Aujourd'hui, on ne peut pas le faire parce que ce projet de budget n'est pas équi-

libré. C'est pourquoi il ne vaut rien, et c'est pour cette raison que nous décidons de le renvoyer à son expéditeur.

M. Jacques Pagan (UDC). Je ne veux pas parler du budget ce soir parce que je suis totalement incompétent en la matière. Notre groupe comprend deux personnalités remarquables en la personne de M. Eric Bertinat, qui a été en son temps président de la commission des finances du Grand Conseil, et M. Pascal Rubeli. Mais je voulais simplement dire – vous transmettez, Monsieur le président – que j'ai été choqué, ce soir, Madame Salerno, par la manière dont vous nous avez traités. Nous ne sommes pas des petits enfants. Nous ne sommes pas dans une crèche, et j'aimerais que vous ayez conscience que vous vous adressez à des adultes, tout comme nous le faisons quand nous vous parlons. Je crois que si vous voulez établir un climat de confiance entre le Conseil administratif que vous représentez pour le budget et le Conseil municipal il faut employer d'autres méthodes et bien vouloir nous considérer comme étant des égaux par rapport à vous.

M. Sylvain Thévoz (S). Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait que des adultes, ici, ce soir. Moi, j'ai l'impression – et je remercie M. Pagani d'avoir annoncé 25 postes d'agents de police municipale – qu'on a enlevé le joujou, qu'on a enlevé son doudou à la droite. Tout d'un coup, on ne peut plus faire le combat autour de la sécurité et de la police municipale! Et qu'est-ce qu'on voit? Non pas un gouvernement démissionnaire, mais une droite un peu sans idées qui tâtonne et qui cherche la faille: Pagani n'est pas à côté de Salerno, on fait un peu de psychologie sur M^{me} Salerno, M. Fiumelli essaie de dire que ce n'est pas un vrai budget, M. Bläsi aussi, M. Lathion y va de son petit coup...

Une voix. Ce n'est pas le sujet!

M. Sylvain Thévoz. Non, c'est exactement le sujet! On voit une droite un peu démunie, sans idées. On pourrait se dire: «Chouette, on a enfin un budget!» Nous pourrions aller de l'avant et avoir un chouette budget si nous ne passions pas des heures à causer et ce soir et en décembre, en y passant deux ou trois nuits. Mais la droite semble ne pas avoir envie de cela. Elle semble plutôt avoir envie de traîner les pieds, de chercher l'embrouille, de chercher la mystification. (*Exclamations.*) Et pour une fois cela me fait plaisir, en tant que représentant de la gauche, de me dire que les réactionnaires et ceux qui ne veulent pas avancer dans cette ville, qui veulent les blocages... (*Remarques.*) C'est le sujet, parce que nous passons dans cette enceinte des heures pour rien devant les habitants qui nous regardent! Mes-

dames et Messieurs, dites oui, allons de l'avant avec un budget qui n'est peut-être pas parfait, certes, mais votons-le, clic-clac, pour le bien des habitants! Et j'en terminerai là. (*Applaudissements.*)

M. Michel Amaudruz (UDC). Je serai très bref parce que beaucoup de propos ont déjà été échangés, mais je voudrais vous faire part du fait que je suis resté un peu pantois lorsque M^{me} Salerno – vous lui transmettez, Monsieur le président – a fait l'exégèse légale du projet de budget par opposition à un budget illégal. On était dans le songe d'une nuit d'été. Je me suis dit: «Tiens, nous sommes à l'école enfantine. Notre belle maîtresse est arrivée. (*Exclamations.*) Elle a parlé à ses petits poussins, elle leur a dit: «Faites un beau dessin, je vous donne la ligne directrice, vous me rendrez vos dessins». Mais ce qu'elle n'a pas dit, notre maîtresse d'école, c'est qu'après elle ferait ce qu'elle voudrait, elle corrigerait comme elle voudrait.

Si, dans l'organisation futuriste d'une entreprise privée, on procédait de cette façon-là, on donnerait peut-être beaucoup de travail à l'Office des faillites de la place de la Taconnerie ou d'ailleurs. Puisque c'est une méthode en vigueur, acceptons-la! Moi, j'aurais bien voulu renvoyer le bébé à l'expéditrice, que le Conseil municipal donne au Conseil administratif une enveloppe budgétaire et qu'il lui dise de se débrouiller avec cela et de faire lui-même les coupes, mais, malheureusement, on m'a expliqué que ce n'était légalement pas possible, indépendamment du fait que nous aurions encore un peu de peine à pouvoir s'entendre, notamment avec M. Velasco, vous lui transmettez, Monsieur le président.

A ce titre, j'en viens à un autre problème essentiel au sujet duquel rien n'a été dit ce soir, c'est celui de la dette. La Ville de Genève a quand même une dette de 1,4 milliard de francs. Et, dans la conjoncture globale, on ne doit pas oublier la dette du Canton de Genève, qui est de 15 milliards. On nous dit que le déficit budgétaire n'est que de 23 millions, c'est vrai, c'est une paille. M. Velasco a prêté son soutien à M^{me} Salerno, on est dans les normes de Bruxelles, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais, ça, c'est l'arbre qui cache la forêt! Vous le savez mieux que moi, Monsieur Velasco, puisque que vous êtes un mathématicien, les chiffres, en statistiques, c'est la science parfaite du mensonge, on les arrange comme on veut. Donnons un exemple: la dette cumulée par habitant du Canton de Genève et de la Ville de Genève représenterait plus que l'endettement d'un citoyen américain. Or, les Etats-Unis ont un ressort économique que nous n'avons pas à Genève.

Alors, évidemment, il y a aussi ce problème de la dette, et sa réduction doit être budgétisée. Il ne s'agit pas d'attendre demain ou après-demain. Les recettes fiscales vont disparaître, et je suis navré, Monsieur Velasco, la coupe doit être

drastique, et tout le monde souffrira. Alors prenez l'exemple sur la méthode Hollande: le changement, c'est maintenant! Un changement drastique doit s'opérer, et le Conseil municipal doit en être conscient, non pas simplement parce qu'on viendrait vous dire de ne pas laisser un endettement insupportable à vos enfants et aux générations qui vous suivront, mais parce qu'aujourd'hui nous devons réagir. Dans ce sens, l'Union démocratique du centre veillera, dans les limites de ses moyens, à ce que l'on puisse trouver des solutions raisonnables qui donnent satisfaction à chacun.

M. Robert Pattaroni (DC). Monsieur le président, j'aimerais faire deux remarques. La première concerne cette étude publiée par *PME magazine*. Malheureusement, ce n'est pas une étude dans laquelle on a regardé la satisfaction des besoins de la population en fonction des moyens à disposition. On a fait une étude quantitative, mais avec plus d'un milliard de budget c'est facile de dire que la Ville est bien gérée. Il aurait été intéressant de savoir ce qu'on aurait pu faire avec 900 000 millions de francs. C'est pourquoi, malheureusement, cette étude n'est pas à prendre en référence.

Deuxièmement, depuis des décennies, c'est la première fois que le Conseil administratif présente un non-budget. Et, cela, franchement, c'est très décevant et c'est très grave, d'autant plus qu'actuellement il y a quatre magistrats d'une orientation. M. Thévoz veut défendre une certaine manière de voir les choses, mais il faut surtout reconnaître que le Conseil administratif n'a pas été en mesure de présenter un projet de budget valable. J'ai dit. (*Applaudissements.*)

M. Guy Dossan (LR). Je deviens un peu l'un des dinosaures de ce Conseil municipal et je trouve que depuis quelques années l'étude du budget prend une tournure un peu curieuse. A l'époque, le Conseil administratif nous proposait un budget qu'il avait concocté. Maintenant on nous présente un projet avec une trentaine de millions de francs de déficit et ce sont les commissions qui feront leur travail et qui feront des coupes! Il y a quelque chose que je ne comprends pas, car les politiciens professionnels se trouvent en face de nous, et, pour notre part, nous ne sommes qu'un parlement de milice. Je ne vois pas pourquoi je ferais le travail que le Conseil administratif nous demande de faire à sa place, alors qu'il est très bien payé, tout comme ses fonctionnaires.

Alors, je comprends très bien que ce soit mieux pour ces messieurs-dames, électoralement parlant, que ce soit le Conseil municipal qui dise que l'on coupe telle ou telle subvention plutôt qu'ils ne choisissent eux-mêmes les endroits où ils doivent faire des économies. Ça, je le comprends, mais je trouve que c'est particulièrement curieux, car sur quasiment tous les bancs de cette enceinte on entend

dire qu'il n'y a pas eu de choix politique dans ce projet de budget. Cela veut dire que le Conseil administratif entend que nous fassions nous-mêmes les choix politiques, et que nous sommes en train de nous charger d'un travail qu'il devrait faire lui-même. Cela évoluait depuis quelques années. Cette année M^{me} Salerno nous a quasiment dit en préambule que nous allions faire le travail en commission.

Non, Mesdames et Messieurs, je pense que ce Conseil municipal est un parlement de milice, qu'il n'est pas là pour siéger toute la journée en commission des finances. Heureusement, les autres commissions travaillent aussi, il n'y a pas que la commission des finances, mais je pense que nous n'avons pas le temps de nous amuser à passer la journée sur le budget. Nous disons tous chaque année que les commissions n'ont quasiment pas le temps de regarder le budget en détail, puisque nous n'avons que deux soirs dans chaque commission pour faire le travail que le Conseil administratif fait pendant des mois. Nous allons vers une dérive qui devient extrêmement dangereuse, je pense, pour la conduite politique de notre Ville. (*Applaudissements.*)

Le président. Avant de passer la parole au prochain intervenant, je vous annonce que la Suisse a battu l'Albanie 2 à 0 avec un but de Shaqiri et un penalty d'Inler. La parole est à M. Alberto Velasco.

M. Alberto Velasco (S). Merci, Monsieur le président. J'aimerais répondre à mon collègue Fiumelli, parce qu'il a dit tout à l'heure quelque chose d'éminemment important. Effectivement, les comptes sont très importants pour n'importe quelle collectivité publique face aux institutions financières. Mais M. Fiumelli a dit que les comptes ont été refusés parce que ce plénum n'avait pas voté la délibération I. Là, je ne suis pas d'accord. J'étais d'accord avec vous sur le fond, mais vous savez très bien que ces 60 millions, ce ne sont pas des dépenses injustifiées! Elles ont été faites sans l'accord de la commission des finances, certes, mais cette pratique existait aussi au Canton! Les services dépensaient pour des investissements qui étaient corrects et nécessaires, mais sans demander l'autorisation de la commission des finances. Un beau jour, ça a été fini, et je trouve que c'est très bien que cette pratique ait cessé.

Alors, je ne vous ai pas suivi ce soir sur ce vote, mais je comprends le vote de la majorité. Effectivement, c'est un message au Conseil administratif et à certains magistrats: s'il y a dépassement, avant d'engager des sommes, il faut venir à la commission des finances et en démontrer la nécessité. Là, je suis d'accord, mais le fait de refuser ces dépassements ne signifie pas du tout que les comptes ont été remis en question, puisque la délibération II a été acceptée. Par conséquent, nous avons voté les comptes ce soir avec la délibération II.

Maintenant, j'aimerais répondre à mon préopinant de l'Union démocratique du centre à propos de la dette. C'est vrai que nous n'avons pas beaucoup parlé de la dette, mais, de nouveau, si l'on prend le produit intérieur brut du canton, qui a été publié par la Banque cantonale de Genève, il est d'environ 44 milliards selon les experts, et si l'on prend la dette cumulée de la Ville de Genève et celle de l'Etat, on arrive à environ 12 milliards, ce qui fait environ 30%. Je ne tiens pas à minimiser le fait. Effectivement, nous devons veiller à maintenir un niveau d'endettement acceptable, mais il ne s'agit pas d'un endettement insupportable, chers collègues. Quel est le ménage en Suisse qui ne demande pas un crédit quand il s'achète une maison ou un objet? (*Remarques.*) Tout le monde demande un crédit! La seule chose, c'est que le crédit doit être supportable, et qu'on doit pouvoir y répondre. Or la fortune de l'Etat de Genève et, notamment, de la Ville de Genève y répond et, à ce niveau-là, nous sommes bien au-dessous des normes. Donc, franchement, je ne suis pas d'accord avec vous.

Enfin, Monsieur Dossan – Monsieur le président, vous lui transmettez – vous avez dit que tous les groupes avaient reconnu qu'il n'y avait pas une réelle politique dans ce projet de budget. Non, c'est faux! C'est vrai que vos bancs ont dénoncé le fait qu'il n'y avait soi-disant pas de volonté politique ni de politiques publiques dans ce projet de budget. Mais nous, en tout cas dans ces bancs-ci – et je pense que c'est le cas pour mes collègues à droite et à gauche – nous ne sommes pas du tout d'accord avec cette affirmation. Je la récuse totalement.

Enfin, Monsieur Dossan, je m'excuse, mais quand on a une majorité, on l'assume! Je sais que c'est difficile de couper. Mais vos collègues du Canton sont tout autant que nous des élus miliciens. Or, ils utilisent le budget et ils pratiquent des coupes! J'y ai assisté. Non, il faut assumer sa majorité! Je sais qu'il vaut mieux déléguer pour pouvoir dire ensuite: «Mais, Messieurs, Mesdames, ce n'est pas nous qui avons coupé; nous, nous avons dit que nous voulions un budget comme cela, et c'est eux qui ont décidé de couper dans le social, c'est eux qui ont décidé de couper dans la culture.» Je comprends que vous vouliez un budget équilibré. Moi, je trouve que c'est un exercice un peu nul, mais, enfin, soit. Mais, alors, dites-nous quelle est votre priorité dans les politiques publiques! Dites-nous où vous voulez les coupes! Ça, ce serait un acte politique, Monsieur Dossan! Après vous pourrez peut-être laisser la technique de la coupe au Conseil administratif, effectivement, mais ayez la volonté de le dire, et surtout le courage.

Le président. Le bureau vous informe simplement que nous allons procéder au renvoi du budget à la commission des finances et dans les commissions spécialisées et que nous traiterons encore ce soir du renvoi du plan financier d'investissement dans lesdites commissions. La parole est à M. Vincent Schaller.

M. Vincent Schaller (LR). Je prends juste la parole pour essayer une fois encore de démontrer l'absurdité des propos de M^{me} Salerno lorsqu'elle déclare qu'un projet de budget ne doit pas nécessairement être équilibré. Eh bien, moi, ce soir, ce budget me plaît, et j'imagine qu'il plaît aussi aux membres d'Ensemble à gauche, du Parti socialiste et des Verts, et c'est pourquoi je leur propose la discussion immédiate de telle sorte que ce projet soit accepté en troisième débat demain soir, comme toute proposition aboutie du Conseil administratif. Toute proposition du Conseil administratif est aboutie par définition. Toute proposition peut faire l'objet d'une discussion immédiate, alors, moi, je vous demanderai en particulier à vous, Messieurs et Mesdames des bancs de gauche, d'accepter en troisième débat demain ce projet de budget qui est parfaitement abouti. Je proposerai la discussion immédiate après l'intervention de M^{me} Salerno.

M^{me} Mireille Luiset (MCG). Je constate simplement qu'une entreprise dans le privé qui présenterait un budget pareil frôlerait à la limite la gestion déloyale, la faillite frauduleuse ou la faillite tout court. (*Exclamations.*) Il y a aussi une notion qui m'échappe, c'est celle du surendettement. Une banque, par exemple, ne va jamais prêter à quelqu'un dans le privé s'il y a des risques de surendettement. Mais, évidemment, quand on a le privilège de gérer la Ville, on est au-dessus des lois. C'est un immense avantage qui fait qu'on continue à creuser un trou. Les intérêts de la dette coûtent déjà plus que le déficit, dans les 28 millions, et ça va continuer à faire boule de neige. J'espère ne pas vivre trop longtemps parce que, franchement, là, ça commence à faire peur tellement c'est sidéral. Je vous remercie, et je vous félicite pour cette superbe gestion.

Le président. La parole est pour la deuxième fois à M. Daniel Sormanni.

M. Daniel Sormanni (MCG). Merci, Monsieur le président. Je ne vais pas être très long. Moi, je suis quand même très étonné par certains propos qui ont été tenus dans cette assemblée. Bien entendu, l'exercice budgétaire est toujours un exercice dans lequel chacun croit avoir trouvé la boule de cristal qui permettra de résoudre la problématique d'un budget municipal et celle de l'endettement. Mais je crois quand même qu'il faut parfois savoir raison garder et qu'il faut voir quel est l'objectif d'un projet de budget. C'est une proposition, elle est bonne ou elle ne l'est pas. Nous, nous avons dit qu'elle ne nous satisfaisait pas, qu'elle n'était pas bonne. Cela dit, quant à abonder dans le sens de la proposition de M. Schaller – vous lui transmettez, Monsieur le président – de ne pas en discuter en commission et de voter sur le siège, nous pouvons nous amuser à cet exercice, mais je trouve que ce n'est pas très responsable. Nous avons quand même été élus pour essayer de faire un certain travail. Nous, nous vous avons proposé de ren-

voyer ce projet de budget dans les commissions spécialisées et à la commission des finances et de faire notre travail.

Nous ne sommes pas satisfaits du travail que nous a présenté le Conseil administratif. Ce budget n'est pas terminé. Ils auraient dû faire des arbitrages. Ils ne les ont pas faits. Nous en prenons acte et nous envoyons ce projet en commission où nous ferons notre boulot. En fonction de ce qui en ressortira, nous l'accepterons ou non. Voilà, il me semble que nous n'avons pas le choix de faire autrement. Si le budget ne nous convient toujours pas en ressortant de la commission des finances, chaque parti décidera de l'accepter ou non, puisqu'il a sa liberté et son libre arbitre. En ce qui nous concerne, nous voulons un budget équilibré. C'est tout à fait possible, sans douleur. Par conséquent, à nous tous de faire ce travail et d'essayer d'aller de l'avant. Après, le reste, on peut en discuter encore longtemps.

Je conclurai en disant un mot sur l'endettement de la Ville de Genève. Il n'y a pas si longtemps, la Ville de Genève avait quand même une dette de 2 milliards de francs. Aujourd'hui, elle se monte à 1,4 milliard. Bien sûr que ce n'est pas suffisant, mais c'est en progrès. Il y a un travail qui a été fait par l'exécutif en place. Il a aussi bénéficié d'une conjoncture favorable, il faut le dire. Il a fait un bon travail, je crois, mais il a bénéficié d'une conjoncture favorable. On a eu une progression de l'économie, du produit intérieur brut et des recettes qui a aussi permis d'arriver à ce résultat.

Alors quand le temps est beau, c'est facile d'être sur un voilier et de mettre la grand-voile. Quand il y a la tempête, c'est beaucoup plus difficile. Et elle s'approche, la tempête, et c'est là, au pied du mur, que l'on va voir les difficultés et que l'on va voir comment cet exécutif, élu par la population, va faire avec, et comment il va piloter ce bateau. Et c'est là que ça m'intéresse. Et c'est là que, en ce qui nous concerne, nous avons mis un certain nombre de bémols. Oui, il faut investir, oui, on a un retard dans les investissements. Mais on doit savoir raison garder parce que, sinon, on va accélérer notre endettement et si on n'y prend pas garde, en très peu de temps, on aura retrouvé les 2 milliards de dette et, là, on aura failli et, là, je serai d'accord avec vous, Monsieur Bläsi, vous lui transmettez, Monsieur le président.

C'est donc à nous d'essayer de piloter et de placer la barre à la bonne hauteur: un peu d'investissements, car il en faut, parce que c'est aussi générateur d'emplois et que ça donne du travail aux entreprises privées qui en sont les principales pourvoyeuses, mais pas trop, parce que nous ne pouvons pas faire exploser notre endettement dans un moment où les recettes se contractent. Faisons ce travail. Au boulot!

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Pour conclure, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, puisque désormais l'argument de la

légalité ou de l'illégalité s'est dégonflé, il nous reste l'argument des priorités: le Conseil administratif n'a pas de priorités, le Conseil administratif n'assume pas ses responsabilités. Mais, Mesdames et Messieurs, dans la copie que nous vous avons remise – elle vous plaît, elle ne vous plaît pas – il y a des priorités!

La première des priorités a été de garantir les prestations. Le Conseil administratif n'a coupé aucune prestation. La deuxième priorité a été de hausser le niveau des investissements. Alors qu'il vous proposait d'habitude 100 millions de francs d'investissements, le Conseil administratif vous en propose 150 millions. Ce n'est pas une priorité politique, ça?

La troisième des priorités politiques a été de maintenir les mécanismes sociaux et de garantir le pouvoir d'achat des 4000 collaborateurs et collaboratrices de la fonction publique municipale. Vous êtes sensibles au pouvoir d'achat; c'est une priorité. C'est la priorité du Conseil administratif. (*Brouhaha.*) La priorité du Conseil administratif sur ce projet de budget n'a pas été l'équilibre budgétaire. Cela vous plaît, cela ne vous plaît pas, mais c'est une priorité, c'est un arbitrage du Conseil administratif.

Par conséquent, Mesdames et Messieurs, vous avez bien des priorités du Conseil administratif. Seulement, voilà, parce que nous ne sommes pas des mêmes bords politiques, ces priorités-là, vous n'y souscrivez pas. Vous ne les voyez pas, elles n'existent pas. Vous ne les voyez pas aujourd'hui, mais quand je regarde ce qui s'est passé au cours des dernières années, vous ne les avez jamais vues non plus, hormis le Mouvement citoyens genevois qui, à mon sens, fait des interventions qui prônent plutôt l'ouverture et le travail en commun. Mais je n'ai vraiment aucun souvenir d'une prise en considération du budget où vous étiez d'accord, où vous compreniez les priorités de l'exécutif.

Dans un sens, je comprends, car la majorité de l'exécutif est à gauche et, aujourd'hui, une bonne partie de ce plénum ne l'est plus. Je comprends peut-être que vous ne vous retrouviez pas dans les priorités politiques de l'exécutif. Mais que nous siégeons à quatre ou à cinq au Conseil administratif, peu importe, car, en définitive, il s'agissait là d'arbitrages communs.

Ensuite, pour la première fois, vous avez un projet de budget par politique publique. Vous l'aviez demandé à répétées reprises, alors je vous remercie, Madame Perler-Isaaz, parce que vous êtes vraiment celle qui avez le plus souligné, et de manière fort opportune, ce travail-ci de la part des services, et j'aurais dû le faire avant vous. D'habitude vous aviez des lignes budgétaires, vous aviez une description administrative, une description comptable; cela ne vous plaisait pas parce que vous ne trouviez pas cela assez politique, parce que ce n'était pas assez facile d'y lire les priorités et moi la première, j'y souscrivais; ça valait pour mon département, pour celui de mes collègues, et y compris pour M. Maudet qui nous a quittés. Aujourd'hui, vous avez un autre outil. Nous allons pouvoir discu-

ter de manière totalement différente sur les charges et sur les dépenses du Conseil administratif, et du Conseil municipal, puisque, *in fine*, c'est vous qui votez ce projet de budget.

Encore un mot sur nos priorités. C'est clair que vous aimez les décortiquer au moment de l'étude du projet de budget, au moment de la reddition des comptes, mais, Mesdames et Messieurs, tout au long de l'année, le Conseil administratif arrive avec ses priorités, ses projets. Que cela vous plaise ou non, M. Paganì vous chamboule l'ordre du jour, il arrive avec ses propositions d'investissements, de rénovations, de constructions. Ce sont les priorités du Conseil administratif. Vous les voyez tout au long des longues séances du Conseil municipal. Nous déclinons nos priorités.

Enfin, je terminerai sur le ton que j'ai employé et qui n'a pas plu à une partie de l'hémicycle et notamment à certains conseillers municipaux. Ce n'est pas un ton d'arrogance! Vous dites que c'est un ton de maîtresse d'école. D'accord, soit, j'ai un ton de maîtresse d'école. J'assume un ton de maîtresse d'école. J'aurais d'ailleurs pu mal prendre cette critique au tout début de mon mandat de conseillère administrative, puisqu'il n'y a que les femmes qui sont traitées de maîtresses d'école, et que j'ai rarement vu un homme politique être traité de maître d'école! (*Applaudissements.*)

En l'occurrence, pour moi, c'est un compliment, et je vous remercie Messieurs Pagan, Amaudruz, Lathion et d'autres de m'avoir qualifiée de maîtresse d'école, car c'est pour moi l'un des plus beaux métiers du monde, et je rends hommage à votre collègue, M^{me} Roulet, qui est enseignante et que j'applaudis en la remerciant pour le travail qu'elle fait tous les jours. Et je vais encore finir par vous faire plaisir, Mesdames et Messieurs du Parti libéral-radical, parce que pendant très longtemps, au niveau cantonal, une femme a été traitée de maîtresse d'école. Cette femme, c'était M^{me} Brunschwig Graf, libérale, quand elle était aux finances. Eh bien, voilà, vous avez eu la maîtresse d'école cantonale; aujourd'hui, vous avez la maîtresse d'école communale. J'espère que vous la supporterez et que vous l'aimerez autant qu'elle vous aime. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Charles Lathion (DC). Il fallait oser. Eh bien, j'ose parler après la magistrate! J'aimerais d'abord rectifier, car je n'ai pas parlé de maîtresse d'école. Vous savez, avec ces nouvelles technologies, vous avez l'occasion de pouvoir réécouter l'enregistrement de cette séance du Conseil municipal, alors vous verrez que j'ai parlé de ton doctoral et que j'avais l'impression de me retrouver à l'école. A l'école, il y a des enseignants – j'en ai été, d'ailleurs – et il y a des enseignantes, comme ne l'a pas été M^{me} Salerno. Alors, ma foi, si on la qualifie d'enseignante, et qu'elle s'arroge aussi cette qualité, grand bien lui fasse, et je l'en félicite.

Maintenant, Madame, j'aimerais quand même intervenir, car vous avez fait un beau discours, mais ce ne sont que des mots. Effectivement, nous avons parlé de priorités, mais, Mesdames et Messieurs, M^{me} Salerno a l'outrecuidance de vous dire qu'on est passé à 150 millions d'investissements, soit 50 millions de plus que la dernière fois. Voilà la priorité du Conseil administratif!

Mais quels sont les objets, quelle est la priorité de ces 50 millions? Nous n'en savons rien. On vous a affirmé qu'on articulait des priorités tous les jours. Vous vous souviendrez d'ailleurs que, dans mon intervention précédente, j'ai dit que c'était de la politique au coup par coup. Or, comment pouvons-nous nous définir par rapport à des priorités du Conseil administratif qui ne sont pas énoncées? Est-ce que c'est le Musée d'art et d'histoire, est-ce que c'est la Comédie, dans quel ordre? Non, rien! Rien n'a été énoncé ce soir. On a évoqué des mots. Ce ne sont que des paroles verbales... (*Rires.*) Mais je le dis à dessein et je m'étonne que vous n'ayez pas senti ce que j'essayais de vous faire comprendre.

Mesdames et Messieurs, nous voulons des choses concrètes. Nous voulons que le Conseil administratif nous dise quelles sont ses priorités, pour que nous puissions nous positionner par rapport à celles-ci. La gauche est d'accord de s'accommoder de ces 50 millions supplémentaires: «Donnez-nous l'argent, nous saurons toujours qu'en faire et nous allons travailler au coup par coup!» Eh bien, Mesdames et Messieurs, je reviens à ce que j'ai affirmé au début de mon intervention: c'est ce contre quoi nous nous battons. Nous voulons des priorités qui soient clairement énoncées.

M. Vincent Schaller (LR). Je demande la discussion immédiate...

Le président. Je la mettrai aux voix tout à l'heure, Monsieur Schaller.

M. Vincent Schaller. Je voulais ajouter une chose. Si ce projet ne devait pas satisfaire une majorité de notre Conseil municipal, je demande que l'on vote sur un renvoi au Conseil administratif.

Le président. Nous ne pouvons pas, Monsieur Schaller. C'est le renvoi en commission ou la discussion immédiate.

Mise aux voix, la discussion immédiate est refusée par 52 non contre 20 oui.

Mis aux voix, le renvoi du projet de budget à la commission des finances, qui l'étudiera en collaboration avec les commissions spécialisées, est accepté par 44 oui contre 21 non (8 abstentions).

4. Présentation du 8^e plan financier d'investissement 2013-2024
(D-39).

Table des matières			
Introduction	5	Répartition des investissements totaux par groupes et sous-groupes fonctionnels <i>(graphique N° 2bis et tableau N° 2)</i>	23-25
Méthode	6		
Priorité au logement	7-8	Récapitulation des crédits d'investissement votés et déposés par groupes fonctionnels <i>(graphique et tableau N° 3)</i>	26-27
Reconquérir l'espace public et améliorer la qualité de vie en ville	8-10	Récapitulation des projets actifs par groupes fonctionnels <i>(graphique et tableau N° 4)</i>	28-29
Infrastructures de génie civil	10-11		
Climat et énergie : agir efficacement	11	Répartition des projets non planifiés par groupes fonctionnels <i>(graphique N° 5)</i>	30
Raffermir le lien social dans notre ville	11-12	Comparatif des dépenses d'investissement du cinquième au huitième PFI <i>(tableau N° 1)</i>	31
Soutien à la culture	13		
Sécurité et prévention	13	Evolution des dépenses totales planifiées pour la période allant du premier au huitième PFI, par groupe fonctionnel	32-33
Fonctionnement des services municipaux	14		
Conclusion	15		
Lexique des abréviations	16-17		
GRAPHIQUES ET TABLEAUX		LISTES DÉTAILLÉES	
Planification des dépenses totales d'investissement <i>(graphique N° 1)</i>	19	Présentation des listes	34
Planification des dépenses et recettes totales d'investissement <i>(tableau N° 1)</i>	20	Potentiel de crédits de réalisation dont le dépôt devrait intervenir en 2013	35-38
Répartition temporelle des investissements totaux <i>(graphique N° 2)</i>	21	Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal	39-59
	22	Crédits d'investissements déposés au Conseil municipal	61-69
		Projets actifs figurant au plan financier	71-100
		Nouveaux projets actifs introduits au 8 ^{ème} PFI	101-108
		Projets non planifiés <i>(non compris dans les calculs du plan financier)</i>	109-121
		Projets retirés du PFI	123-127

Introduction

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Annuellement, la municipalité établit un Plan financier d'investissement (PFI) permettant de disposer d'un tableau de bord des investissements précieux et efficace. Il s'agit de planifier, coordonner, gérer et assurer le suivi des projets de notre municipalité. Le PFI assure la transparence des activités municipales, favorisant ainsi la libre information.

Aussi, selon les dispositions prévues par l'article 37, alinéa 1, du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes¹ (B 6 05.01), le Conseil administratif vous présente le 8^{ème} plan financier d'investissement de la Ville de Genève couvrant les années 2013 à 2024. Il est déposé de manière à pouvoir être étudié en même temps que le projet de budget de fonctionnement 2013.

Les crédits d'investissements restent les principales ressources financières pour le développement et la maintenance du patrimoine municipal. Ils offrent une importante marge de manœuvre et de décision pour les autorités politiques.

Le Conseil administratif confirme ses options stratégiques et ses priorités financières telles qu'exprimées dans les trois précédents PFI. Elles ont été adaptées en fonction de l'évolution des projets et à cet égard, il convient de relever certains changements majeurs de ce nouveau plan.

Le premier concerne la mise à jour et l'introduction de tous les projets liés au futur CEVA (équipements publics et aménagements). Deuxièmement et avec le récent vote du crédit d'études pour la

réalisation d'une nouvelle caserne de pompiers, le projet de crédit de construction a aussi été introduit au PFI. Enfin, en fonction de l'avancement des études, mentionnons l'adaptation des coûts de plusieurs crédits de rénovations de logements et d'équipements publics.

Par rapport aux années précédentes, le volume financier d'investissement est nettement supérieur car, aujourd'hui, bon nombre de projets votés par votre Conseil sont en cours de réalisation. D'autre part, plusieurs autres projets de grande envergure sont sur le point d'être soumis à l'examen du Conseil municipal.

En conséquence, le Conseil administratif a décidé d'adapter le budget des investissements à la réalité, ce qui a nécessité de corriger le budget financier quadriennal (BFQ) en le faisant passer de 100 à 150 millions de francs.

Du fait de nombreuses variables ou incertitudes influençant l'avancement de certains projets, le Conseil administratif admet aussi que la planification financière puisse être légèrement supérieure au BFQ.

Rappelons également que le PFI est un plan d'intention qui, année après année, est affiné afin d'attendre au mieux les objectifs fixés en matière d'investissement. Dans un contexte économique incertain et en fonction des précédentes indications, ce PFI doit dans une certaine mesure être considéré comme un plan de transition avec la nécessité de procéder à de nouveaux arbitrages pour le plan suivant.

Enfin, cette démarche s'accompagne par le dépôt auprès du Conseil municipal d'une demande de crédits permettant le financement de préétudes et d'études couvrant spécifiquement les besoins à engager l'année prochaine.

¹ (B 6 05.01) « Le plan d'investissement doit être établi chaque année et présenté au conseil municipal en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote. »

Méthode

Méthode de calcul

Au niveau de la méthode de calcul, les prévisions de ce plan ont été établies en intégrant les derniers éléments disponibles en termes d'estimation de coûts et de prévision de réalisations.

Capacité de gestion

Le PFI prend aussi en compte la capacité de gestion technique et administrative des services en charge des différentes opérations. Il s'agit d'être le plus proche possible de la réalité et de trouver la meilleure adéquation entre les besoins et les moyens. Rappelons que le Département des constructions et de l'aménagement gère près de 85% des crédits d'investissements de la Ville de Genève.

Demande de crédits (PR)

En se basant sur l'expérience de ces dernières années, le Conseil administratif estime qu'il est raisonnable de déposer annuellement au Conseil municipal entre 50 et 60 demandes de crédits d'investissements². A noter que cette cadence s'est accélérée ces dernières années.

En référence aux données statistiques établies depuis plusieurs années, la durée de traitement des différentes propositions de crédit par le

² Demandes de crédits déposées : 2004 = 40PR ; 2005 = 33PR ; 2006 = 32PR ; 2007 = 32PR ; 2008 = 48PR ; 2009 = 57PR ; 2010 = 57PR ; 2011 = 60 PR (moyenne = 45 PR).

Conseil municipal est également une variable retenue³. Elle est stable depuis plusieurs années.

Base de données des investissements

Depuis sept ans, une procédure interne à l'administration permet aux départements et services d'exprimer leurs besoins et de vérifier leurs informations au moyen d'une application informatique. Si le présent PFI constitue une projection à un moment donné⁴, son application est dynamique, vivante et continuellement mise à jour, notamment en ce qui concerne les décisions hebdomadaires du Conseil administratif et mensuelles du Conseil municipal.

Structure du document

Le PFI offre plusieurs approches allant d'analyses et de vues très générales jusqu'au détail de chaque crédit ou projet.

La première partie est constituée du présent texte détaillant le processus stratégique du PFI ainsi que des options retenues par le Conseil administratif.

A l'aide de graphiques et de tableaux, la deuxième partie livre une analyse de la planification des dépenses d'investissements prévues.

La troisième et dernière partie offre une vue précise de chaque crédit ou projet ; il s'agit des listes détaillées.

³ Moyenne entre 5 et 6 mois ; médian idem

⁴ Dans le cas présent, le 29 août 2012

Priorité au logement
Rénovations et constructions

Rénovations

Il s'agit de favoriser une offre de logements locatifs accessibles à la majorité de la population, dont une partie doit être consacrée au logement social.

La Ville de Genève possède plus de 800 bâtiments de tous genres dont près de 400 immeubles du patrimoine financier. Ces derniers représentent 5300 logements et sont constitués en grande majorité par de l'habitat social. Ils sont le fer de lance de la politique sociale menée par la Ville.

En continuité avec la stratégie mise en place ces dernières années, plusieurs opérations de rénovation sont prévues dont le détail figure dans les pages détaillées des projets actifs. S'agissant des grands ensembles, une opération de grande envergure sera présentée cet automne à votre conseil ; il s'agit de la rénovation des bâtiments des rues des Minoteries 1-3-5-7 et de Carouge 98-100-102.

En raison de l'important volume financier du plan, les opérations de rénovations de la zone des tours de la Jonction ont été mises provisoirement en projet non planifiées.

A noter enfin que bon nombre de rénovations d'immeubles sont en cours ainsi que plusieurs travaux liés à la politique énergétique.



*Rénovation de logements
Immeuble rue des Grottes 12-14*

Nouveaux logements

Pour offrir de nouveaux logements avec des loyers abordables, des constructions sont prévues à la rue de l'Industrie 9, à la rue des Grottes 8 et 21.

Conduit par la Fondation Ville de Genève pour le logement social (FVGLS), le chantier sis rues Rousseau et du Cendrier est arrivé à son terme avec 17 nouveaux logements. Un espace de vie enfantine fait également partie de cette réalisation.

Reconquérir l'espace public et améliorer la qualité de vie en ville

Ce domaine concerne quatre axes principaux :

1. Etendre les zones à priorité piétonne (ZP) et améliorer la qualité de vie dans les quartiers (QV).
2. Accompagner les « grands projets » (GP) initiés par des tiers à travers l'aménagement d'espaces publics et d'infrastructures de mobilités.
3. Lutter contre les nuisances sonores par la mise en application de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB).
4. Mettre en œuvre le plan lumière et réduire la consommation énergétique de l'éclairage public (PL).

Etendre les zones à priorité piétonne (ZP) et améliorer la qualité de vie dans les quartiers (QV)

La Ville de Genève développe une politique de reconquête de l'espace public visant à une meilleure répartition entre ses différents usagers.

Depuis plusieurs années, le Conseil administratif a renforcé les ressources allouées dans ce domaine. Il s'agit de poursuivre le développement de modes de déplacements économes en espace et en énergie, respectueux de l'environnement, efficaces et accessibles à tous.

Parallèlement, la thématique de la piétonisation est reconsidérée plus en détail. Dans ce sens, le Conseil municipal a déjà voté plusieurs



*Construction de nouveaux logements et équipements publics
4-6, rue Rousseau - 7, rue du Cendrier*

A moyen terme, le futur Ecoquartier de la Jonction sera bâti sur le site Carré Vert et accueillera 300 nouveaux logements.

A plus long terme, la Ville vise un développement du quartier de Bourgogne, conformément au Plan directeur communal. Une étude d'aménagement et une procédure de déclassement de la zone villas seront menées en collaboration avec les services cantonaux afin d'y réaliser notamment de nouveaux immeubles de logements.

Acquisitions foncières

La stratégie d'acquisition foncière se poursuit pour permettre avant tout la construction de logements sociaux. La réalisation de nouveaux logements est aujourd'hui majoritairement confiée à la FVGLS. Certaines opérations sont également menées par la Ville ou confiées à des coopératives.

crédits d'études ou de réalisation. Un planning d'intervention figure dans la liste détaillée des projets actifs⁵.

D'autres projets, comme par exemple le réaménagement des squares Pradier et de Chantepoulet, ont été votés par le Conseil municipal.

Dans les quartiers, l'aménagement d'espaces publics de proximité, le développement du réseau cyclable, l'amélioration de l'accessibilité aux transports publics (TC 2011-2014), contribueront à l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

Enfin, la 3^{ème} phase de réfection de la Plaine de Plainpalais ainsi que le réaménagement de l'île Rousseau sont terminés.



Pavillon de l'île Rousseau



Vélostation provisoire de Montbrillant

Accompagner les « grands projets » (GP) initiés par des tiers à travers l'aménagement d'espaces publics et d'infrastructures de mobilités

Seule l'amélioration conjointe des moyens de transports doux et des transports en commun pourra répondre au défi de l'augmentation de la mobilité individuelle dans et vers la ville.

Dans ce domaine, la priorité financière est accordée aux aménagements liés au CEVA qui sont prévus dès 2014. Il s'agira notamment d'intervenir sur les abords directs et élargis du nouveau quartier de la gare des Eaux-Vives et dans un deuxième temps de la station de Champel. Ces aménagements contribueront au report modal du transport individuel vers les déplacements doux et les transports collectifs, ainsi qu'à doter ce nouveau quartier d'une identité urbaine forte. Les ressources financières qu'il sera nécessaire de dégager sont maintenant estimées à environ 90 millions de francs, assainissement compris.

Les études pour l'aménagement des espaces verts, publics et collectifs du futur Ecoquartier de la Jonction se poursuivent.

Dans le quartier de Sécheron, la construction de la passerelle piétonne, le réaménagement de l'avenue de la Paix, la requalification du chemin Rigot et de la rue Radjavi sont des projets qui permettront le développement du Campus de la Paix.



Enfin, les importants travaux pour la création de la nouvelle ligne de tram TCOB et les déviations de lignes de trolleybus sont aujourd'hui terminés.

⁵ 2^e : Projets actifs N° PFI 102_750/751/752 et ss.
QV : Projets actifs N° PFI 102_600/601 et ss.

Lutter contre les nuisances sonores par la mise en application de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB)

Sur notre commune, 80'000 habitants sont touchés par des dépassements des valeurs normatives de bruit, ce qui représente 65 km de rues ou 202 tronçons de rues à assainir. Il est nécessaire de réduire l'impact sonore de la circulation routière pour le plus grand nombre possible de personnes touchées par ces nuisances. Selon la législation fédérale, le délai d'assainissement est fixé au 31 mars 2018.

La planification des travaux à réaliser sur des tronçons prioritaires s'affine d'année en année et figure dans la liste détaillée des projets actifs⁶. L'intervention sur le réseau routier permet également sa remise en état.

Le Plan lumière (PL) et la réduction de la consommation énergétique de l'éclairage public

L'exploitation des progrès technologiques permet d'améliorer l'efficacité lumineuse, tout en réduisant substantiellement la puissance nécessaire. Le Plan lumière reste l'outil permettant de mieux gérer la lumière sur l'ensemble de son territoire.

Dans ces prochains mois, la municipalité va terminer la première phase de remplacement de 450 supports d'éclairage public ainsi que de 4'500 luminaires, financés par deux crédits votés en 2009. Une deuxième étape sera présentée prochainement à votre Conseil.

Infrastructures de génie civil

Evacuation des eaux, assainissement

Essentiel à l'hygiène des habitants et à la qualité environnementale des cours d'eau, le réseau d'évacuation des eaux fait l'objet d'une attention particulière et permanente. La Ville est propriétaire de 280 km de canalisations qui constituent l'infrastructure locale d'évacuation des eaux (réseau secondaire).

Liés aux questions d'aménagement du projet CEVA, les importants travaux d'assainissement sont actuellement prioritaires.

Le plan de gestion et d'évacuation des eaux (PGEE) est toujours en cours d'élaboration. La phase "diagnostic", visant à inventorier et connaître le fonctionnement du réseau a déjà permis de repérer certaines sections en très mauvais état ou en partie effondrées. Sur cette base, les premières demandes de crédits pour des travaux liées au PGEE seront soumises prochainement au Conseil municipal. Ces interventions sont soumises à des obligations légales.



Enfin, les travaux de dépollution du site de l'ancienne usine à gaz de la Coulouvrenière sont terminés, à l'exception du traitement in-situ par pompage et filtration de la nappe, qui devrait perdurer encore pendant quelques mois. Ils permettront la construction de différents équipements publics et de logements.

Carré Vert - Ecoquartier de la Jonction, site dépollué

⁶ Projets actifs N° PFI 101.700/701/702 et ss.

Ouvrages d'art

La Ville est propriétaire de 62 ouvrages d'arts (ponts). La planification prévoit une inspection complète des ouvrages tous les cinq ans. Avec une réactualisation régulière des coûts, la planification des travaux de remise en état est dressée et conduit au dépôt de demandes de crédits spécifiques à chaque ouvrage⁷.

L'objectif global de cette stratégie consiste à garantir un haut niveau de sécurité et à maintenir la valeur économique des ouvrages propriétés de la Ville.

Climat et énergie : agir efficacement

La Ville de Genève poursuit la mise en œuvre de sa stratégie « 100% renouvelable en 2050 », visant à se désengager des énergies fossiles pour les besoins en chauffage des 800 bâtiments municipaux.

Des investissements conséquents doivent permettre d'améliorer la performance énergétique des enveloppes de nos bâtiments, ainsi que de renforcer le renouvellement des installations de chauffage les plus vétustes.

Les prochains grands projets de la stratégie 100% renouvelable sont :

- ✓ Nouvelle Comédie
- ✓ Ensemble immobilier des Minoteries
- ✓ Ecole des Crêts-de-Champel
- ✓ Crématoire de Saint-Georges

Il s'agit également de construire une nouvelle stratégie thermique territoriale qui planifie le développement de nouvelles solutions à l'échelle du quartier, en collaboration avec SIG et l'Etat de Genève (SCANE).

Raffermir le lien social dans notre ville

Cohésion sociale et petite enfance

Au travers des diverses prestations offertes aux habitant-e-s, la Ville de Genève contribue à renforcer les liens sociaux.

Dans le cadre de la politique en faveur de la petite enfance de la Ville de Genève auprès des institutions qu'elle subventionne, plusieurs projets restent prévus dont la construction prochaine d'une nouvelle crèche au bd. de la Cluse. Un nouvel aménagement à la rue Rothschild 27 et l'agrandissement de l'espace de vie infantine « Les Gazouillis » sont en cours.

Citons également les projets de surélévation de la crèche de Châteaubriand, l'espace de quartier de la rue René-Louis-Piachaud (Ancien Manège) et la construction de nouveaux établissements publics à Chandieu, Cayla et sur le site de la Gare des Eaux-Vives.

Un crédit destiné à la rénovation d'espaces de quartiers destinés aux personnes âgées est à l'étude de votre Conseil et différents projets relatifs aux centres sociaux doivent encore être étudiés.

En novembre, dernier l'espace de quartier de Sécheron a été inauguré.



Construction d'un espace de quartier
7, avenue Blanc, Foyer de Sécheron

⁷ OA : voir les projets actifs N° PFI 101.400... et ss.

Sports

Liée également à la zone du projet CEVA, la construction d'un complexe sportif et d'un espace de quartier sur le site de la Gare des Eaux-Vives nécessite d'importantes ressources financières.

Plusieurs projets d'entretien des équipements existants et des réflexions à plus grande échelle sont programmés au stade du Bout-du-Monde ainsi qu'au stade de Frontenex.

Il convient aussi de rénover la piscine de Pâquis-Centre ainsi que différentes installations sportives de la Queue d'Arve.

Les études d'une image directrice (PR-971) permettront d'affiner ou de clarifier les différents projets situés sur les périmètres des Vernets/Queue d'Arve et du Bout-du-Monde/Vessy.



Patinoire des Vernets - rénovation centre sportif

Ecoles

La Ville de Genève gère les bâtiments scolaires et soutient différents services qui encadrent les élèves.

Les études arrivant à leur terme, le crédit de construction d'un groupe scolaire à Chandieu est prêt. Le site intégrera un restaurant scolaire, une aula, une crèche et un bassin de natation.

Mentionnons aussi d'autres projets comme la construction d'une salle de gymnastique et des locaux associatifs à l'école des Cromptettes ainsi que d'équipements scolaires sur le site de l'ancienne usine à gaz de la Coulouvrenière (Carré Vert). Par ailleurs, l'arrivée d'enfants en provenance de Carré Vert nécessitera la transformation de l'école des Plantaporrêts afin de créer des classes supplémentaires.

De nouvelles ressources financières sont nécessaires pour la sécurisation des bâtiments scolaires, la rénovation de certains préaux ainsi que dans le domaine des restaurants scolaires.

Des opérations de rénovations totales sont en cours ou en étude. Elles concernent les écoles de St-Jean, des Crêts-de-Champel, des Plantaporrêts et de Pâquis-Centre.

Citons enfin la création de restaurants scolaires pour les écoles de Roches, du Mail et de Cité-Jonction.

Soutien à la culture

Le réseau culturel genevois est extrêmement dense et diversifié.

Les principaux investissements à venir concernent la construction d'un dépôt de collections patrimoniales, la construction de la Nouvelle Comédie, les travaux de rénovation du Grand-Théâtre, la mise à niveau des installations techniques de la Bibliothèque de Genève, la construction d'un pavillon de la danse, les rénovations des bâtiments « La Console » et « BOT III » des Conservatoire et jardin botaniques, la construction d'un espace pour la diffusion de musiques amplifiées ainsi que l'isolation thermique des façades et la dépollution du bâtiment d'art contemporain (BAC).

Les études relatives au projet d'extension et de réaménagement du Musée d'Art et d'Histoire, sis rue Charles-Galland, arrivent à leur terme et le projet se précise.

A noter aussi le projet de réaménagement des anciens réservoirs du Bois-de-la-Bâtie en vue de la création d'un espace de diffusion de musiques amplifiées pour la jeunesse.

Les travaux relatifs à la rénovation et à l'aménagement de la salle de l'Alhambra ont enfin commencé et ceux liés à la construction de BOT V (herbier et espace public des CJB) ainsi que ceux relatifs à la réfection des façades du MHN arrivent à leur terme.

Enfin, le chantier relatif à l'agrandissement et la rénovation du Musée d'ethnographie bat son plein.

Sécurité et prévention

La sécurité des personnes et des biens sont des droits fondamentaux. Au niveau du territoire de la Ville de Genève, cette mission est assurée par deux corps complémentaires, le Service d'incendie et de secours et la police municipale.

Les principales ressources prévues par le PFI sont liées à la mise à niveau du matériel existant (véhicules de secours, centrale d'alarme).

Toutefois, l'évolution du dispositif d'intervention des sapeurs-pompiers professionnels (caserne rive droite sur le site de l'Aéroport) a conduit le Conseil municipal à voter en février dernier un crédit d'études. Le projet de construction est maintenant inscrit au PFI en qualité de projet actif.

Un aménagement de locaux pour la police municipale à la rue Rothschild 27 (poste de quartier) est en cours.

Enfin, il conviendra de rénover et de mettre en conformité plusieurs abris de Protection civile.

Fonctionnement des services municipaux et achats responsables

Ces ressources financières restent indispensables au renouvellement des différents biens de l'administration ainsi que pour l'entretien des bâtiments publics. Stables depuis plusieurs années, elles représentent environ 8 à 10 % du PFI.

Les services en charge de l'achat de biens mobiliers intègrent des critères de développement durable en privilégiant des acquisitions responsables.

Renouvellement et assainissement des véhicules (PRV)

La flotte motorisée de la Ville de Genève représente un potentiel d'amélioration considérable en matière de réduction des émissions polluantes.

En juin dernier, votre Conseil a accepté d'octroyer des ressources d'investissement importantes pour le renouvellement de véhicules, machines et engins qui répondront aux normes actuelles et qui seront plus performants du point de vue écologique. L'objectif consiste à réduire l'impact environnemental généré par les émissions de CO2 et celui des polluants atmosphériques dommageables pour la santé humaine. Les nuisances sonores sont aussi concernées.

Rappelons enfin que ces investissements contribuent directement à la mise en œuvre de l'objectif 3 « Qualité de l'air local » des Engagements d'Aalborg.

Systèmes d'information et de communication (PSIC)

Les technologies de l'information et de la communication restent stratégiques pour l'organisation administrative de la municipalité. Par rapport aux précédents PFI, les ressources financières prévues restent identiques ; elles permettent d'assurer le bon fonctionnement des infrastructures d'information et de communication, mais également de financer nombre de projets importants pour l'administration municipale.

Mobilier (PAM)

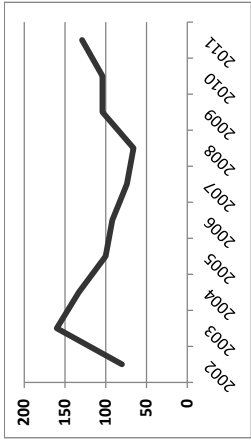
Nécessaires au fonctionnement des services municipaux, les plans d'achats pour le renouvellement et l'acquisition du mobilier, des machines de bureau, de nettoyage et des équipements métier de la Ville de Genève restent dans le même cadre budgétaire que ces précédentes années.

Conclusion

L'année 2009 a montré une nette progression des dépenses d'investissements. Cette tendance s'est confirmée en 2010 et encore accentuée en 2011⁸. Pour cette dernière année, les principaux postes de dépenses (plus de 65 %) ont concerné l'aménagement du domaine public, l'hygiène et la salubrité publique, la culture, le logement et l'administration générale. Ce niveau de dépenses devrait se poursuivre voire s'amplifier.

De 2006 à 2010 le taux d'autofinancement des investissements a été excellent ce qui a permis de réduire la dette. Cependant, l'année 2011 montre un fléchissement de l'autofinancement avec un taux de 89 %. Dès lors, il convient de rester particulièrement prudent par rapport au financement des investissements à venir, notamment en fonction des nombreux crédits votés par le Conseil municipal au cours de ces

⁸ Graphique d'évolution des dépenses nettes d'investissement 1999 - 2011 en millions de francs
2010 : Dépenses brutes = CHF 126 Mio ; dépenses nettes = CHF 104 Mio
2011 : Dépenses brutes = CHF 151 Mio ; dépenses nettes = CHF 129 Mio



dernières années. Rappelons que votre Conseil a voté pour 207 millions de francs de crédits en 2010 et pour 2011, la somme s'élève à 220 millions de francs.

Nous l'avons vu précédemment, bon nombre d'opérations sont en cours de réalisation, dont plusieurs gros chantiers. Par ailleurs, et en fonction des ressources allouées par votre Conseil, d'autres opérations vont démarrer prochainement.

Dans un contexte économique fragile, voire préoccupant, il s'avère que la Ville de Genève doit néanmoins apporter des réponses à des défis majeurs, notamment en matière de logement et de mobilité. Elle doit également assumer le suivi et le partenariat qui la lie à de gros projets comme le CEVA. L'expérience nous montre que le plan financier d'investissement constitue un outil majeur pour la conduite et le suivi de projets.

Pour terminer, le Conseil administratif désire maintenir une ville multiple et ouverte, qui tienne réellement compte des projets et des remarques des habitant-e-s dans tous les quartiers.

Comme pour les précédents plans financiers, le Conseil administratif vous livre ce document stratégique en espérant qu'au-delà des seuls chiffres, il suscitera des échanges et de riches débats avec les élus et les élus du Conseil municipal.

Lexique des abréviations

A. Statuts des objets du PFI		
VOT	Crédit voté par le Conseil Municipal	DCA
DEP	Crédit déposé sous forme de proposition de crédit (PR) devant le Conseil municipal	DEJ DEUS
PRA	Projet actif	DFL
N-PRA	Nouveau projet actif qui ne figurait pas au précédent plan financier	DG
PRNP	Projet non planifié	DRH
B. Autorités, départements et services municipaux		DSIC
ACE	Administration centrale	ECO
ARC	Service d'architecture	ENE
BAA	Bibliothèque d'art et d'archéologie	GCI
BAT	Service des bâtiments	GIM
BMU	Bibliothèques et discothèques municipales	LOM
BGE	Bibliothèque de Genève	MAH
CA	Conseil administratif	MEG
CIG	Centre d'iconographie genevoise	MHN
CJB	Conservatoire et jardin botaniques	OPF
CM	Conseil municipal	SAM
CMAI	Centrale municipale d'achat et d'impression	SDPE
CPA	Unité conservation du patrimoine architectural	SEEP
DC	Direction du département de la culture et du sport	SEV
		SIS
		SOC
		SPF
		SPO
		URB
		VVP
		Direction du département des constructions et de l'aménagement
		Service de la jeunesse
		Direction du département de l'environnement urbain et de la sécurité
		Direction du département des finances et du logement
		Direction générale
		Direction des ressources humaines
		Direction des systèmes d'information et de communication
		Service des écoles et institutions pour l'enfance
		Service de l'énergie
		Service du génie civil
		Gérance immobilière municipale
		Service logistique et manifestations
		Musée d'art et d'histoire
		Musée d'Ethnographie de Genève
		Musée d'histoire naturelle
		Unité opérations foncières
		Service de l'aménagement urbain et de la mobilité
		Service de la petite enfance
		Service de la sécurité et de l'espace publics
		Service des espaces verts
		Service d'incendie et de secours
		Service social
		Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire
		Service des sports
		Service d'urbanisme
		Voirie - Ville propre

C. Autres abréviations usuelles		
AMD	Antenne de maintien à domicile (FSASD)	OPB
APM	Agent de police municipale	PA
BAC	Bâtiment d'art contemporain	PAM
BFQ	Budget financier quadriennal	
CAS	Centre d'action sociale (Hospice génégai)	PCI
CECOFOR	Centre de compétence en matière de formation	PF
CETA	Centrale d'engagement et de traitement des alarmes	PFI
CEVA	Liaison ferroviaire Cornavin, Eaux-Vives, Annemasse	PGEE
CFF	Chemins de fer fédéraux	PL
CMD	Centre de maintien à domicile (FSASD)	PLCP
Cpl	Complémentaire	PLQ
Dpt	Département	PR
EH	Etablissement horticole	PRV
EMS	Etablissement médico social	PS
EPG	Eglise protestante de Genève	PSIC
EUJEP	Eaux usées, eaux pluviales (concerne les collecteurs)	
EVE	Espace de vie infantine	QV
Fondetec	Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en Ville de Genève	SIG
		St
FP	Fondation des parkings	TC
FVGLS	Fondation Ville de Genève pour le logement social	TCOB
GLN	Solution rattachement « Genève-Lac-Nation »	TGSA
GP	Accompagnement des grands projets	TPG
IEPA	Immeuble avec encadrement pour personnes âgées	TSR
IPE	Institutions de la petite enfance	UAC
MQ	Maison de quartier	UCI
OA	Ouvrage d'art	VLS
OPair	Ordonnance fédérale sur la protection de l'air	ZIC
		ZP

Graphiques et tableaux

Le total du PFI cumule trois types d'objets :

- ✓ les crédits déjà votés par le Conseil municipal (sommes non encore dépensées) ;
- ✓ les crédits déposés au Conseil municipal ;
- ✓ les projets retenus par le Conseil administratif et qui font l'objet d'une planification de dépense, c'est-à-dire les projets actifs.

Les totaux figurant dans les graphiques et tableaux représentent des dépenses brutes, les recettes annuelles étant indiquées généralement et globalement au bas des différents tableaux (à l'exception du graphique N° 1 présenté en dépenses nettes).

Quelques différences minimales entre les calculs des différents tableaux et graphiques peuvent provenir des arrondis en millions de francs.

Ces différents documents de synthèse sont présentés comme suit :

Graphique et tableau N° 1 - Totalité du plan

Planification des dépenses et recettes totales d'investissement.

Il s'agit des crédits votés, déposés et des projets actifs retenus dans le plan financier (Statuts VOT, DEP, PRA et N-PRA). Cumulés, ils représentent le total brut du PFI.

La représentation graphique mentionne des dépenses nettes. Les couleurs sont identiques à celles des listes détaillées.

Le tableau détaille les dépenses et recettes annuelles.

Graphiques et tableau N° 2 & 2bis - Totalité du plan

Ils présentent également les crédits votés, déposés et les projets actifs (Statuts VOT, DEP, PRA et N-PRA).

Les graphiques en « aires » et « secteurs » détaillent les investissements totaux bruts, par groupes fonctionnels. Le tableau récapitule les investissements totaux détaillés par groupes et sous-groupes fonctionnels.

Graphique et tableau N° 3 - Crédits votés et déposés (VOT-DEP)

Il s'agit du cumul des opérations votées, en cours de réalisation et des crédits d'investissement déposés, actuellement à l'étude du Conseil municipal (Statuts VOT, DEP).

Le graphique en « secteurs » détaille les investissements bruts votés et déposés, par groupes fonctionnels et en pourcentage. Le tableau récapitule les mêmes investissements par groupes fonctionnels.

Graphique et tableau N° 4 - Projets actifs (PRA - N-PRA)

Il s'agit des projets planifiés par le Conseil administratif (Statuts PRA et N-PRA).

Le graphique en « secteurs » détaille ces projets, par groupes fonctionnels et en pourcentage. Le tableau récapitule les mêmes projets par groupes fonctionnels.

Graphique N° 5 - Projets non planifiés (PRNP)

Le graphique en « secteurs » détaille ces objets, par groupes fonctionnels, en millions de francs bruts et en pourcentage.

Comparatif des dépenses d'investissement planifiées

Il s'agit de la représentation du graphique N° 1 pour la période allant du 5^{ème} au 8^{ème} PFI.

Evolution des dépenses d'investissement planifiées

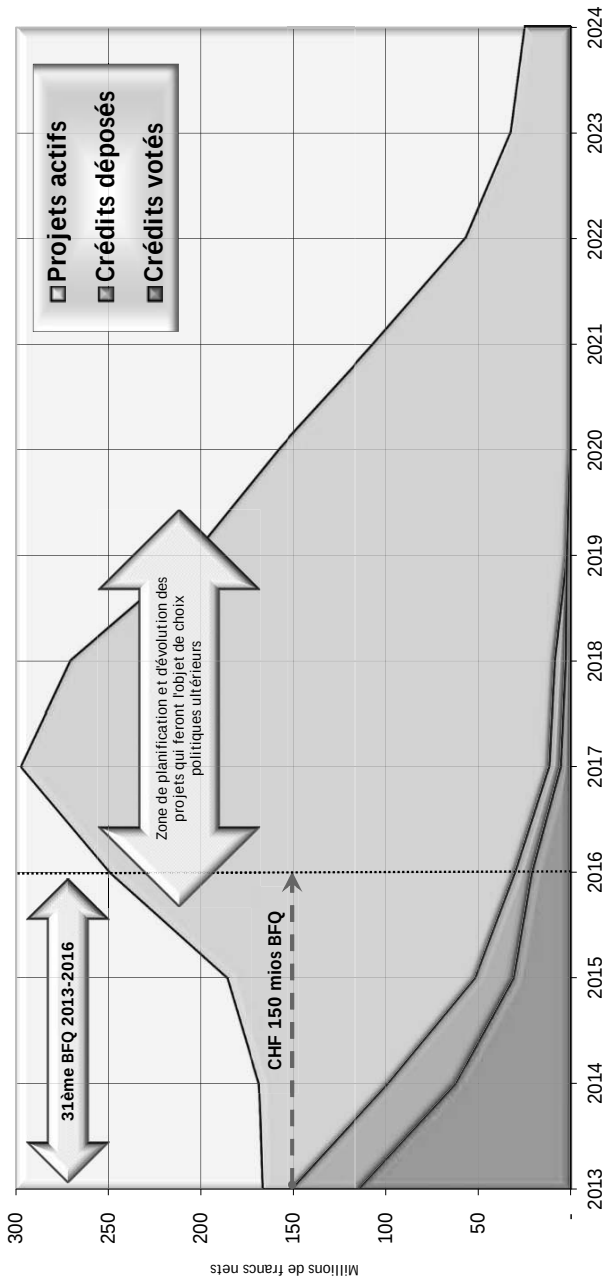
Cette présentation compare les différentes dépenses planifiées pour la période allant du premier au huitième PFI, par groupe fonctionnel.

Graphique
N° 1

Planification des dépenses totales d'investissement 2013 - 2024

(en millions de francs nets, recettes déduites)

Situation au 31 juillet 2012



Planification des dépenses et recettes totales

Crédits votés, déposés et projets actifs

31ème BFQ

(en millions de francs bruts et nets, arrondis)

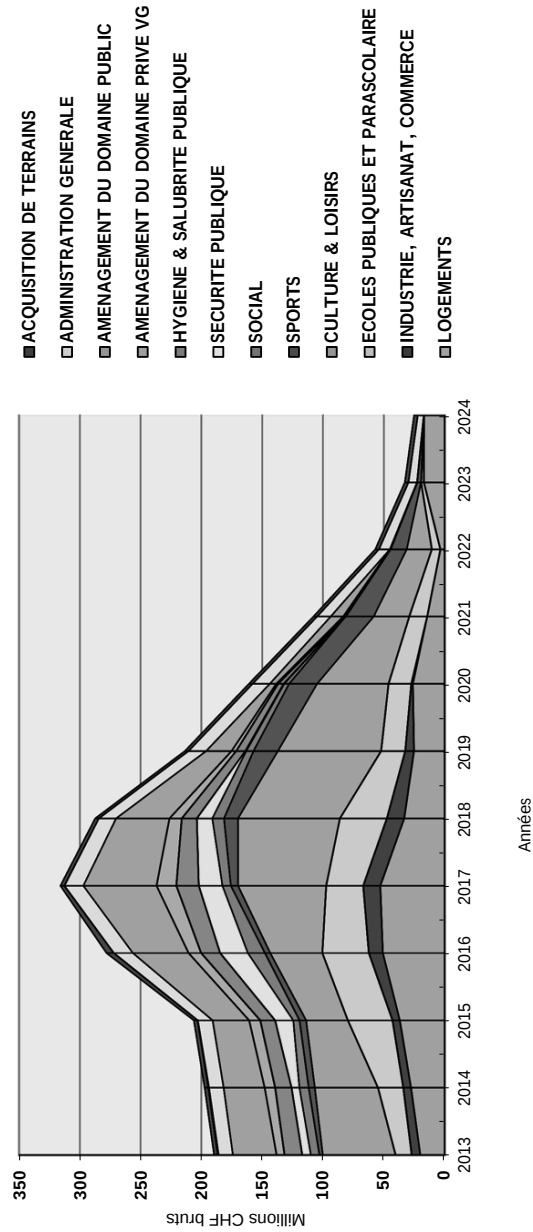
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Totaux bruts	%	Recettes	Totaux nets
Crédits votés	134.1	77.4	36.2	23.6	6.0	3.3	2.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	288	13.9%	40.8	247
Crédits déposés	39.9	46.7	22.0	10.1	6.4	6.0	-	-	-	-	-	-	131	6.3%	15.3	116
Totaux (votés + déposés)	173.9	124.1	58.3	33.7	12.3	9.3	2.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	419	20.2%	56	363
Disponibilité théorique	-23.9	25.9	91.7	116.3	137.7	140.7	147.3	149.0	149.0	149.0	149.0	149.1	1'381			
Projets actifs	15.4	73.2	148.1	244.4	303.7	278.1	210.9	159.9	106.8	56.1	31.7	24.2	1'653	79.8%	94	1'559
Totaux BRUTS PFI	189.3	197.4	206.4	278.1	316.0	287.4	213.6	160.9	107.8	57.1	32.7	25.1	2'072	100%	150	1'922
Recettes	22.4	28.5	20.6	29.0	19.1	17.2	9.5	3.0	0.9	-	-	-				
Totaux NETS PFI	167	169	186	249	297	270	204	158	107	57	33	25				1'922
Dépassement théorique net	17	19	36	99	147	120	54	8	-43	-93	-117	-125				122

Répartition temporelle des investissements totaux
Cumul des crédits votés, déposés et des projets actifs (VOT + DEP + PRA)

Graphique
N° 2

(par groupes fonctionnels, en millions de francs bruts)

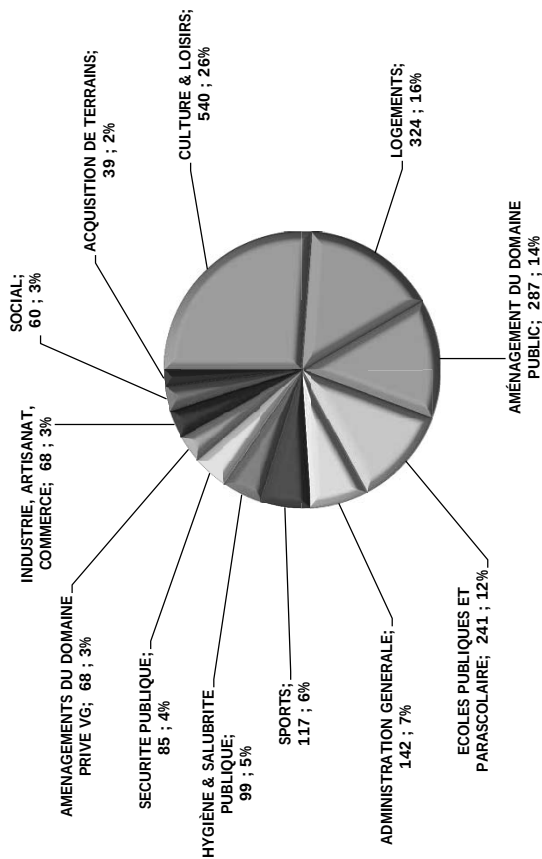
Vue d'ensemble du plan financier, les graphiques N° 2 et 2bis totalisent les dépenses brutes des crédits votés, déposés et des projets actifs.



Graphique
N° 2 bis

Répartition des investissements totaux Cumul des crédits votés, déposés et des projets actifs (VOT + DEP + PRA)

(par groupes fonctionnels, en millions de francs bruts et en pourcentage)



Récapitulation des investissements totaux (Crédits votés, déposés et projets actifs)

(par groupes et sous-groupes fonctionnels, en millions de francs bruts, arrondis)

Tableau
N° 2

Sous-groupe
Groupe

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Totaux bruts	%
010	LOGEMENTS													
010	0.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	324.7	15.7%
011	1.7	4.6	8.3	10.4	9.2	3.0	7.5	9.0	4.6	1.0	1.0	0.9	61.0	2.9%
012	18.1	23.0	28.5	40.4	43.6	30.1	17.6	17.0	9.7	2.4	16.0	16.0	262.3	12.7%
013	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.0%
020	INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE													
	7.1	6.4	6.0	11.5	14.1	14.3	7.2	1.3	-	-	-	-	67.9	3.3%
030	ECOLES PUBLIQUES ET PARASCOLAIRE													
030	9.2	10.9	8.4	9.8	6.4	16.8	19.8	18.7	14.7	7.0	2.3	-	240.4	11.6%
031	4.1	9.9	28.3	28.4	24.0	21.8	-	-	-	-	-	-	123.9	6.0%
													116.5	5.6%
040	CULTURE & LOISIRS													
040	59.9	52.0	34.3	42.8	72.0	83.8	84.9	58.7	29.3	21.2	0.1	0.1	539.4	26.0%
040	1.0	0.9	0.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2.6	0.1%
041	2.5	4.1	2.8	3.7	4.0	4.7	11.4	15.0	15.0	13.5	-	-	76.6	3.7%
042	43.5	35.4	24.8	30.3	31.9	33.6	26.7	18.5	11.2	7.6	-	-	263.5	12.7%
043	11.5	10.5	5.5	7.3	32.1	39.4	40.2	20.6	3.0	-	-	-	170.1	8.2%
044	0.5	0.7	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	2.2	0.1%
046	0.9	0.4	0.5	1.5	3.9	6.0	6.6	4.5	-	-	-	-	24.2	1.2%
													117.2	5.7%
050	SPORTS													
	2.8	5.0	5.4	4.4	5.9	11.5	20.0	23.0	23.0	13.3	3.1	-	60.4	2.9%
060	SOCIAL													
060	0.9	0.7	0.2	-	0.6	5.0	6.0	4.0	-	-	-	-	17.3	0.8%
061	5.6	4.3	1.1	12.3	5.4	3.6	-	-	-	-	-	-	32.4	1.6%
063	0.3	0.8	1.2	1.0	0.9	1.0	-	-	-	-	-	-	5.1	0.2%
064	0.3	1.9	2.8	0.7	-	-	-	-	-	-	-	-	5.6	0.3%
070	SECURITE PUBLIQUE													
070	7.1	6.5	14.9	22.8	19.5	12.8	0.8	0.5	-	-	-	-	84.8	4.1%
070	0.8	0.8	0.4	0.4	-	-	-	-	-	-	-	-	2.4	0.1%
071	0.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.2	0.0%
072	-	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.1	0.0%
073	6.1	5.7	14.5	22.4	19.0	12.0	-	-	-	-	-	-	79.7	3.8%
074	-	-	-	-	0.5	0.8	0.8	0.5	-	-	-	-	2.5	0.1%

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1121

Récapitulation des investissements totaux (Crédits votés, déposés et projets actifs)														Tableau N° 2	
(par groupes et sous-groupes fonctionnels, en millions de francs bruts, arrondis)															
Groupe	Sous-groupe	2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024												Totaux bruts	%
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
080	HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE	14.6	13.5	12.2	15.6	18.5	12.4	7.5	4.5	0.5	-	-	-	99.2	4.8%
	081 Protection des eaux & de l'environnement	13.2	12.4	9.8	10.1	11.6	8.9	6.5	4.0	-	-	-	-	76.4	3.7%
	082 Enlèvement & traitement des déchets	1.0	1.0	1.1	0.5	1.0	0.5	1.0	0.5	0.5	-	-	-	7.1	0.3%
	084 Cimetières & crématoires	0.4	0.1	1.4	5.0	5.9	3.0	-	-	-	-	-	-	15.7	0.8%
090	AMÉNAGEMENT DU DOMAINE PRIVÉ VG	6.6	8.6	9.1	10.3	16.3	10.1	3.8	1.5	1.5	0.5	-	-	68.2	3.3%
	091 Parcs & promenades	5.9	7.9	8.1	8.8	12.5	6.6	3.8	1.5	1.5	0.5	-	-	57.0	2.8%
	092 Moyens de gestion des espaces verts	0.7	0.7	1.0	1.5	3.8	3.5	-	-	-	-	-	-	11.2	0.5%
100	AMÉNAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC	35.9	33.8	30.1	45.9	60.3	44.0	20.9	5.4	10.3	0.1	0.2	0.1	286.9	13.8%
	100 Aménagement du domaine public (en général)	0.2	-	0.1	-	0.2	0.1	0.2	0.1	0.2	0.1	0.2	0.1	1.5	0.1%
	101 Rues, routes & ouvrages d'art	10.6	12.0	16.6	22.6	19.8	13.1	3.5	0.5	-	-	-	-	98.6	4.8%
	102 Places, rues résidentielles, trafic modéré	15.7	14.7	11.4	21.1	36.8	26.8	14.7	4.8	10.1	-	-	-	156.1	7.5%
	103 Parkings publics	1.1	2.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3.5	0.2%
	104 Bâtiments, édicules publics	1.9	1.7	1.3	0.5	0.5	-	-	-	-	-	-	-	5.9	0.3%
	106 Transports publics	6.5	3.1	0.7	1.7	3.0	4.0	2.5	-	-	-	-	-	21.3	1.0%
110	ADMINISTRATION GENERALE	11.8	12.0	12.2	15.6	15.5	14.2	14.5	14.1	11.2	9.0	7.0	4.9	142.0	6.9%
	111 Objets mobiliers	8.9	9.7	8.3	11.8	13.0	12.0	12.7	13.4	11.1	8.9	6.9	4.8	121.6	5.9%
	112 Objets immobiliers	2.9	2.3	3.9	3.8	2.5	2.2	1.8	0.7	0.1	0.1	0.1	0.1	20.4	1.0%
120	PLANIFICATION AMÉNAGEMENT LOCAL	0.7	0.6	0.3	0.2	0.2	-	-	-	-	-	-	-	1.9	0.1%
130	ACQUISITION DE TERRAINS	3.0	3.0	3.0	5.9	3.2	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	39.0	1.9%
Totaux bruts PFI		190	197	206	278	316	287	214	161	108	58	33	25	2'072	100.0%
Recettes		22	28	21	29	19	17	10	3	1	-	-	-	150	
Totaux nets PFI		168	169	185	249	297	270	204	158	107	58	33	25	1'922	

Répartition des crédits d'investissement votés et déposés
Cumul des crédits votés et déposés (VOT + DEP)

Graphique
N° 3

Crédits votés par le Conseil municipal

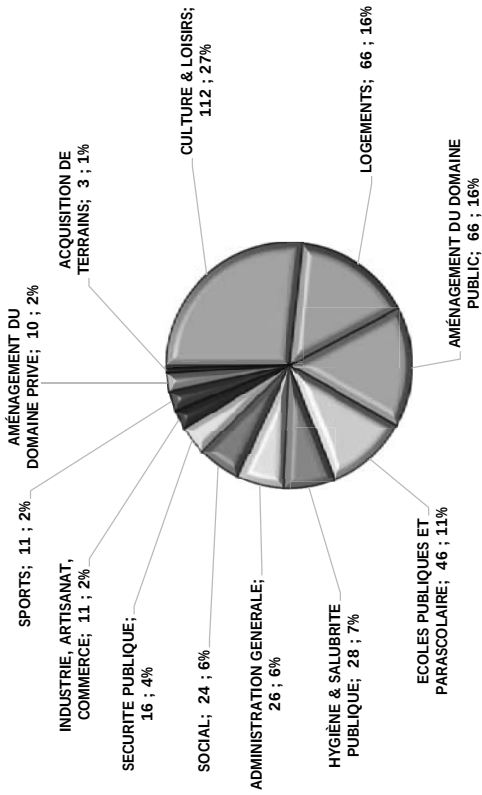
+

Crédits déposés au Conseil municipal

Opérations en cours de réalisation dont des dépenses sont encore planifiées pour les années 2013 et suivantes.

Crédits d'investissements, non votés, à l'étude du Conseil municipal.

(par groupes fonctionnels, en millions de francs bruts et en pourcentage)



SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1123

Tableau
N° 3

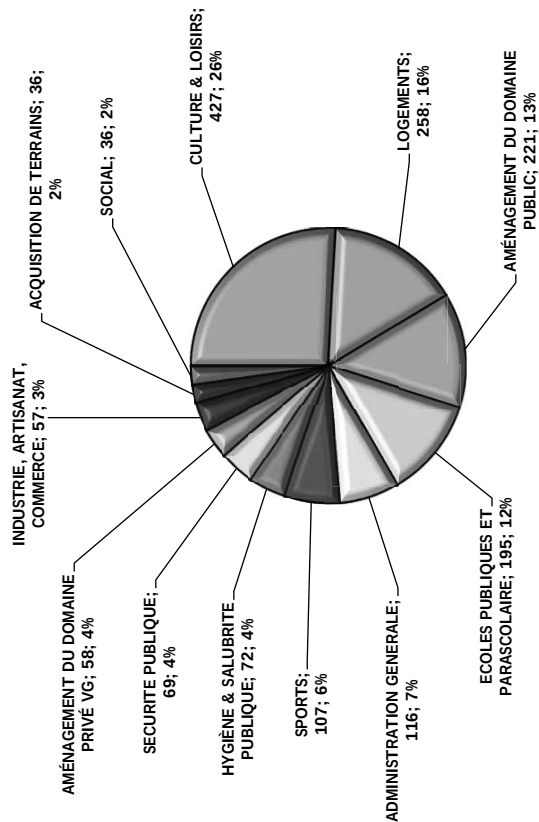
Récapitulation des crédits d'investissements votés et déposés (VOT + DEP)

(par groupes fonctionnels, en millions de francs bruts, arrondis)

Groupe	Totaux bruts													%
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
010 LOGEMENTS	19.2	15.1	7.9	5.4	6.7	6.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9	66.1	45.8%
020 INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE	6.7	4.0	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11.1	2.7%
030 ECOLES PUBLIQUES ET PARASCOLAIRE	13.2	16.9	11.3	4.5	-	-	-	-	-	-	-	-	45.9	10.9%
040 CULTURE & LOISIRS	49.3	34.9	18.4	5.4	1.5	1.2	1.4	-	-	-	-	-	112.0	26.7%
050 SPORTS	2.6	3.1	1.8	1.6	1.7	-	-	-	-	-	-	-	10.7	2.6%
060 SOCIAL	7.1	5.7	1.4	7.6	0.9	1.0	-	-	-	-	-	-	23.7	5.6%
070 SECURITE PUBLIQUE	7.0	4.8	4.0	0.4	-	-	-	-	-	-	-	-	16.3	3.9%
080 HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE	14.6	10.2	2.3	0.5	-	-	-	-	-	-	-	-	27.5	6.6%
090 AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG	6.5	2.6	1.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10.4	2.5%
100 AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC	35.6	18.8	6.3	3.6	0.7	0.4	0.3	-	-	-	-	-	65.7	15.7%
110 ADMINISTRATION GENERALE	11.8	7.5	3.1	1.9	0.9	0.7	-	-	-	-	-	-	25.8	6.2%
120 PLANIFICATION AMENAGEMENT LOCAL	0.6	0.5	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.2	0.3%
130 ACQUISITION DE TERRAINS	-	-	-	2.7	-	-	-	-	-	-	-	-	2.7	0.7%
Totaux bruts														
Recettes														
Totaux nets														
56														
363														

Graphique
N° 4

Projets actifs (statut PRA et N-PRA)
(par groupes fonctionnels, en millions de francs bruts et en pourcentage)



SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1125

Récapitulation des projets actifs

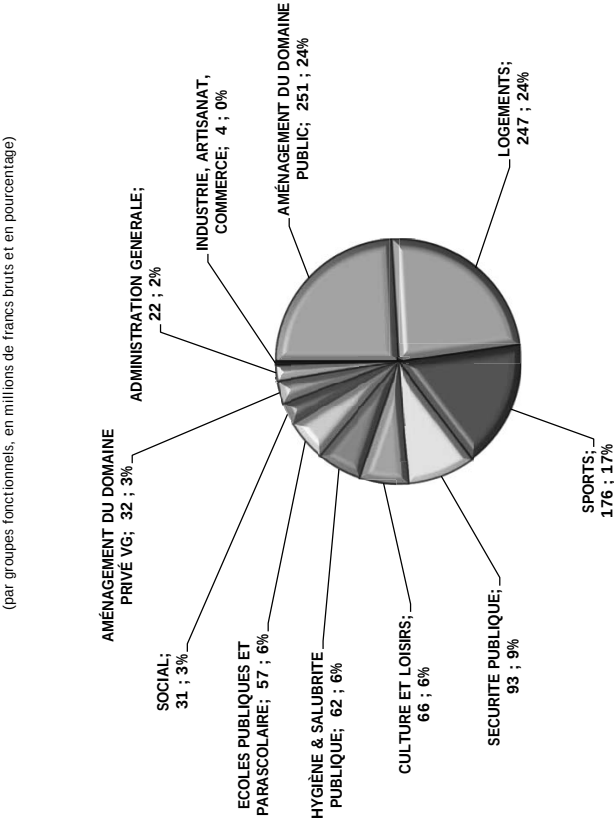
(par groupes fonctionnels, en millions de francs bruts, arrondis)

Tableau
N° 4

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Totaux bruts	%
010	0.8	12.5	29.0	45.5	46.2	27.2	24.2	25.1	13.3	2.5	16.1	258.6	15.6%
020	0.4	2.4	5.5	11.5	14.1	14.3	7.2	1.3	-	-	-	56.8	3.4%
030	0.1	3.9	25.4	33.7	30.4	38.6	19.8	18.7	14.7	7.0	2.3	194.5	11.8%
040	10.6	17.1	15.9	37.5	71.0	82.6	83.5	58.7	29.3	20.7	0.1	427.1	25.8%
050	-	1.9	3.8	2.8	4.2	11.5	20.0	23.0	13.3	3.1	-	106.5	6.4%
060	-	1.9	3.8	6.4	6.0	8.6	6.0	4.0	-	-	-	36.7	2.2%
070	0.1	1.7	10.9	22.4	19.5	12.8	0.8	0.5	-	-	-	68.6	4.1%
080	-	3.3	10.0	15.1	18.5	12.4	7.5	4.5	0.5	-	-	71.7	4.3%
090	0.1	6.0	7.8	10.3	16.3	10.1	3.8	1.5	1.5	0.5	-	57.8	3.5%
100	0.3	15.0	23.8	42.2	59.6	43.6	20.6	5.4	10.3	0.1	0.2	221.2	13.4%
110	-	4.6	9.1	13.7	14.6	13.5	14.5	14.1	11.2	9.0	7.0	116.2	7.0%
120	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	-	-	-	-	-	-	0.8	0.0%
130	3.0	3.0	3.0	3.2	3.2	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0	36.3	2.2%
Totaux bruts												1'653	100.0%
Recettes												94	
Totaux nets												1'559	

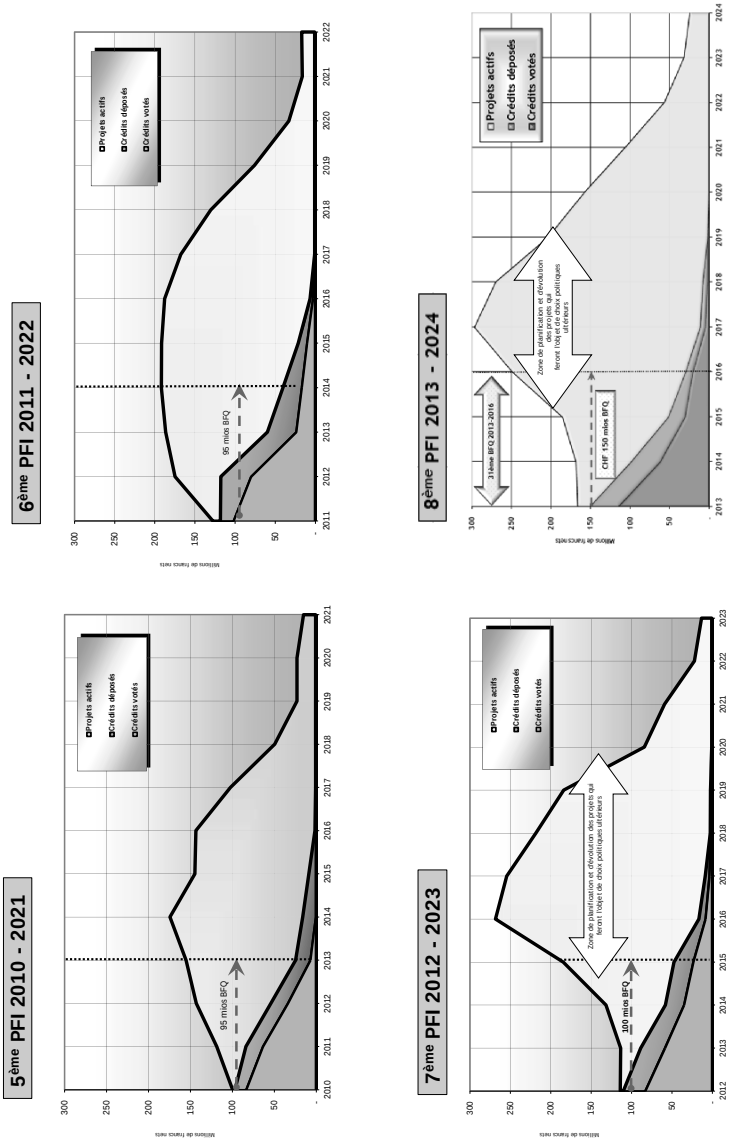
Graphique
N° 5

Projets non planifiés (Statut PRNP, non compris dans les calculs et projections financières du PFI)

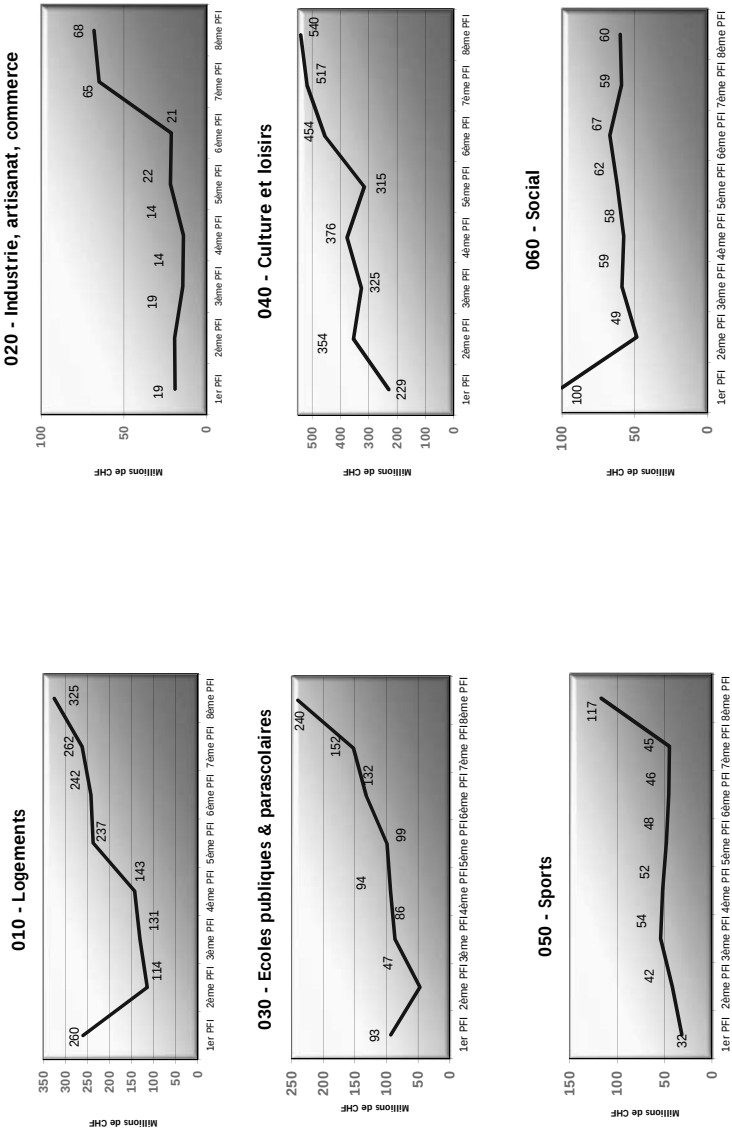


Comparatif des dépenses totales d'investissement

Représentation du graphique N° 1 pour la période allant du 5^{ème} au 8^{ème} PFI

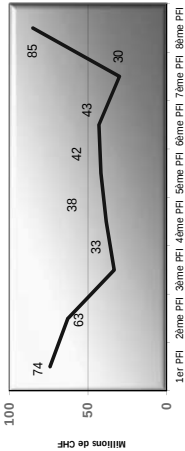


Evolution des dépenses totales planifiées par groupe fonctionnel
Période allant du premier au huitième PFI (en mio de CHF bruts)

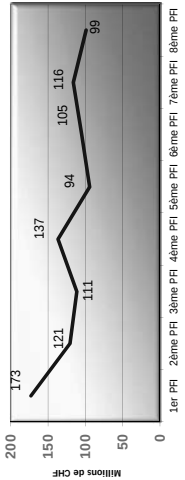


Evolution des dépenses totales planifiées par groupe fonctionnel
Période allant du premier au huitième PFI (en mio de CHF bruts)

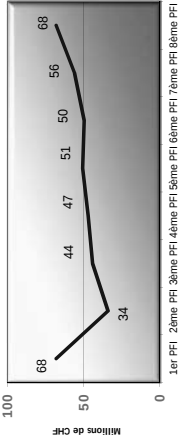
070 - Sécurité publique



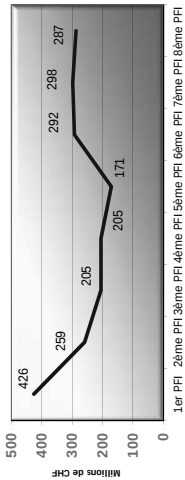
080 - Hygiène & salubrité publique



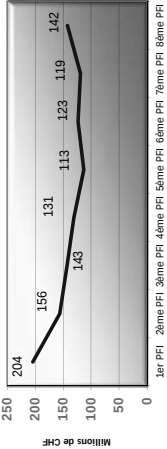
090 - Aménagement domaine privé



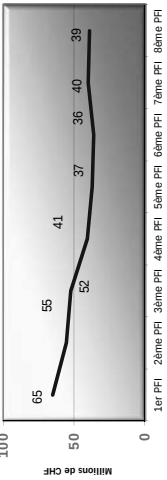
100 - Aménagement domaine public



110 - Administration générale



130 - Acquisition terrains



Listes détaillées

Chaque objet du PFI est détaillé dans sept types de listes :

Crédits d'investissement ou projets
intégrés au plan financier

Potentiel de crédits de réalisation dont
le dépôt devrait intervenir en 2013
statuts PRA et N-PRA

Crédits votés par le Conseil municipal
statut VOT

Crédits déposés au Conseil municipal
statut DEP

Projets actifs
statuts PRA et N-PRA

Nouveaux projets actifs
statut N-PRA

Objets ne faisant pas partie du plan
financier

Projets non planifiés
statut PRNP

Projets retirés du 8^{ème} PFI

**Potentiel de crédits de réalisations dont
le dépôt devrait intervenir en 2013**
(Préétudes et études non comprises)

Potentiel de crédits de réalisation dont le dépôt devrait intervenir en 2013 (études non comprises)					Projets actifs	
N° PFI	Gestonnaire	Service	Localisation	Libellé	Coût estimé CHF bruts	%
LOGEMENTS (PF)					<i>Total du groupe fonctionnel</i>	10
011.060.12	ARC	GIM	Grottes 8, rue des : [012.060.12]	Construction d'un immeuble de logements	29'664'000	6550'000
012.002.10	BAT	GIM	Navigation 36, rue de la :	Rénovation de l'immeuble [St 0.29]	3000'000	3000'000
012.002.16	BAT	GIM	Navigation 38, rue de la :	Rénovation de l'immeuble [St 0.38]	3000'000	3000'000
012.049.06	BAT	GIM	Goetz-Monin 8, rue :	Rénovation de l'immeuble [St 0.45]	5100'000	5100'000
012.060.12	ARC	GIM	Grottes 10, rue des : [011.060.12]	Rénovation immeubles de logements [St 0.32]	2000'000	2000'000
012.092.06	BAT	GIM	Tacomerie 6, pl. de la :	Rénovation de l'immeuble [St 0.48]	2314'000	2314'000
012.099.06	BAT	GIM	Zürich 40, rue de :	Transformation et rénovation de l'immeuble [St 0.39]	3000'000	3000'000
012.810.08	ENE	GIM	Dpt Constructions et aménagement :	Travaux liés à la politique énergétique PF	3500'000	3500'000
012.811.08	ENE	GIM	Patrimoine financier :	Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	1200'000	1200'000
					<i>Total du groupe fonctionnel</i>	8
INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE (PF)					23'280'000	23'280'000
020.014.12	ARC	DFL	Châtelaine 43, av. de, ZIC :	Réalisation d'un Ecopôle		
ECOLES PUBLIQUES ET PARASCOLAIRE					<i>Total du groupe fonctionnel</i>	14
030.085.10	BAT	ECO	Bâtiments scolaires VDG :	Sécurisation des accès des bâtiments	42'007'300	5000'000
030.095.02	BAT	ECO	Roches 21, ch. de - Ecole de Roches :	Aménagement restaurant scolaire	1900'000	1900'000
031.015.06	ARC	ECO	Lamartine 16bis, rue :	Construction restaurant & locaux parascolaires, SEVE	8427'300	8427'300
031.095.06	ARC	ECO	Saint-Georges 21, bd. : [061.050]	Construction équipements scolaires & petite enfance	267'800'000	267'800'000
					<i>Total du groupe fonctionnel</i>	29
CULTURE & LOISIRS					88'645'000	88'645'000
042.005.04	BAT	ARI	Paix 10, av. de la, Musée Ariana :	Rénovation pavillon extérieur & dépendance	1'500'000	1'500'000
042.047.02	BAT	DGS	Ensemble des musées :	Contrôle d'accès, ouverture à distance	1600'000	1600'000
043.007.04	ARC	SEC	Gare-des-Eaux-Vives, av. de la :	Construction de la Nouvelle Comédie	851'45'000	851'45'000
044.027.13	DCA	DCA	Dpt Constructions et aménagement - CPA :	Subventions travaux bâtiments culturels 2013 - 2016	400'000	400'000
					<i>Total du groupe fonctionnel</i>	2
SPORTS					6'200'000	6'200'000
050.012.32	SPO	SPO	Lieu à définir :	Achat d'une patinoire à glace	400'000	400'000
050.016.12	BAT	SPO	Vessy 14, rte de, Stade du Bout-du-Monde :	Transf. 2 terrains foot. stabilisés en synthétique	2800'000	2800'000
050.020.02	BAT	SPO	Trembley, parc :	Réfection d'un terrain de football en synthétique	2'000'000	2'000'000
050.044.04	BAT	SPO	Ecu 13, ch. de l', Centre sport. Bois-des-Frères :	Remplacement parquet & complément éclairage	100'000	100'000

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1133

Potentiel de crédits de réalisation dont le dépôt devrait intervenir en 2013 (études non comprises)						Projets actifs	
N° PFI	Gestinaire	Service	Localisation	Libellé		Coût estimé CHF bruts	%
SOCIAL						Total du groupe fonctionnel	4
60						11'812'500	
061.017.08	ARC	SDPE	De-Châteaubriand 2, place :	Construction surélévation de l'VE		5800'000	
061.017.10	SDPE	SDPE	De-Châteaubriand 2, place :	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche		125000	
061.090.06	SDPE	SDPE	Saint-Georges 21, bd. : [031.095]	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche		337'500	
061.060.02	SDPE	SDPE	Chandieu 8, rue : [031.068.10]	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche		200'000	
064.026.04	BAT	SOC	Saint-Jean 45, rue de :	Réalisation maison d'hébergement d'urgence		3500'000	
064.027.02	ARC	SOC	Vermont 21, rue de :	Rénovation et réaffectation de la villa		1850'000	
SECURITE PUBLIQUE						Total du groupe fonctionnel	1
70						3'800'000	
073.006.03	DSC	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	Mise à niveau du central d'alarme 2014		2500'000	
073.028.10	SIS	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement matériel désincarcération		1000'000	
073.028.12	SIS	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement partiel du parc de berces		300'000	
HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE						Total du groupe fonctionnel	10
80						29'720'000	
081.011.02	GCI	GCI	Franchises, rte des : [101.700.06]	Construction d'un collecteur EP		2500'000	
081.048.00	GCI	GCI	Velours, ch. du : [101.830.14]	Entretien, reconstruction, modification collecteurs		950'000	
081.049.00	GCI	GCI	Voie-Creuse, rue de la : [101.085.02]	Entretien, reconstruction, modification collecteurs		1000'000	
081.053.02	GCI	GCI	Pont d'Arve, bd du : [101.701.12]	Construction de collecteurs à régime séparatif EU/EP		1100'000	
081.068.04	GCI	GCI	Chantepoulet, rue de : [101.112.02]	Reconstruction collecteurs en unitaires		1100'000	
081.502.04	GCI	GCI	CEVA - Eaux-Vives, gare des; Volier, rue : [102]	Travaux d'assainissement, 1ère étape		6000'000	
081.502.08	GCI	GCI	CEVA - Gare des Eaux-Vives, av. de la : [102.502]	Travaux d'assainissement		9500'000	
081.502.12	GCI	GCI	CEVA - Champel, plateau de : [102.502]	Travaux d'assainissement		2500'000	
082.024.00	VVP	VVP	Domaine public, Voirie - Ville propre :	Remplacement coffres collecte à habits		200'000	
082.026.00	LOM	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité :	Renouvellement conteneurs & matériel tri sélectif		120'000	
084.003.08	ARC	SPF	Furet 71, ch. du, Cimetière de Châteline :	Rénovation des bâtiments		1750'000	
084.008.08	BAT	SPF	Rois 10, rue des, Cimetière de Plainpalais :	Rénovation des installations techniques		3000'000	
AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG						Total du groupe fonctionnel	4
90						12'531'050	
091.080.06	GCI	GCI	Saint-Jean, falaises de :	Sécurisation des cheminements		3000'000	
091.095.04	GCI	GCI	Saint-Georges 21, bd.; Stand & Gazomètres, rues :	Aménag. extérieurs; Ecoquartier Carré Vert		6711'050	
091.098.02	GCI	GCI	Saules, sentier des :	Travaux d'aménagement		800'000	
092.017.10	ARC	SEV	Frontenex 71, rte de, parc La Grange, "La Ferme" :	Rénovation du bâtiment		2020'000	

Potentiel de crédits de réalisation dont le dépôt devrait intervenir en 2013 (études non comprises)						Projets actifs	
N° PFI	Service		Localisation	Libellé	Total du groupe fonctionnel	Coût estimé	
	Gestonnaire	Bénéficiaire				CHF bruts	%
AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC						46'250'000	15
100							
101.085.02	GCI	GCI	Voie-Creuse, rue de la : [081.049.00]	Anéh. cpl. construction d'immeubles, suite PLQ, PLCP	1850'000		
101.112.02	GCI	GCI	Chantepoulet, rue de : [081.068.04]	Rénovation infrastructure routière & trottoirs	3400'000		
101.113.02	GCI	GCI	Croix-Rouge, rue de la :	Réaménagement & plantations	3000'000		
101.400.18	GCI	GCI	Sous-Terre, pont : [0A.5128]	Entretien et renforcement de l'ouvrage	2500'000		
101.400.38	GCI	GCI	Couverture sur canal d'Aire : [0A.3915]	Entretien de l'ouvrage	3000'000		
101.400.48	GCI	GCI	Paix, pont de l'avenue de la : [0A.5001]	Entretien et renforcement de l'ouvrage	2600'000		
101.700.06	GCI	GCI	OPB - Franchises, rte des : [081.011.02]	Aménagements et assainissement du bruit	5100'000		
101.701.04	GCI	GCI	OPB - Malagnou, route de : [081.038.02]	Entretien et assainissement du bruit	4500'000		
101.701.12	GCI	GCI	OPB - Pont d'Ane, bd. du : [081.053.02]	Pose de revêtement phono absorbant	1'800'000		
101.830.06	GCI	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	Anéh envir urb compl à imm, équipements, PLQ-PLCP 14-15	2000'000		
101.830.14	GCI	GCI	Velours, ch. du : [081.048.00/102.015.13]	Anéh. cpl à construction immeubles, suite PLQ-PLCP	4100'000		
102.502.14	GCI	GCI	CEVA - Champel, quartier de : [081.502]	Aménagements en liaison avec la halte	7500'000		
104.004.00	LOM	LOM	Parcs et domaine public :	Renouvellement cinq cabines WC autonettoyantes	1500'000		
106.520.12	GCI	GCI	Diverses rues - TPG :	Aménagements liés au plan directeur TC 2012-2015	3400'000		
ADMINISTRATION GENERALE						10'050'000	3
110							
111.034.22	LOM	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité :	13ème PRV - Renouv. véhicules (hors SIS)	3500'000		
111.034.24	LOM	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité :	Assainissement des véhicules lié au 13ème PRV	4400'000		
112.061.02	BAT	GIM	Hôtel-de-Ville 5, rue de l' :	Réaménagement rez et sécurisation bâtiment	1'350'000		
112.811.10	ENE	ENE	Patrimoine administratif :	Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	800'000		
TOTAL GENERAL :						303'959'850	

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

Opérations en cours dont des dépenses
sont planifiées sur la période du plan

Crédits d'investissements votés															VOT				
N° PFI	N° Groupe	Statut	Gestionnaire	Localisation	Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
								2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
10 LOGEMENTS																			
10 Logements (en général)																			
010.000.06	DCA	VOT	Dpt Constructions et aménagement :			14.09.2011 13.12.2011	200'000			100'000		0	0	0	0	0	0	0	0
	911/1		Etudes diverses du patrimoine financier 2012					0											
010.001.01	DCA	VOT	Patrimoine financier de la VdG :			06.09.2010 11.12.2010	150'000			100'000		0	0	0	0	0	0	0	0
	807/1/CA		Mandat d'expertise immobilière					0											
Totaux du sous-groupe fonctionnel :								350'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
								0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
								Dép. totales :										200'000	
11 Logements nouveaux																			
Nombre d'objets : 2																			
011.052.02	DFL	VOT	Fondation Ville de Genève pour logement social :			19.01.2005 15.02.2006	20'000'000			1'000'000		1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000
	377		Financement de la fondation					1'000'000		1'000'000		1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	900'000	900'000
011.056.01	ARC	VOT	Jean-Calvin, Pélisserie (angle), rues :			22.06.2009	1'950'000		0	600'000		500'000		0	0	0	0	0	0
	713		Concours, études imm. logements, espaces publics			28.04.2010		0	850'000		0			0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :								21'950'000	1'000'000	1'600'000	1'500'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000
								1'000'000	1'850'000	1'850'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	900'000	900'000
								Dép. totales :										13'850'000	
12 Logements existants																			
012.002.07	BAT	VOT	Navigation 36 - 38, rue de la :			15.09.2009	400'000			150'000		0	0	0	0	0	0	0	0
	721/2		Etude de rénovation des immeubles			12.12.2009		0											
012.002.21	BAT	VOT	Royaume 10, rue :			06.09.2010	400'000			250'000		0	0	0	0	0	0	0	0
	808/2		Etude de rénovation de l'immeuble			11.12.2010		0											
012.002.27	BAT	VOT	Royaume 12, rue :			06.09.2010	400'000			250'000		0	0	0	0	0	0	0	0
	808/3		Etude de rénovation de l'immeuble			11.12.2010		0											
012.034.02	ARC	VOT	St-François 4, pl. Villa Freundler [091.009/061.104]			12.05.2009	3161'000			1'600'000		0	0	0	0	0	0	0	0
	700/1		Travaux de rénovation de la villa			19.05.2010		530'000											
012.038.05	BAT	VOT	Lissignol 8, rue :			08.06.2010	2'997'800			900'000		0	0	0	0	0	0	0	0
	791		Rénovation de l'immeuble [St 0.35]			18.01.2011		0											

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1137

Crédits d'investissements votés										Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)							VOT
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation		Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut												
Statut	N° PR	Libellé				2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
012.043.03	BAT 808/4	Cordiers 8, rue des : Etude pour rénovation & surélévation de l'immeuble		06.09.2010 11.12.2010	500'000			300'000		0		0		0		0	
012.044.04	ARC 648	Etuves 15, rue des : [lié à Grenus 2] Rénovation du bâtiment		14.10.2008 11.03.2009	3826'000			750'000 1'800'000	1'204'000		0		0		0		0
012.044.06	ARC 649	De-Grenus 2, pl. : [lié à Etuves 15] Rénovation du bâtiment		14.10.2008 11.03.2009	2'869'700			1'000'000 800'000		0		0		0		0	
012.047.05	ARC 808/5	Industrie, 7-9, rue de l' : [011.047/012.047] Etude compl. rénov. & construction logements		06.09.2010 11.12.2010	320'000			150'000		0		0		0		0	
012.060.10	ARC 721/4	Grottes 8, 10, Amis 9, rues des : Etude constr. & rénov. immeubles logements		15.09.2009 12.12.2009	650'000			220'000		0		0		0		0	
012.069.10	ARC 801	Lausanne 27, rue de : [040.002.02] Rénovation & surélévation du bâtiment [St 0.33]		14.09.2010 23.05.2011	5'840'000			2'200'000 1'800'000	1'300'000		0		0		0		0
012.089.04	BAT 846/1	Rousseau 7, rue : Rénovation de l'immeuble [St 0.27]		18.01.2011 08.06.2011	4'977'000			1'800'000 1'800'000		0		0		0		0	
012.089.06	BAT 846/2	Rousseau 7, rue : Aménagement cour de l'immeuble		18.01.2011 08.06.2011	195'500			100'000 95'500		0		0		0		0	
012.092.01	BAT 117	Tacomerrie 6, pl. de la : Etude de rénovation de l'immeuble		10.04.2001 15.01.2002	186'052			150'000		0		0		0		0	
012.099.03	BAT 808/6	Zürich 40, rue de : Etude complémentaire de rénovation de l'immeuble		06.09.2010 11.12.2010	330'000			100'000		0		0		0		0	
012.104.01	BAT 911/2	Tours de la Jonction, périmètre des : Concours, préétudes de rénovation		14.09.2011 13.12.2011	400'000			200'000		0		0		0		0	
012.810.06	ENE 718	Dpt Constructions et aménagement : Travaux liés à la politique énergétique PF		22.06.2009 16.02.2010	4'036'000			400'000		0		0		0		0	
012.811.02	ENE 856/2	Divers bâtiments localifs : Politique énergétique, travaux chaufferies		15.02.2011 12.10.2011	1'382'000			500'000		0		0		0		0	

Crédits d'investissements votés											VOT
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire N° PR	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)						
					2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024	
012.811.06 VOT	ENE 905/2	Patrimoine financier : Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	14.09.2011 21.03.2012	1'136'000	500'000 500'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					11'520'000 7'325'500	2'504'000	0 0	0 0	0 0	0 0	
Nombre d'objets : 19					Dép. totales : 21'349'500						
TOTALS DU GROUPE FONCTIONNEL :					12'720'000 8'325'500	4'104'000 1'850'000	1'500'000 1'000'000	1'000'000 1'000'000	1'000'000 1'000'000	1'000'000 900'000	
Nombre d'objets : 23					Dép. totales : 35'399'500						
20 INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE											
020.003.01 VOT	ARC 838	François-Grati, rue : Concours, étude imm. logements & ateliers d'artistes	23.11.2010 28.06.2011	1273'000	200'000 600'000	473'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
020.005.02 VOT	BAT 735	Vélodrome 2, rue du, Cité Jonction : Mise en conformité & entretien centre artisanal	14.10.2009 23.03.2011	9734'700	3'000'000 500'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
020.005.04 VOT	BAT 880	Vélodrome 2, rue du, Cité Jonction : Travaux complémentaires zone parking	19.04.2011 19.04.2011	594'000	170'000 100'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
020.014.09 VOT	ARC 886	Châtelaine 43, av. de, ZIC : Etude image directrice & projet d'Escoplie	17.05.2011 26.06.2012	1'120'000	400'000 300'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
020.028.01 VOT	BAT 737	Giuseppe-Motta 20, av. : (Mortatomm) Etude rénovation enveloppe des ateliers d'artistes	13.10.2009 21.03.2012	350'000	150'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
020.030.02 VOT	DFL 711	Fondetec : Financement du capital de dotation	10.06.2009 16.02.2010	10'000'000	2'500'000 2'500'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
020.031.02 VOT	GCI 775/3	Longemalle, place de : [081.016/102.005] Achat & mise en fonction pavillon commercial	23.03.2010 18.01.2011	249'000	249'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					6'669'000 4'000'000	473'000	0 0	0 0	0 0	0 0	
Nombre d'objets : 7					Dép. totales : 11'142'000						
TOTALS DU GROUPE FONCTIONNEL :					6'669'000 4'000'000	473'000	0 0	0 0	0 0	0 0	
Nombre d'objets : 7					Dép. totales : 11'142'000						

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1139

Crédits d'investissements votés														VOT
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)								
						2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024			
30 ECOLES PUBLIQUES ET PARASCOLAIRES														
30 Constructions existantes														
030.021.04	ARC	VOT	Saint-Jean 12, rue de, Ecole St-Jean : Rénovation du groupe scolaire [061.061]	10.11.2009 17.02.2010	12'310'000	560'000	0	0	0	0	0	0	0	0
030.021.06	ECO	VOT	Saint-Jean 12, rue de, Ecole St-Jean : Equipement en mobilier	10.11.2009 17.02.2010	787'000	80'000	0	0	0	0	0	0	0	0
030.035.06	ECO	VOT	Carl-Vogt 69, boulevard : Réfection partielle de l'école & place de jeux	24.03.2010 27.04.2010	1'748'000	940'000	0	0	0	0	0	0	0	0
030.035.08	ARC	VOT	Village-Suisse, rue du : Travaux préparatoires terrain & remise en état	27.04.2010 27.04.2010	443'000	130'000	0	0	0	0	0	0	0	0
030.089.05	ARC	VOT	Berne 50, rue de, Ecole de Pâquis-Centre : Etude rénovation enveloppe du bâtiment	23.03.2010 13.10.2010	1'950'000	900'000	100'000	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						17'238'000	2'610'000	100'000	0	0	0	0	0	0
							750'000	0	0	0	0	0	0	0
						Dép. totales :								3'460'000
31 Nouvelles constructions														
031.068.08	ARC	VOT	Chandieu, périmètre de : Concours, étude d'aménagement	23.03.2010 14.09.2010	4'100'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0
031.095.03	ARC	VOT	Saint-Georges 21, bd de : [043.053.02] Concours constr. crèche, salle gym, rest. scolaire	02.11.2010 17.05.2011	1'570'000	770'000	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						5'670'000	2'270'000	0	0	0	0	0	0	0
							390'000	0	0	0	0	0	0	0
						Dép. totales :								2'660'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :						22'908'000	4'880'000	100'000	0	0	0	0	0	0
							1'140'000	0	0	0	0	0	0	0
						Dép. totales :								6'120'000

Crédits d'investissements votés													VOT
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)							
						2013	2015	2017	2019	2021	2023	2024	
						2014	2016	2018	2020	2022			
40 CULTURE & LOISIRS													
40 Culture & loisirs (équipements généraux)													
040.002.02			ARC Lausanne 27A, rue de : [012.069.10]	14.09.2010	2'812'000	1'000'000	720'000	0	0	0	0	0	
VOT			802 Constr. d'un bâtiment d'ateliers d'artistes	12.10.2011		850'000	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						2'812'000	720'000	0	0	0	0	0	
						850'000	0	0	0	0	0	0	
						Dép. Totales : 25'00'000							
41 Bibliothèques, discothèques, vidéothèques													
Nombre d'objets : 1													
041.022.06			BGE Bibliothèques scientifiques du DC :	16.09.2008	10'000'000	1'000'000	1'300'000	1'500'000	1'400'000	0	0	0	
VOT			629 Catalogue rétrospectif des collections	23.03.2010		1'000'000	1'000'000	1'200'000	0	0	0	0	
041.022.08			BGE Bibliothèques BGE et CJB :	23.11.2010	600'000	250'000	0	0	0	0	0	0	
VOT			836 Désacidification d'ensembles patrimoniaux	09.05.2012		250'000	0	0	0	0	0	0	
041.022.10			BGE Tour 2, passage de la, CIG :	15.02.2011	2'400'000	150'000	0	0	0	0	0	0	
VOT			852 Achat du Fonds photographique Boissonnas	23.05.2011		100'000	0	0	0	0	0	0	
041.028.03			DSIC Bibliothèques et discothèques municipales :	18.05.2005	1'479'000	200'000	160'000	0	0	0	0	0	
VOT			408/1 Evolution systèmes information & communication	08.11.2005		160'000	80'000	0	0	0	0	0	
041.031.00			BGE Bastions, parc des :	23.11.2010	500'000	200'000	0	0	0	0	0	0	
VOT			837/5 Genevens@ : prestations de numérisation	16.02.2011		250'000	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						14'979'000	1'460'000	1'500'000	1'400'000	0	0	0	
						1'760'000	1'080'000	1'200'000	0	0	0	0	
						Dép. Totales : 10'200'000							
42 Musées, conservatoire & jardin botaniques													
Nombre d'objets : 5													
042.009.09			ARC Charles-Galland 2, rue - MAH :	12.10.2011	2'925'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	
VOT			922 Etude cpl extension & réaménagement musée	08.05.2012		700'000	0	0	0	0	0	0	
042.024.04			ARC Impératrice 1, ch de - CJB, BOT V : [Fr. 0 net]	20.01.2009	11'828'600	1'500'000	0	0	0	0	0	0	
VOT			664/1 Construction 5ème étape (herbier, esp. public, etc.)	13.05.2009		0	0	0	0	0	0	0	
042.024.10			CJB Impératrice 1, ch de - CJB, BOT V : [Fr. 0 net]	20.01.2009	82'100	0	40'000	0	0	0	0	0	
VOT			664/4 Déplacement des collections herbier	13.05.2009		0	0	0	0	0	0	0	

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1141

Crédits d'investissements votés																	VOT	
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
						2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
042.034.06	ARC	VOT	Carl-Vogt 65, boulevard - MEG : [Fr. 40 mio net] Agrandissement et rénovation du musée	13.10.2009 23.03.2010	63490'000	15'000'000 10'000'000		5'400'000 3'300'000		0	0	0	0	0	0	0	0	
042.034.10	DSIC	VOT	Carl-Vogt 65, boulevard - MEG : Equipement matériel informatique & télécommunication	13.10.2009 23.03.2010	212'400	100'000 110'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
042.034.12	MEG	VOT	Carl-Vogt 65, boulevard - MEG : Equipement salles d'exposition et ateliers	13.10.2009 23.03.2010	1773'000	117'000 500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
042.037.06	ARC	VOT	Lausanne 192, rte. de. - CJB : [CHF 0 net] Rénovation bâtiment "La Console" & maison jardinier	19.04.2011 20.03.2012	132'759'21	4'000'000 4'000'000	3'000'000 1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
042.037.08	CJB	VOT	Lausanne 192, rte. de. - CJB : [CHF 0 net] Mobilier pour "La Console" & maison jardinier	19.04.2011 20.03.2012	501'100	0 375'000	126'100 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
042.041.03	BAT	VOT	Gourgas 7, rue. BAC : Etude dépollution, enveloppe et aménagement	08.06.2010 18.01.2011	2400'000	100'000 900'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
042.095.03	ARC	VOT	Saint-Georges 21, bd., Stand, rue du : Concours, étude constr. dépôt collections patrim.	17.09.2008 06.04.2009	3150'000	400'000 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
042.095.04	GCI	VOT	Stand 20, rue du; écoquartier Jonction : [081.095] Réalisation enceintes de fouilles, dépollution qpl	14.09.2011 12.10.2011	8465'000	5200'000 1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						106'103'121	29'870'000 18'085'000	8'666'100 4'300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Nombre d'objets :						11												
Théâtres & concerts																		
043.006.10	BAT	VOT	Philosophes 6, bd. des, "La Comédie" : Mise en conformité des voies de fuite	12.10.2010 17.05.2011	1981'000	300'000 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
043.007.02	ARC	VOT	Gare-des-Eaux-Vives, av. de la : Concours & étude implantation Nouvelle Comédie	06.06.2006 20.02.2008	4000'000	500'000 300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
043.009.17	BAT	VOT	Théâtre 11, bd. du, Grand-Théâtre : Etude compl. rénovation partielle du bâtiment	18.01.2011 12.10.2011	2000'000	800'000 800'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1143

Crédits d'investissements votés															VOT				
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire		Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)													
	N° PR					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						2'552'000	1'090'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
							400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :						3	168'254'221	45'460'300	15'659'700	1'500'000	1'400'000	1'400'000	0	0	0	0	0	0	0
							31'142'700	5'380'000	1'200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :						31	Dép. totales : 101'742'700												
50 SPORTS																			
050.014.01 VOT	ARC 41	Frontenex 7, plateau de, Stade de Frontenex : Etude rénovation & constructions install. sportives		07.10.1987 26.04.1988	545'000	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
050.046.05 VOT	BAT 911/4	Neuchâtel 47, rue de, Pâquis Centre : Etude pour la réflexion complète de la piscine		14.09.2011 13.12.2011	150'000	50'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
050.065.01 VOT	ARC 750	Eaux-Vivres, site de la gare des : [061.048] Concours, étude logements & équipements publics		10.11.2009 23.11.2011	4'900'000	0	1'400'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
050.065.04 VOT	GCI 917	Eaux-Vivres, pôle de la gare des : Travaux de prétravalement		26.09.2011 22.02.2012	14'472'000	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
050.066.02 VOT	ECO 811	Divers lieux & parcs municipaux : Construction d'équipements sportifs simples		14.09.2010 20.04.2011	899'175	190'000	190'000	160'000	160'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
050.067.02 VOT	BAT 839	Petit-Bel-Air, quartier, Chêne-Bourg : Plus-value construction terrain de football		23.11.2010 22.02.2012	828'240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						6	21'794'415	840'000	1'590'000	1'660'000	0	0	0	0	0	0	0	0	
							1'618'240	1'560'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :						6	21'794'415	840'000	1'590'000	1'660'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
							1'618'240	1'560'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :						6	Dép. totales : 7'268'240												

Crédits d'investissements votés															VOT		
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
						2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
60 SOCIAL																	
60 Social (équipements généraux)																	
060.011.01	ARC	VOT	Piachaud 4, rue, "Ancien manège" ; 874 Concours, études création espace de quartier	19.04.2011 11.10.2011	17'00'000	850'000	650'000	150'000	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						1'70'000	850'000	150'000	0	0	0	0	0	0	0	0	
						650'000	Dép. totales : 1'650'000										
61 Enfance & jeunesse																	
Nombre d'objets : 1																	
061.017.05	ARC	VOT	De-Châteaubriand 2, place : PA-97 Etude de surélévation de la crèche	13.05.2009 23.05.2011	600'000	160'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
061.021.05	BAT	VOT	Madeline 16, rue de la : 807/2 Etude réfect. enveloppe & réaménagement crèche	06.09.2010 11.12.2010	400'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
061.025.06	ARC	VOT	Lamarline 2, rue, "Les Gazouillis" ; 804/1 Agrandissement & transformation de l'EVE	14.09.2010 23.05.2011	8'232'000	3000'000	1'700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
061.025.08	SDPE	VOT	Lamarline 2, rue, "Les Gazouillis" ; 804/2 Mobilier, jeux & matériel pour l'EVE	14.09.2010 23.05.2011	168'000	168'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
061.056.01	BAT	VOT	Frontenex 54, rte, "Villa Ambrosetti" ; 927 Etude transf. en crèche & appartements relais	02.11.2011 09.05.2012	400'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
061.057.02	DCA	VOT	Cluse, bd., (future parcelle N° 4206) ; 844/1 Acquisition d'une nouvelle crèche	18.01.2011 23.11.2011	6'690'000	0	0	6'690'000	0	0	0	0	0	0	0	0	
061.057.04	SDPE	VOT	Cluse, bd., (future parcelle N° 4206) ; 844/2 Mobilier, jeux et matériel nouvelle crèche	18.01.2011 23.11.2011	250'500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
061.059.04	BAT	VOT	Rothschild 27, rue : [072.004] 872/1 Aménagement d'une crèche & de locaux APM	19.04.2011 22.02.2012	3'866'000	1'700'000	2'366'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
061.059.06	SDPE	VOT	Rothschild 27, rue : 872/2 Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	19.04.2011 22.02.2012	115'000	115'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
061.061.02	SDPE	VOT	Saint-Jean 12, rue, "Pomme d'Api" : [030.021] 748/3 Equipement en mobilier du jardin d'enfants	10.11.2009 17.02.2010	57'500	57'500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

Crédits d'investissements votés											VOT
N° Groupe Gestionnaire		Localisation Libellé		Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)					
N° PFI	Statut	N° PR				2013	2015	2017	2019	2021	2023
						2014	2016	2018	2020	2022	2024
061.104.02 VOT	DEJ 700/3		St-François 4, pl. Villa Freundler [012.034/091.009] Mobilier et équipements, activités jeunesse	12.05.2009 19.05.2010	21'600	21'600	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						5'622'100	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :						4'316'500	6'690'000	0	0	0	0
Dép. totales :						16'628'600					
64 Centres sociaux											
064.027.01 VOT	ARC 574/8/CA		Vermont 21, rue de : Etude rénovation villa - "Point deau"	08.10.2007 22.06.2008	150'000	50'000	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						50'000	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :						0	0	0	0	0	0
Dép. totales :						50'000					
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :											
Nombre d'objets :						22'650'600	150'000	0	0	0	0
Dép. totales :						4'966'500	6'690'000	0	0	0	0
Dép. totales :						18'328'600					
70 SECURITE PUBLIQUE											
70 Sécurité publique (équipements généraux)											
070.002.00 VOT	DSIC 569		Dpt Environnement urbain et sécurité : POL YCOM - Réseau radio national sécurité	09.10.2007 16.01.2008	5'350'377	750'000	440'000	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						750'000	440'000	0	0	0	0
Dép. totales :						750'000	440'000	0	0	0	0
Dép. totales :						2'380'000					
71 Etat civil											
071.003.00 VOT	CIV 837/3		Mairie 37, rue de la : Numérisation des registres d'état civil	23.11.2010 16.02.2011	461'000	200'000	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						461'000	200'000	0	0	0	0
Dép. totales :						0	0	0	0	0	0
Dép. totales :						200'000					

Crédits d'investissements votés													VOT
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)							
						2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024		
72 Police municipale													
072.004.02 VOT	CMAI 872/3		Rothschild 27, rue : [061.059] Acquisition de mobilier et de matériel	19.04.2011 22.02.2012	98'000	0 98'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						98'000	0 98'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Nombre d'objets :						Dép. Totales : 98'000							
73 Service incendie													
073.019.03 VOT	BAT 933		Batailleux 3, rte des; Halle 7; SIS : Etude construction nouvelle caserne	22.11.2011 22.02.2012	6'500'000	2'000'000 2'000'000	1'800'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
073.028.04 VOT	SIS 815/1a5		Vieux-Billard 11, rue du : Renouvellement, assainissement parc véhicules SIS	14.09.2010 19.04.2011	11'770'000	3'800'000 2'000'000	1'800'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
073.030.04 VOT	DSIC 665/2		Etraz 128, route de l' Versoix : Connexion au réseau VG du CECOFOR	20.01.2009 18.05.2009	500'000	200'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						18'770'000	6'000'000 4'000'000	3'600'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Nombre d'objets :						3	Dép. Totales : 13'600'000						
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :						24'679'377	6'950'000 4'848'000	4'040'000 440'000	0 0	0 0	0 0	0 0	
Nombre d'objets :						6	Dép. Totales : 16'278'000						
80 HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE													
81 Protection des eaux													
081.003.03 VOT	GCI 354		Dpt Constructions et aménagement : Plan général d'évacuation des eaux (PGEE)	08.09.2004 18.05.2005	5'767'360	900'000 800'000	700'000 500'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
081.065.10 VOT	GCI 753/3		Mail, avenue du : [091.018.10/12] Construction & rénovation collecteurs	01.12.2009 23.05.2011	858'540	250'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
081.068.02 VOT	GCI 799/3		Chantepoulet, square de : [102.750.14 - 082.027.02] Assainissement du réseau de collecteurs	29.06.2010 28.06.2011	464'100	260'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
081.095.02 VOT	GCI 625		Ancienne usine à gaz Coullouvrenière : [091.095] Travaux d'assainissement du site	23.06.2008 04.11.2008	28'299'000	850'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	

Crédits d'investissements votés															VOT
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire N° PR	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)										
					2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024					
081.095.04 VOT	GCI 906/1	Stand 20, rue du; écoquartier Jonction : [042.095] Dépollution complémentaire du terrain	14.09.2011 12.10.2011	10792'600	4000'000 2'000'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
081.099.02 VOT	GCI 861/2	Saint-Antoine, bastion de : [091.083.02] Construction des réseaux de collecteurs	15.02.2011 30.01.2012	504'000	504'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					6'764'000 2'800'000	700'000 500'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Nombre d'objets :					Dép. totales : 10764'000										
6															
82	Enlèvement & traitement des déchets														
082.015.12 VOT	LOM 869/1-2	Dpt Environnement urbain et sécurité : Renouvellement véhicules VVP - FUN	19.04.2011 27.06.2011	2810'000	800'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
082.015.50 VOT	LOM 877	Dpt Environnement urbain et sécurité : Acquisition matériel viabilité hivernale	19.04.2011 02.11.2011	1700'000	200'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
082.027.02 VOT	BAT 799/2	Chantepoulet, square de : [102.750.14 - 081.088.02] Réfection enveloppe & transformation école VVP	29.06.2010 28.06.2011	733'000	0 200'000	0 0	533'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					5'243'000 200'000	533'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Nombre d'objets :					Dép. totales : 1733'000										
3															
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					51928'600 7'764'000	1233'000 3'000'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Dép. totales :					12497'000										
9															
90	AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG														
91	Parcs & promenades														
091.000.01 VOT	SEV 911/5	Espaces verts municipaux : Etudes diverses d'aménagement	14.09.2011 13.12.2011	150'000	50'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
091.009.02 VOT	SEV 700/2	St-François 4, place, parc Villa Freundler : Réaménagement du parc [012.034/061.104]	12.05.2009 19.05.2010	540'000	100'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
091.081.03 VOT	SEV 225	Eugène-Rigot 5, ch., Campagne Rigot : Etude de restauration de la campagne	25.06.2002 10.09.2003	690'000	300'000 50'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	

Crédits d'investissements votés													VOT
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)							
						2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024		
091.083.02 VOT	GCI 861/1		Saint-Antoine, bastion de : [091.099.02-04] Travaux d'aménagement	15.02.2011 30.01.2012	3'324'000 0	1'800'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0		
091.091.02 VOT	SEV 707		Parcs et domaine public : Entretien et renouvellement du patrimoine arboré	10.06.2009 29.06.2010	5'238'000	1'300'000 1'300'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0		
091.095.03 VOT	SAM 641/2		Saint-Georges 21, bd., Stand, rue du : Etude d'aménagement espaces publics & collectifs	17.09.2008 06.04.2009	442'000	200'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0		
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						10'384'000	3'750'000 1'350'000	1'300'000 0	0 0	0 0	0 0		
						Dép. totales : 6'400'000							
92	Moyens de gestion des espaces verts												
Nombre d'objets :						6							
092.012.05 VOT	BAT 911/6		Lausanne 118-120, rue de, SEVE : Etude pour rénovation enveloppe & combles	14.09.2011 13.12.2011	250'000	100'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0		
092.017.07 VOT	ARC 911/7		Frontenex 71, rte de, parc La Grange, "La Ferme": Etude de rénovation du bâtiment	14.09.2011 13.12.2011	180'000	100'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0		
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						430'000	200'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0		
						Dép. totales : 200'000							
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :						10'814'000	3'950'000 1'350'000	1'300'000 0	0 0	0 0	0 0		
						Dép. totales : 6'600'000							
100	AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC												
Nombre d'objets :						8							
100	Aménagement DP (en général)												
Nombre d'objets :						1							
100.000.06 VOT	DCA 911/8		Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses aménag. du domaine public 2012	14.09.2011 13.12.2011	200'000	100'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0		
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						200'000	100'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0		
						Dép. totales : 100'000							

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1149

Crédits d'investissements votés																	VOT
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire N° PR	Localisation Libellé	Dates de dépot et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
					2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024							
101 Rues, routes & ouvrages d'art																	
101.004.03 VOT	SAM 393/1	Dpt Constructions et aménagement : Promotion du vélo, études	16.03.2005 17.05.2006	900'000	120'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.004.04 VOT	GCI 393/2	Dpt Constructions et aménagement : Promotion du vélo, réalisations	16.03.2005 17.05.2006	1'940'000	50'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.044.05 VOT	SAM 679	Paix, av. de la; Eugène-Rigot, ch : Etudes circulation et aménagements urbains	11.03.2009 18.05.2010	815'000	100'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.072.24 VOT	GCI 732/1	Saint-Jean, rue de (tronçon Délices, Jean-Jacques) : Travaux d'aménagement de la rue [081.021.12]	14.10.2009 28.04.2010	7'871'710	300'000 1'540'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.091.01 VOT	SAM 331	Dpt Constructions et aménagement : Etude de revêtements antibruit OPB	09.03.2004 05.10.2004	2'760'000	650'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.110.02 VOT	GCI 894/1	Ferney, rte de : Aménagements en lien avec le PLQ N° 28732	07.06.2011 22.02.2012	713'440	100'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.110.04 VOT	GCI 894/2	Ferney, rte de : Mesures d'accompagnement du PLQ N° 29482	07.06.2011 22.02.2012	2'192'500	100'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.110.06 VOT	GCI 894/3	Ferney, rte de & Sous-Bois, ch. de : Réaménagement de la route & du chemin	07.06.2011 22.02.2012	1'802'735	200'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.400.24 VOT	GCI 820	Couverture des voies CFF de St-Jean : Entretien équipements sécurité sorties de secours	12.10.2010 16.02.2011	559'000	340'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.702.10 VOT	GCI 909	OPB - Diverses rues : Travaux d'assainissement du bruit routier	14.09.2011 21.03.2012	7'924'300	2'200'000 2'200'000	1'600'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.860.06 VOT	GCI 860/1	Coudriers, chemin des : [081.098.02] Réaménagement du chemin	15.02.2011 26.09.2011	2'253'200	1'690'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.900.08 VOT	SAM 694/1a3	Domaine public - Plan lumière : [Fr. 4.2 mio net] Remplacement 4'500 luminaires, systèmes régulation	01.04.2009 16.09.2009	5'900'000	400'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
101.900.12 VOT	SAM 695	Domaine public - Plan lumière : Remplacement 450 supports d'éclairage public	01.04.2009 16.09.2009	1'632'000	300'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	

Crédits d'investissements votés										VOT
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire N° PR	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)					
					2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024
101.900.15 VOT	SAM 911/10	PL - Domaine public, projets pilotes : Etude de renouvellement des éclairages publics	14.09.2011 13.12.2011	150'000	50'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
101.900.28 VOT	SAM 911/11	Neuve, place de : Etude rénovation EP & illuminations des façades	14.09.2011 13.12.2011	100'000	50'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					9'350'000 3'740'000	1'600'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0
					Dép. Totales : 14'650'000					
102 Places, rues résidentielles, trafic modéré					15					
102.005.06 VOT	GCI 775/1	Longemalle, place, Fontaine, r. : [081.016/020.031] Réaménagement de la place et de la rue	23.03.2010 18.01.2011	546'7'000	1'900'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
102.020.01 VOT	GCI 172	Dpt Constructions et aménagement : Aménag. zones circulation à 30 km/h, 1ère étape	04.12.2001 12.02.2003	3'685'000	1'000'000 560'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
102.020.02 VOT	GCI 784	Cluse-Roseraie, Mervelet, Délices, quartiers : Améliorations et création zones 30 km/h.	27.04.2010 19.01.2011	1'289'030	900'000 280'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
102.020.05 VOT	SAM 911/12	Dpt Constructions et aménagement : Etudes aménagement de zones 30 km/h.	14.09.2011 13.12.2011	80'000	40'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
102.033.03 VOT	SAM 387	QV - Mont-Blanc, pont du : [101.400.06] Etude de l'élargissement du pont	15.02.2005 08.11.2006	1'420'000	200'000 200'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
102.038.05 VOT	SAM 246	De Grenus, place, Rousseau, Etuves, rues : Etude d'aménagement urbain	19.11.2002 20.01.2005	468'000	100'000 100'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
102.065.01 VOT	SAM 274	Beulet, Saint-Jean, rues, Afre, contre-route : Etude d'aménagements urbains	12.03.2003 03.12.2003	1'062'000	200'000 150'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
102.066.01 VOT	SAM 273	Eaux-Vivres, Montchoisy, rues : Etude d'aménagement urbain	12.03.2003 07.04.2004	1'020'000	125'000 125'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
102.066.02 VOT	GCI 273	Eaux-Vivres, Montchoisy, rues : Réalisation d'aménagements urbains	12.03.2003 07.04.2004	3'200'000	750'000 800'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
102.067.01 VOT	SAM 46	Jonction, quartier de la : Etude de mesures d'aménagement urbain	18.04.2000 26.04.2002	522'500	50'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1151

Crédits d'investissements votés				Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)										VOT		
N° Groupe Gestionnaire	N° PFI	Localisation	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
N° PR	Statut	Libellé														
GCI 586/1	102.090.00 VOT	Chabrey, rue : Travaux modernisation trafic, aménag. & assainissement	15.01.2008 24.06.2008	685'250	260'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GCI 613/2	102.096.02 VOT	Doctoresse-Champendal, ch. : [081.062.02] Aménagement en rue résidentielle	20.05.2008 17.12.2008	514'760	510'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GCI 865/1	102.500.02 VOT	TCOB - ZP - Simon-Goulart, place : [081.500.12] Travaux d'aménagement places & abords	22.03.2011 12.10.2011	4'337'000	2'000'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DCA 292	102.502.01 VOT	Dpt Constructions et aménagements : CEVA - Etudes d'aménagements [081.502]	23.06.2003 21.01.2004	2'300'000	300'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GCI 794	102.550.02 VOT	GP - Eugène-Rigot, ch., Kazem-Radjavi, r. lien : Construction d'une passerelle piétonne	14.09.2010 16.02.2011	16'335'000	2'900'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAM 807/4	102.551.02 VOT	GP - Eaux-Vives, quai marchand des : Etude d'aménagement promenade et quai marchand	06.09.2010 11.12.2010	200'000	100'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAM 911/13	102.600.03 VOT	QV - Domaine public, abords des écoles : Etudes pour la sécurité des cheminements	14.09.2011 13.12.2011	200'000	100'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GCI 912/1-2	102.600.04 VOT	Genêts & Hugo-de-Senger, écoles : Aménagements sécurité Itinéraires scolaires	14.09.2011 20.03.2012	641'000	200'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAM 911/14	102.600.27 VOT	QV - Kazem-Radjavi, rue : Etude d'aménagement existant et prolongation	14.09.2011 13.12.2011	190'000	90'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GCI 799/1	102.750.14 VOT	ZP - Chantepoulet, square de : [081.068 - 082.027] Travaux d'aménagement	29.06.2010 28.06.2011	2'033'500	200'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GCI 819/1	102.750.16 VOT	ZP - Pradier, square : [081.069.02] Travaux d'aménagement	12.10.2010 18.05.2011	3'240'000	1'400'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAM 816/1	102.750.25 VOT	Grottes, place des : Etude d'aménagement (atelier urbain concertation)	14.09.2010 22.03.2011	185'000	80'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAM PA-110	102.752.01 VOT	ZP - Initiative populaire "200 rues sont à vous" : Etudes mesures d'aménagement et de circulation	18.05.2010 29.06.2010	2'225'000	500'000		500'000	560'000								

Crédits d'investissements votés														VOT	
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)									
						2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
102.752.03	SAM		ZP - Première étape de piétonisation :	09.06.2010	2'335'000	0	400'000	400'000	400'000	335'000	0	0	0	0	0
102.752.20	GCI		Etudes d'aménagements et de circulation	07.06.2011		400'000	400'000	400'000	400'000	0	0	0	0	0	0
			ZP - "200 rues sont à vous" IN-2 (166) :	15.02.2011	5'386'000	0	1'800'000	0	0	0	0	0	0	0	0
			Mesures à l'essai & places parc en compensation	30.01.2012		2'000'000	1'586'000	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						59'021'040	13'905'000	2'800'000	400'000	335'000	0	0	0	0	0
							5'415'000	2'546'000	400'000	0	0	0	0	Dép. totales :	25'801'000
103 Parkings publics															
103.004.05	SAM		Cornavin, place de :	14.09.2011	200'000	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	911/15		Etude aménagement de surfaces, déplacement trémie	13.12.2011		50'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						200'000	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0
							50'000	0	0	0	0	0	0	Dép. totales :	150'000
104 Bâtiments, édifices publics															
104.000.02	BAT		Dpt Constructions et aménagement :	12.05.2009	2'543'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	705		Rénovation des toilettes publiques - Etape 1	29.01.2010		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						2'543'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0
							0	0	0	0	0	0	0	Dép. totales :	200'000
106 Transports publics															
106.500.02	GCI		TCOB : [081.500.02]	23.06.2008	25'558'000	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	623/1		Travaux d'aménagement en liaison avec le tram	10.11.2008		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
106.500.06	GCI		TCOB - Diverses rues : [081.500.08]	23.06.2008	10'428'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	624/1		Aménagements liés déviations lignes de trolleybus	10.11.2008		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						35'986'000	3'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0
							0	0	0	0	0	0	0	Dép. totales :	35'000'000
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :						135'463'925	27'155'000	4'400'000	400'000	335'000	0	0	0	0	0
							9'205'000	2'546'000	400'000	0	0	0	0	Dép. totales :	44'441'000
Nombre d'objets :						45									

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1153

Crédits d'investissements votés																	VOT
N° PFI	Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
						2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
110 ADMINISTRATION GENERALE																	
111 Administration générale - objets mobiliers																	

Crédits d'investissements votés															VOT		
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
						2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
111.047.11	CMAI	VOT	Dpt Finances et logement : 722/1-2 9ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	16.09.2009 19.04.2011	2'844'800	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						8'880'000	3'100'000	900'000	700'000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép. totales :						6'970'000	1'900'000	700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
112 Administration générale - objets immobiliers																	
112.013.06	BAT	VOT	Divers bâtiments propriétés VDQ : 771 Mise à jour installations sécurité, mise en passe	16.02.2010 27.09.2010	2'299'000	700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
112.042.03	BAT	VOT	La Grange, villa : 807/6 Etude pour la rénovation des salons	06.09.2010 11.12.2010	400'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
112.061.01	BAT	VOT	Hôtel-de-Ville 5, rue de l' : 911/16 Etude pour réaménagement, rez et sécurisation bâtiment	14.09.2011 13.12.2011	150'000	70'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
112.811.02	ENE	VOT	Divers bâtiments administratifs : 856/1 Politique énergétique, travaux chaufferies	15.02.2011 12.10.2011	938'000	230'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
112.811.08	ENE	VOT	Patrimoine administratif : 905/1 Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	14.09.2011 21.03.2012	1'314'800	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						1'700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép. totales :						500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :						48'585'892	10'580'000	3'100'000	900'000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép. totales :						7'470'000	1'900'000	700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
120 PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT LOCAL																	
120.007.02	URB	VOT	Dpt Constructions et aménagement : 717 Maquette Ville de Genève - Digitalisation 73 plans	22.06.2009 02.11.2011	282'000	80'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
120.010.00	SAM	VOT	Voie verte, rives droite & gauche : 652/11 Etude d'aménagement [130.020.00]	14.10.2008 23.06.2009	150'000	30'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
120.011.01	SAM	VOT	Voie verte d'agglomération : 824 Etudes de faisabilité aménagement de six tronçons	12.10.2010 18.05.2011	991'500	460'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép. totales :						300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1155

Crédits d'investissements votés										VOT								
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
						2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						570'000	380'000	80'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :						Dép. totales :												
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :						570'000	380'000	80'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1'030'000
Nombre d'objets :						Dép. totales :												
130 ACQUISITION DE TERRAINS																		
130.015.00	DCA		Grottes, quartier des, îlots 5 et 7 : [130.023.02]	09.03.2005	600'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VOT	401		Recettes à recevoir, échanges fonciers (CHF 2.6 Mio)	17.05.2005		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
130.025.02	DCA		Miremont 23A, av. de :	27.06.2011	2741'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VOT	899		Acquisition de la parcelle N° 1795, droit préemption	27.06.2011		0	0	2741'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						0	0	2741'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :						Dép. totales :												
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :						0	0	2741'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2741'000
Nombre d'objets :						Dép. totales :												
TOTAUX GÉNÉRAUX :						591'481'282	134'060'400	36'229'700	5'960'000	2'735'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	900'000	900'000	900'000	900'000	900'000
Nombre d'objets :						178	77'445'940	23'607'000	3'300'000	2'735'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	900'000	900'000	900'000	900'000	2'882'380'400

Crédits d'investissements déposés au Conseil municipal

Opérations proposées par le Conseil administratif,
non votées, à l'étude du Conseil municipal

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1157

Crédits d'investissements déposés															DEP
N° PFI	Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)									
						2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024				
10 LOGEMENTS															
12 Logements existants															
012.001.04 DEP		BAT 902	Jean-Robert Chouet 4, rue : Rénovation de l'immeuble [St 0.51]	14.09.2011	3'450'000	1'400'000 1'550'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
012.001.16 DEP		ARC 904/1	Servette 36, rue de la : Rénovation immeuble & aménag. combles [St 0.52]	14.09.2011	4'912'900	800'000 1'600'000	2'000'000 5'000'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
012.001.18 DEP		ENE 904/2	Servette 36, rue de la : Installation centrale photovoltaïque	14.09.2011	69'400	69'400	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
012.015.04 DEP		ARC 903	Tour-de-Boel 7, rue de la : Rénovation de l'immeuble [St 0.48]	14.09.2011	4'476'253	1'800'000 1'700'000	760'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
012.040.04 DEP		BAT 895	Lissignol 10, rue : Rénovation de l'immeuble [St 0.38]	07.06.2011	5'101'000	2'500'000 1'900'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
012.060.04 DEP		BAT 916/1	Grottes 6, bbis, Amis 5, rues des : Rénovation des immeubles [St 0.34/0.28]	14.09.2011	13'984'000	0 0	1'000'000 3'000'000	5'000'000 4'984'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
012.060.06 DEP		BAT 916/2	Grottes 6, bbis, Amis 5, rues des : Pose cellules photovoltaïques en toiture	14.09.2011	185'000	0 0	0 0	185'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						32'178'553	6'500'000 6'819'400	3'760'000 3'500'000	5'185'000 4'984'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :						7	32'178'553	6'500'000 6'819'400	3'760'000 3'500'000	5'185'000 4'984'000	0 0	0 0	0 0	0 0	
Nombre d'objets :						7	7	0	0	0	0	0	0	0	
Dép. totales :							307'448'400								
30 ECOLES PUBLIQUES ET PARASCOLAIRE															
30 Constructions existantes															
030.083.04 DEP		ARC 949/1	Crêts-de-Champel 40, ch. des : Rénovation de l'école	20.03.2012	21'330'200	5'000'000 8'000'000	4'500'000 3'500'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	
030.083.06 DEP		ARC 949/2	Bertrand, parc : Réalisation école provisoire	20.03.2012	2'788'540	1'500'000 200'000	0 1'000'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	

Crédits d'investissements déposés																	DEP	
N° PFI	Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
						2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
030.083.08	DEP	ECO	Crêts-de-Champel 40, ch. des : Complément équipement en mobilier	20.03.2012	838'900	0	0	838'900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
030.083.10	DEP	ENE	Crêts-de-Champel 40, ch. des : Equipement centrale photovoltaïque en toiture	20.03.2012	137'400	0	0	137'400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						6'500'000	8'200'000	5'476'300	4'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
																Dép. totales :	24'676'300	
31 Nouvelles constructions																		
031.015.03	DEP	ARC	Lamarline 16bis, rue : Etude compl. restaurant, locaux parascolaires, SEVE	17.01.2012	797'000	300'000	440'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
031.071.08	DEP	ARC	Baulacre 8, rue, Ecole des Crottes : Construction salle gymnastique & locaux associatifs	25.06.2012	13'684'000	1'500'000	7'000'000	5'184'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
031.071.10	DEP	ECO	Baulacre 8, rue, Ecole des Crottes : Mobilier salle gymnastique & locaux associatifs	25.06.2012	382'000	100'000	0	282'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
031.071.12	DEP	ENE	Baulacre 8, rue, Ecole des Crottes : Equipement centrale photovoltaïque en toiture	25.06.2012	296'800	0	0	296'800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						15'159'800	1'800'000	5'762'800	7'540'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
																Dép. totales :	15'102'800	
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :						40'254'840	8'300'000	11'239'100	15'740'000	4'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0
																Dép. totales :	39'779'100	
40 CULTURE & LOISIRS																		
42 Musées, conservatoire & jardin botaniques																		
042.043.02	DEP	BAT	Impératrice 1, ch. de l' - CJB, BOT II & III : Rénovation & réorganisation intérieure bâtiments	21.02.2012	8'762'800	3'000'000	3'000'000	27'400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
042.043.04	DEP	CJB	Impératrice 1, ch. de l' - CJB, BOT II & III : Achat de mobilier & équipement	21.02.2012	735'500	0	735'500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1159

Crédits d'investissements déposés															DEP			
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Statut	Localisation Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
						2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
042.044.05	BAT		Puits-Saint-Pierre 6, rue du, Maison Tavel :	20.03.2012	990'000	790'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEP	951		Etude réflexion façades cour & install. techniques			0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						3'790'000	3'790'000	2'740'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :						3'735'500	3'735'500	0	0	0	0	Dép. totales : 10'265'500						
Nombre d'objets :						3												
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						10'488'300	10'488'300	2'740'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :						3'790'000	3'790'000	2'740'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :						3												
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						3'735'500	3'735'500	0	0	0	0	Dép. totales : 10'265'500						
50 SPORTS																		
050.002.04	BAT		Ecu 22 ch. de l', Centre sportif Bois-des-Frères :	09.05.2012	474'000	474'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEP	961/1		Remplacement gazon synthétique terrain football			0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
050.012.30	SPO		Bastions, Parc des :	25.06.2012	451'500	100'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEP	970		Achat d'une patinoire à glace			0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
050.012.35	URB		Queue d'Arve & Vernets, site sportif :	25.06.2012	200'000	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEP	971/3		Etude de l'image directrice			100'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
050.016.03	URB		Bout-du-Monde & Vessy, site sportif :	25.06.2012	200'000	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEP	971/2		Etude de l'image directrice			100'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
050.047.04	BAT		Vessy 31, rte de, Centre sportif Vessy :	09.05.2012	2'216'000	1'000'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEP	961/2		Transformation deux terrains football en synthétique			1'216'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
050.069.01	SPO		Dpt culture & sport :	25.06.2012	300'000	150'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DEP	971/1		Inventaire & diagnostic installations sportives			100'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						3'841'500	1'724'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :						1'516'000	1'516'000	0	0	0	0	Dép. totales : 3'440'000						
Nombre d'objets :						6												
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						3'841'500	1'724'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :						1'516'000	1'516'000	0	0	0	0	Dép. totales : 3'440'000						
Nombre d'objets :						6												
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						3'841'500	1'724'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :						1'516'000	1'516'000	0	0	0	0	Dép. totales : 3'440'000						

Crédits d'investissements déposés																DEP
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
					2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024						
60 SOCIAL																
63 Personnes âgées																
063.016.02 DEP	BAT 871/1	Espaces de quartiers - SOC (9 sites) : Rénovation des locaux	19.04.2011	4'381'000	250'000 450'000	900'000 900'000	900'000 981'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
063.016.04 DEP	SOC 871/2	Espaces de quartiers - SOC (9 sites) : Mobilier, matériel et signalétique	19.04.2011	799'000	82'000 308'200	308'200 55'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					332'000 758'200	1'208'200 955'000	900'000 981'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
					Dép. totales : 5'134'400											
64 Centres sociaux																
064.026.03 DEP	BAT 926	Saint-Jean 45, rue de : Etude maison d'hébergement d'urgence	22.09.2011	400'000	200'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					400'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
					Dép. totales : 200'000											
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					5'580'000 758'200	1'208'200 955'000	900'000 981'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
					Dép. totales : 5'334'400											
80 HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE																
81 Protection des eaux																
081.007.02 DEP	GCI 915/1	Boiserette & Le Corbusier, quartier de : [101.701] Prolongement collecteur intercommunal EP	14.09.2011	7'261'300	3'000'000 3'000'000	1'000'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
081.038.02 DEP	GCI 915/2	Malagnou, rte de : [101.701/081.007] Mise en séparatif réseau assainissement des eaux	14.09.2011	3'728'000	1'500'000 2'000'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
081.038.06 DEP	GCI 915/3	Charles-Martin, prom. & Malagnou, rte : [101.701] Mise en séparatif réseau assainissement des eaux	14.09.2012	3'912'000	1'800'000 2'000'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
081.502.01 DEP	GCI 957/3	CEVA - Eaux-Vives, secteur de la gare : [102.502] Etudes d'assainissement des eaux	18.04.2012	330'000	100'000 200'000	30'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					15'231'300 7'200'000	1'030'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0
					Dép. totales : 146'300'000											
Nombre d'objets :					4											

Crédits d'investissements déposés																DEP
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
84 Cimetières & crématoires																
084.005.07 DEP	BAT 939	Bâtire 13, ch. de la Crématoire de Saint-Georges : Etude rénov. enveloppe & install. techniques	17.01.2012	800'000	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					800'000	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					16'031'300	6'800'000	1'030'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép. Totales :					7'200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
90 AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG																
91 Parcs & promenades																
091.011.02 DEP	SEV 882	Parcs & squares publics : Remise en état des chemins piétonniers	19.04.2011	2'835'000	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					2'835'000	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					1	835'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép. Totales :					2'835'000	835'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
92 Moyens de gestion des espaces verts																
092.011.04 DEP	SEV 881	Parc La Grange, quai Wilson, Jardin Anglais : Installation arrosage automatique	19.04.2011	1'251'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					1'251'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					1	450'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					4'086'000	2'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép. Totales :					1'285'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
100 AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC																
101 Rues, routes & ouvrages d'art																
101.701.06 DEP	GCI 915/4	OPB - Malagnou, route de : [081.007/038 - 101.830] Pose de revêtement phonosorbant	14.09.2011	1'753'400	700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					1'753'400	700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dép. Totales :					1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements déposés																	DEP
N° PFI	Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
						2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024						
101.830.16 DEP		GCI 915/5	Rieu - Malagnou, secteur : Travaux d'aménagements liés PLQ 29588	14.09.2011	140'700	140'700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
101.900.16 DEP		SAM 935/1a3	PL - Domaine & parcs publics : Travaux amélioration de l'éclairage public	09.11.2011	526'000	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						1'240'700	1'240'700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
						1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
						Dép. Totales : 2'240'700											
Nombre d'objets : 3																	
102 Places, rues résidentielles, trafic modéré																	
102.502.03 DEP		SAM 957/1	CEVA - Eaux-Vives, site de la gare : [081.502] Etudes aménagements liés futures constructions	18.04.2012	2'397'600	600'000	600'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
102.502.05 DEP		SAM 957/2	CEVA - Eaux-Vives, nouvelle gare : [081.502] Etudes d'aménagement domaine public	18.04.2012	2'478'600	600'000	500'000	278'600	0	0	0	0	0	0	0	0	
102.750.24 DEP		SAM 956	ZP - Grottes, quartier des : Etudes d'aménagement zones piétonnes & rencontre	18.04.2012	548'000	200'000	348'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
102.755.01 DEP		SAM 907	ZP - Rhône, rue du : Etude de circulation & d'aménagement	14.09.2011	325'000	150'000	90'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						5'749'200	1'550'000	1'100'000	278'600	0	0	0	0	0	0	0	
						1'638'000	0	1'097'600	0	0	0	0	0	0	0	0	
						Dép. Totales : 5'664'200											
Nombre d'objets : 4																	
103 Parkings publics																	
103.005.04 DEP		GCI 965/1-2	Domaine public : Subvention & réalisation stations vélos (VLS)	25.06.2012	3'331'000	1'000'000	2'331'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :						3'331'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
						2'331'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
						Dép. Totales : 3'331'000											
Nombre d'objets : 1																	
104 Bâtiments, édifices publics																	
104.000.04 DEP		BAT 875	Dpt Constructions et aménagement : Rénovation des toilettes publiques - Etape 2	19.04.2011	4'260'000	1'700'000	760'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
						1'700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

1163

Crédits d'investissements déposés											DEP															
N° PFI		N° Groupe Gestionnaire		Localisation		Dates de dépôt		Coût déposé brut		Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)																
Statut		N° PR		Libellé						2013		2015		2017		2019		2021		2023						
										2014		2016		2018		2020		2022		2024						
Totaux du sous-groupe fonctionnel :											4'250'000		1'700'000		760'000		0		0		0		0			
Nombre d'objets :											1												Dép. totales :		41'600'000	
Transports publics																										
106																										
SAM		Plainpalais - Jonction, quartiers de :										960'000		0		0		0		0		0				
940		Rétablissement de la ligne de bus 32										0		0		0		0		0		0				
106.507.02		QV - Diverses rues - TPG :										200'000		0		0		0		0		0				
948		Réhaussement de 12 arrêts de tram										2'900'000		0		0		0		0		0				
Totaux du sous-groupe fonctionnel :											6'920'400		2'960'000		0		0		0		0		0			
Nombre d'objets :											2		22'680'700		8'450'700		1'860'000		278'600		0		0			
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :											9'569'000		1'097'800		0		0		0		0		0			
Nombre d'objets :											11												Dép. totales :		21'255'900	
ADMINISTRATION GENERALE																										
110		Administration générale - objets immobiliers																								
112																										
BAT		François-Dussaud 10, rue - GC /LOW/VVP :																								
840		Etude réaménagement dépôt, Halle vhc & bâtiments																								
112.030.01		23.11.2010																								
DEP																										
BAT		Tir 3, rue du :																								
950/1		Aménagement de quatre niveaux																								
112.060.04		20.03.2012																								
DEP																										
CMAI		Tir 3, rue du :																								
950/2		Acquisition mobilier complémentaire																								
112.060.06		20.03.2012																								
DEP																										
DSIC		Tir 3, rue du :																								
950/3		Distribution informatique & téléphonie																								
112.060.08		20.03.2012																								
DEP																										
Totaux du sous-groupe fonctionnel :											3'585'700		1'189'700		0		0		0		0		0			
Nombre d'objets :											4												Dép. totales :		11'897'000	
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :											3'585'700		1'189'700		0		0		0		0		0		0	
Nombre d'objets :											4												Dép. totales :		11'897'000	
													0		0		0		0		0		0			
													0		0		0		0		0		0			

Crédits d'investissements déposés										DEP									
N° PFI	Statut	N° Groupe Gestionnaire	N° PR	Localisation Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
							2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
120.012.01 DEP																			
120 PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT LOCAL																			
URB					17.04.2012	150'000	70'000												
954							80'000												
Totaux du sous-groupe fonctionnel :							150'000												
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :							150'000												
TOTAUX GÉNÉRAUX :							138'876'893												
Nombre d'objets :							46'703'100												
Dép. totales :																			

Projets actifs **PRA et N-PRA**

Y compris les nouveaux projets qui ne figuraient pas
au précédent plan financier (N-PRA)

Projets actifs										PRA & N-PRA					
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)										
					2013 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
10 Logements (en général)															
010.000.07 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine financier 2013/14	2012	200'000	100'000 100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010.000.09 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine financier 2015/16	2014	200'000	0 0	100'000 100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010.000.11 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine financier 2017/18	2016	200'000	0 0	0 0	100'000 100'000	0	0	0	0	0	0	0	0
010.000.13 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine financier 2019/20	2018	200'000	0 0	0 0	0 0	0 0	100'000 100'000	0	0	0	0	0	0
010.000.15 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine financier 2021/22	2020	200'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	100'000 100'000	0	0	0	0
010.000.17 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine financier 2023/24	2022	200'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	100'000 100'000	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					1'200'000 100'000	100'000 100'000	100'000 100'000	100'000 100'000	100'000 100'000	100'000 100'000	100'000 100'000	100'000 100'000	100'000 100'000	100'000 100'000	100'000 100'000
					Dép. totales : 1'200'000										
11 Logements nouveaux															
011.047.08 PRA	ARC	Industrie 9, rue de l' : [012.047.08] Construction d'un immeuble de logements	2012	3039'000	0 700'000	1'200'000 1'000'000	139'000	0	0	0	0	0	0	0	0
011.052.06 PRA	ARC	Saint-Georges 41, bd : [042.095] Rectification enceinte fouille pour FVGLS	2012	451'600	451'600 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0
011.056.04 PRA	ARC	Jean-Calvin, Pélisserie (angle), rues : Construction de logements, espaces publics	2015	20'050'000	0 0	0 0	0 2'000'000	0 8'000'000	6'500'000 3'550'000	3'550'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0
011.059.03 N-PRA	ARC	Grottes 21, Louis-Favre 24 bis, rue : Etudes cpl construction bâtiment logements	2012	250'000	200'000 50'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0
011.059.04 PRA	ARC	Grottes 21, Louis-Favre 24 bis, rue : Construction d'un immeuble de logements	2012	16'800'000	0 2'800'000	4'000'000 5'000'000	5'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0

Projets actifs										PRA & N-PRA				
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)									
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2021	2023	
011.060.12	ARC	Grottes 8, rue des : [012.060.12] Construction d'un immeuble de logements	2013	6'550'000	0	0	1'500'000	2'550'000	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					651'600	3'550'000	6'700'000	8'500'000	7'689'000	2'000'000	6'500'000	3'550'000	0	0
					Dép. Totales : 47'140'600									
6														
12 Logements existants														
012.001.19	BAT	Servette 40, rue de la : Etude de rénovation de l'immeuble	2015	500'000	0	0	0	200'000	0	0	0	0	0	0
012.001.22	BAT	Servette 40, rue de la : Rénovation de l'immeuble [St 0.54]	2017	4'500'000	0	0	0	0	800'000	1'500'000	0	0	0	0
012.002.10	BAT	Navigation 36, rue de la : Rénovation de l'immeuble [St 0.29]	2013	3'000'000	0	0	1'000'000	200'000	0	0	0	0	0	0
012.002.16	BAT	Navigation 38, rue de la : Rénovation de l'immeuble [St 0.38]	2013	3'000'000	0	0	300'000	150'000	0	0	0	0	0	0
012.002.24	BAT	Royaume 10, rue : Rénovation de l'immeuble [St 0.44]	2017	3'050'000	0	0	0	0	690'000	835'000	0	0	0	0
012.002.30	BAT	Royaume 12, rue : Rénovation de l'immeuble [St 0.50]	2017	3'140'000	0	0	0	0	715'000	855'000	0	0	0	0
012.004.06	BAT	Minoteries 1-3-5-7, Carouge 98-100-102, rue des/de : Réfection toiture, façades & inst. tech. [St 0.58]	2012	9'000'000	0	12'000'000	22'000'000	24'000'000	6'000'000	0	0	0	0	0
012.005.11	BAT	Carouge 40, rue de : Etude de réfection de l'enveloppe	2014	200'000	0	0	0	150'000	0	0	0	0	0	0
012.005.14	BAT	Carouge 40, rue de : Réfection de l'enveloppe [St 0.52]	2016	1'500'000	0	0	0	0	1100'000	150'000	0	0	0	0
012.036.14	BAT	Lissignol 1-3, Rousseau 12, rues : Rénovation des immeubles [St 0.3-0.5]	2012	7'352'000	0	2'400'000	2'000'000	1'452'000	0	0	0	0	0	0

Projets actifs					PRA & N-PRA											
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
					2013 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
012.043.04 PRA	BAT	Cordiers 8, rue des : Rénovation & surélévation de l'immeuble [St 0.36]	2014	5'000'000	0	0	0	2800'000	0	0	0	0	0	0	0	0
012.047.08 PRA	ARC	Industrie 7, rue de l' : [011.047.08] Rénovation de l'immeuble [St 0.33]	2012	1'650'000	0	1'000'000	0	1200'000	0	0	0	0	0	0	0	0
012.049.06 PRA	BAT	Goetz-Monin 8, rue : Rénovation de l'immeuble [St 0.45]	2013	5'100'000	500'000	0	900'000	2'000'000	600'000	0	0	0	0	0	0	0
012.051.05 PRA	BAT	Navigation 4, place: Lénan 11, rue : Etude de rénovation de l'immeuble	2015	500'000	0	0	200'000	0	300'000	0	0	0	0	0	0	0
012.051.08 PRA	BAT	Navigation 4, place de la, Fonds Galland : Rénovation de l'immeuble [St 0.58]	2017	4'000'000	0	0	0	0	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0
012.051.12 PRA	BAT	Lénan 11, rue du, Fonds Galland : Rénovation de l'immeuble [St 0.54]	2017	3'500'000	0	0	0	1'500'000	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0
012.060.12 PRA	ARC	Grottes 10, rues des : [011.060.12] Rénovation immeubles de logements [St 0.32]	2013	2'000'000	0	900'000	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
012.063.05 PRA	BAT	Rois 13-15-17, rue des : Etude complémentaire réfection des façades	2015	840'000	0	700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
012.063.06 PRA	BAT	Rois 13-15-17, rue des : Réfection des façades [St 0.59]	2017	9'500'000	0	0	0	2'000'000	3'800'000	0	3'700'000	0	0	0	0	0
012.092.05 N-PRA	BAT	Taconnerie 6, pl. de la : Etude complémentaire de rénovation de l'immeuble	2012	100'000	50'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
012.092.06 N-PRA	BAT	Taconnerie 6, pl. de la : Rénovation de l'immeuble [St 0.48]	2013	2'314'000	0	1'300'000	290'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
012.095.05 N-PRA	BAT	Hoffmann 4 à 8, Schaub 41 à 45, Servette 100, rues : Etude pr mise aux norm. inst. tech. & réfec. envel.	2018	3'600'000	300'000	714'000	0	0	0	0	1'800'000	0	0	0	0	0
012.095.08 N-PRA	BAT	Hoffmann 4 à 8, Schaub 41 à 45, Servette 100, rues : Mise normes inst. tech. & réfec. envel. [St 0.78]	2020	50'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16'000'000	16'000'000
012.099.06 PRA	BAT	Zürich 40, rue de : Transformation et rénovation de l'immeuble [St 0.39]	2013	3'000'000	0	1'000'000	600'000	0	0	0	1'000'000	0	0	0	0	0

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1169

Projets actifs										Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)							
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé													
					2013 2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
012.110.05 N-PRA	BAT	Moise-Duboule 1, ch. : Etude de rénovation de l'immeuble	2014	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
012.110.06 N-PRA	BAT	Moise-Duboule 1, ch. : Rénovation de l'immeuble	2016	1'300'000	0	0	0	0	800'000	0	0	0	0	0	0	0	
012.112.01 PRA	BAT	Simon-Durand 2-4, rue : Etude de rénovation des façades & chauffage	2015	400'000	0	0	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	
012.112.02 PRA	BAT	Simon-Durand 2-4, rue : Rénovation des façades & chauffage [St 0.60]	2017	3'600'000	0	0	0	0	600'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	
012.810.08 PRA	ENE	Dpt Constructions et aménagement : Travaux liés à la politique énergétique PF	2013	3'500'000	0	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
012.810.12 N-PRA	ENE	Dpt Constructions et aménagement : Travaux liés à la politique énergétique PF	2016	3'500'000	0	0	500'000	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	
012.810.24 PRA	ENE	Patrimoine de la Ville de Genève : Stratégie électrique, partenariat avec SIG	2014	5'000'000	0	0	2'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
012.811.08 PRA	ENE	Patrimoine financier : Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	2013	1'200'000	0	400'000	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
012.811.10 PRA	ENE	Patrimoine financier : Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	2015	1'200'000	0	0	0	400'000	400'000	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					227'246'000	50'000	22'200'000	38'402'000	17'605'000	17'040'000	17'605'000	9'690'000	2'405'000	16'000'000	16'000'000	16'000'000	
						8'850'000	36'864'000	25'140'000	17'040'000			Dép. totales :	210'246'000				
TOTALS DU GROUPE FONCTIONNEL :							801'600	29'000'000	46'191'000	24'205'000	13'340'000	16'100'000	13'340'000	2'505'000	16'100'000	16'100'000	
							12'500'000	45'464'000	27'240'000	25'140'000		Dép. totales :	258'586'000				

Projets actifs										Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)							PRA & N-PRA	
N° PFI	N° Groupe	Localisation	Années	Coût estimé														
Statut	Gestionnaire	Libellé	prévisibles de dépôt		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
020.014.12	ARC	Châtelaine 43, av. de, ZIC : Réalisation d'un Ecopôle	2013	23280'000		0	2'000'000	5'000'000	5'000'000	5'000'000	1'280'000	0	0	0	0	0		
020.015.05	BAT	Pierre-Fatio 17, rue : Etudes pour rénovation des Halles de Rive	2014	500'000		0	150'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
020.015.06	BAT	Pierre-Fatio 17, rue : Rénovation des Halles de Rive	2015	3'500'000		0	0	17'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0		
020.018.03	BAT	Dorcière, pl. Gare routière : Etude pour rénovation du bâtiment	2012	300'000		0	150'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
020.025.01	BAT	Grand-Rue 39, Café de l'Hôtel-de-Ville : Etude de rénovation de la cuisine	2012	120'000		80'000	0	40'000	0	0	0	0	0	0	0	0		
020.025.04	BAT	Grand-Rue 39; Café de l'Hôtel-de-Ville : Rénovation de la cuisine	2014	1'700'000		0	0	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0		
020.027.06	BAT	Lausanne 126, rue de, restaurant "Perle du Lac" : Rénovation complète du restaurant	2012	7'770'000		0	3'000'000	2'970'000	0	0	0	0	0	0	0	0		
020.028.04	BAT	Giuseppe-Motta 20, av. : (Mottatoni) Rénovation de l'enveloppe des ateliers	2014	5'000'000		0	0	2'500'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0		
020.029.01	BAT	Mont-Blanc 7bis, rue du : Etude pour rénovation du kiosque de Chantepoulet	2013	200'000		100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
020.029.04	BAT	Mont-Blanc 7bis, rue du : Rénovation du kiosque de Chantepoulet	2014	1'000'000		0	100'000	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0		
020.032.02	BAT	Mont-Blanc 8, quai du, Mouettes genevoises : Rénovation, mise aux normes vestiaires & pavillon	2012	655'600		400'000	255'600	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Totaux du sous-groupe fonctionnel :				56'752'600	400'000	2'385'600	5'540'000	11'520'000	14'100'000	14'300'000	7'227'000	0	0	0	0	0		
Nombre d'objets :				12	Dép. totales : 56'752'600												0	0
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :				56'752'600	400'000	2'385'600	5'540'000	11'520'000	14'100'000	14'300'000	7'227'000	0	0	0	0	0		
Nombre d'objets :				12	Dép. totales : 56'752'600												0	0

Projets actifs										PRA & N-PRA								
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)													
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
30 ECOLES PUBLIQUES & PARASCOLAIRE																		
30 Constructions existantes																		
030.003.05	N-PRA	BAT Liotard 66, rue, Ecole Liotard : Etude pour rénovation du bâtiment & agrandissement	2013	1'500'000	0	800'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
030.003.06	PRA	BAT Liotard 66, rue, Ecole Liotard : Rénovation du bâtiment & agrandissement	2016	15'000'000	0	0	0	0	2'500'000	4'500'000	4'500'000	4'500'000	4'500'000	2'000'000	0	0	0	0
030.014.05	N-PRA	BAT Plantaporêts 1bis, rue des - école : Etude création 4 salles de classes & resto scolaire	2012	300'000	50'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
030.014.06	PRA	BAT Plantaporêts 1bis, rue des - école : Création de quatre salles d'enseignement	2014	2'700'000	0	0	500'000	1'700'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
030.018.03	N-PRA	BAT Aire 1, av. d', Ecole des Charmilles : Etude pour rénovation de l'école	2014	1'800'000	0	0	300'000	800'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
030.018.06	N-PRA	BAT Aire 1, av. d', Ecole des Charmilles : Rénovation de l'école	2016	13'000'000	0	0	0	0	500'000	5'000'000	5'000'000	2'500'000	0	0	0	0	0	0
030.036.10	PRA	BAT Baulacre 8, rue, Ecole des Croppettes : Réfection complète de la toiture	2015	2'600'000	0	0	0	400'000	600'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
030.077.07	N-PRA	BAT Dizerens 26, rue, Ecole Hugo-de-Senger II : Etude de rénovation du bâtiment	2013	800'000	0	0	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
030.077.08	PRA	BAT Dizerens 26, rue, Ecole Hugo-de-Senger II : Entretien façades & éléments intérieurs	2015	5'500'000	0	0	0	1'500'000	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
030.085.10	PRA	BAT Bâtiments scolaires VDG : Sécurisation des accès des bâtiments	2013	5'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
030.085.18	PRA	BAT Préaux d'écoles : Réfection des revêtements bitumeux de 13 préaux	2014	7'500'000	0	0	1'000'000	2'000'000	2'000'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0
030.089.06	PRA	ARC Berne 50, rue de, Ecole de Plägis-Centre : Rénovation enveloppe du bâtiment	2015	38'050'000	0	0	0	0	7'700'000	7'700'000	7'700'000	7'700'000	5'000'000	2'250'000	0	0	0	0
030.095.01	PRA	BAT Roches 21, ch. de - Ecole de Roches : Etude aménagement restaurant scolaire	2012	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Projets actifs										PRA & N-PRA							
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
030.095.02	BAT	Roches 21, ch. de - Ecole de Roches : Aménagement restaurant scolaire	2013	1'800'000	0	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PRA					0	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					50'000	2'850'000	6'400'000	19'800'000	14'700'000	14'700'000	2'250'000	0	0	0	0	0	0
					1'900'000	5'300'000	16'800'000	18'700'000	7'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					Dép. totales : 95'750'000												
31 Nouvelles constructions					14												
031.015.06					2013												
PRA	ARC	Lamarline 16bis, rue : Construction restaurant & locaux parascolaires, SEVE		8'427'300	0	4'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
				500'000	3'427'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
031.068.10					2012												
PRA	ARC	Chandieu 8 - 10, rue : [061.060.02] Constr. groupe scolaire, crèche, bassin natation		63'500'000	0	12'000'000	18'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
				1'500'000	16'000'000	16'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
031.095.06					2013												
PRA	ARC	Saint-Georges 21, bd. : [061.050] Construction équipements scolaires & petite enfance		26'780'000	0	6'000'000	6'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
				0	9'000'000	5'780'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					98'707'300	0	22'500'000	24'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
					2'000'000	28'427'000	21'780'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					3												
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :					194'457'300	50'000	25'350'000	30'400'000	19'800'000	14'700'000	2'250'000	0	0	0	0	0	0
					3'900'000	33'727'000	38'580'000	18'700'000	7'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					17												
40 CULTURE & LOISIRS																	
41 Bibliothèques, discothèques, vidéothèques																	
041.003.04					2012												
N-PRA	BAT	Trois-Perdrix 5, pl. des; Bibliothèque de la Cité : Réaménagement partiel, mobilier & station de retour		1'708'000	700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
					1'008'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
041.018.13					2012												
PRA	BAT	Bastions, promenade des - BGE : Etude cpl. install. espace public rez & extension		7'700'000	0	1'300'000	2'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
					1'300'000	2'600'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
041.018.14					2015												
PRA	BAT	Bastions, promenade des - BGE : Mise niveau install. tech., rez & extension		57'000'000	0	0	500'000	10'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000
					0	0	3500'000	15'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					66'408'000	700'000	1'300'000	3'000'000	10'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000
					2'308'000	2'600'000	3'500'000	3'500'000	15'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000
Nombre d'objets :					3												
					Dép. totales : 66'408'000												
					Dép. totales : 66'408'000												

Projets actifs					PRA & N-PRA									
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)									
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
42 Musées, conservatoire & jardin botaniques														
042.005.03	BAT	Paix 10, av. de la, Musée Ariana : Etude rénovation pavillon extérieur & dépendance	2012	200'000			0	150'000		0	0	0	0	0
	N-PRA				50'000		0							0
042.005.04	BAT	Paix 10, av. de la, Musée Ariana : Rénovation pavillon extérieur & dépendance	2013	1'500'000			0	700'000		0	0	0	0	0
	N-PRA				0		800'000		0	0	0	0	0	0
042.009.10	ARC	Charles-Galland 2, rue - MAH : [Fr. 81 mio net] Extension & réaménagement du musée	2012	120'685'000			0	2'500'000	30'000'000		25'000'000		3185'000	0
	PRA				1'000'000		15'000'000		33'000'000		11'000'000		0	0
042.017.07	BAT	Jacques-Dalcroze 11, boulevard Emile-; Casemates : Etude réaménagement complet 4ème étage	2013	100'000			0	50'000		0	0	0	0	0
	N-PRA				50'000		0						0	0
042.017.08	BAT	Jacques-Dalcroze 11, boulevard Emile-; Casemates : Réaménagement complet du 4ème étage	2014	800'000			0	0	600'000		0	0	0	0
	N-PRA				0		200'000				0	0	0	0
042.036.06	BAT	Neuve 1, pl. - Musée Rath : Rénovation de la toiture	2015	1'000'000			0	0	400'000		0	0	0	0
	N-PRA				0		0		600'000		0	0	0	0
042.040.24	BAT	Malagnou 1, rte de - MHN : Construction chambre figurique	2015	215'000			0	0	215'000		0	0	0	0
	N-PRA						0	0			0	0	0	0
042.041.04	BAT	Gourgas 7, rue, BAC : Dépollution, enveloppe et aménagement	2017	22'600'000			0	0	0		1'000'000		8000'000	0
	PRA						0	0	0		6'000'000		7600'000	0
042.043.07	BAT	Impératrice 1, chemin de l', CJB : Etude pour rénovation de la serre tempérée	2014	300'000			0	0	200'000		0	0	0	0
	PRA						0	100'000			0	0	0	0
042.043.08	BAT	Impératrice 1, chemin de l', CJB : Rénovation de la serre tempérée	2017	2'200'000			0	0	0		700'000		0	0
	N-PRA						0	0	0		1'500'000		0	0
042.047.01	BAT	Ensemble des musées : Etude pour contrôle dracés, ouverture à distance	2012	400'000			0	200'000		0	0	0	0	0
	PRA				200'000						0	0	0	0
042.047.02	BAT	Ensemble des musées : Contrôle dracés, ouverture à distance	2013	1'600'000			0	500'000	500'000		0	0	0	0
	N-PRA				100'000			500'000			0	0	0	0
042.095.06	ARC	Stand 22, rue du : Construction dépôt collections patrimoniales	2012	42'185'500			9'000'000	9'000'000		0	0	0	0	0
	PRA				10'000'000		9'000'000		9'000'000		0	0	0	0

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

Projets actifs					
N° PFI	N° Groupe	Localisation	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)
Statut	Gestionnaire	Libellé			2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024
042.095.08 PRA	DCA	Saint-Georges 41, bd : Constitution servitude d'usage exclusive (MHN)	2012	2142700	0 2142700 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
042.095.10 PRA	ARC	Saint-Georges 41, bd : Aménagements intérieurs abri biens culturels MHN	2012	1543800	800000 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
042.095.14 PRA	MAH	Stand 22, rue & Saint-Georges 41, bd : Mobilier & matériel MAH-MEG-SEC-ARI-BGE-MHN	2012	535200	0 200000 0 335200 0 0 0 0 0 0 0 0
042.095.18 PRA	DSIC	Stand 22, rue & Saint-Georges 41, bd : Matériel informatique dépôts biens culturels	2012	194900	0 80000 50000 64900 0 0 0 0 0 0 0 0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :			17	198202100	9800000 13380000 26000100 31915000 33600000 18500000 26700000 11185000 7600000 0 0
			Dép. totales : 192272800		
43 Théâtres & concerts					
043.007.04 PRA	ARC	Gare-des-Eaux-Vives, av. de la : Construction de la Nouvelle Comédie	2013	85145000	0 0 4500000 20000000 17645000 0 0 0 0 0 0 0
043.008.03 PRA	BAT	Carouge 42, rue de, Casino-Théâtre : Etude rénov. installations techniques & scéniques	2012	300000	0 150000 50000 0 0 0 0 0 0 0 0 0
043.008.04 PRA	BAT	Carouge 42, rue de, Casino-Théâtre : Rénovation installations techniques & scéniques	2015	30000000	0 0 500000 900000 0 0 0 0 0 0 0 0
043.009.18 PRA	BAT	Théâtre 11, bd. du, Grand-Théâtre : Rénovations et aménagements divers	2014	30450000	0 0 2000000 10000000 8450000 0 0 0 0 0 0 0
043.011.04 PRA	ARC	Frontenex 56, rte de, Théâtre Am Stram Gram : Amélioration et rempl. de la machinerie scénique	2012	900000	0 500000 400000 0 0 0 0 0 0 0 0 0
043.051.04 PRA	ARC	Charles-Sturm 15, rue : Construction d'un pavillon de la danse	2015	9000000	0 0 0 1000000 3500000 0 0 0 0 0 0 0
043.054.04 PRA	ARC	Bâtie 10, ch. de la, anciens réservoirs : Construction espace diffusion musiques amplifiées	2015	7200000	0 0 0 1000000 2200000 0 0 0 0 0 0 0

Projets actifs										PRA & N-PRA							
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
043.055.01	N-PRA	Temple 5, rue du, Théâtre St-Gervais : Etude rénov. façades & réaménagement. espaces intérieurs	2014	700'000	0	0	0	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
043.055.04		Temple 5, rue du, Théâtre St-Gervais : Rénovation façades & réaménagement. espaces intérieurs	2017	7'000'000	0	0	0	0	0	1'000'000	3'000'000	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					143'695'000	500'000	0	650'000	32'100'000	40'150'000	3'000'000	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					9	Dép. totales : 143'695'000											
44	Conservation du patrimoine																
044.027.13	PRA	Dpt Constructions et aménagement - CPA : Subventions travaux bâtiments culturels 2013 - 2016	2013	400'000	0	100'000	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
044.027.14		Dpt Constructions et aménagement - CPA : Subventions travaux bâtiments culturels 2017 - 2020	2017	400'000	0	0	0	100'000	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0
044.027.16	PRA	Dpt Constructions et aménagement - CPA : Subventions travaux bâtiments culturels 2021 - 2024	2021	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100'000	100'000	0	0
044.035.02		Madeleine 15, place de la : Subvention restauration Temple Madeleine	2012	580'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
044.037.02	PRA	Athénée 2, rue de l', Palais de l'Athénée : Subvention restauration salle Crosnier	2012	110'700	580'000	110'700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					1'890'700	680'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	
Nombre d'objets :					5	Dép. totales : 1'790'700											
46	Animations & loisirs																
046.040.03	PRA	Terreaux-du-Temple 8, rue des, Salle du Faubourg : Etude rénovation salle, enveloppe & ascenseur	2013	1'200'000	0	500'000	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
046.040.06		Terreaux-du-Temple 8, rue des, salle Faubourg : Rénovation de la salle, enveloppe & ascenseur	2016	8'100'000	0	0	0	0	2'000'000	3'100'000	0	0	0	0	0	0	0
046.055.06	PRA	Henri-Golay 40, avenue : Rénovation de la Ferme Menut-Pellet	2014	7'055'000	0	0	3'000'000	1'155'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					1'890'700	680'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	

Projets actifs					PRA & N-PRA							
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût est. imé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)							
					2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024		
046.058.01 PRA	BAT	Stand 3, rue du, Palladium : Etude pour rénovation des installations techniques	2014	500'000	0	0	0	200'000	0	0	0	0
046.058.04 N-PRA	BAT	Stand 3 rue, du, Palladium : Rénovation des installations techniques	2016	4'500'000	0	0	0	1'500'000	2'000'000	0	0	0
046.104.03 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : Acquisition, renouvellement matériel de fêtes 2014	2014	800'000	0	0	0	400'000	0	0	0	0
046.104.04 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : Acquisition, renouvellement matériel de fêtes 2017	2017	800'000	0	0	0	0	400'000	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					22'955'000	0	500'000	3'900'000	6'555'000	0	0	0
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :					433'150'800	10'610'700	15'930'000	71'015'000	83'505'000	29'285'000	100'000	100'000
Nombre d'objets :					7	17'080'700	37'450'100	82'600'000	58'745'000	20'700'000	100'000	100'000
50 SPORTS					41	Dép. totales : 427'121'500						
50 SPORTS												
050.012.32 PRA	SPO	Lieu à définir : Achat d'une patinoire à glace	2013	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0
050.014.09 PRA	ARC	Frontenex 7, plateau de : Concours, étude réaménagement stade de football	2015	2'200'000	0	0	0	200'000	1'000'000	0	0	0
050.014.12 N-PRA	ARC	Frontenex 7, plateau de : Réaménagement stade de football	2018	22'255'000	0	0	0	0	1'000'000	8'000'000	0	0
050.016.04 PRA	BAT	Vessy 14, rte de, Stade du Bout-du-Monde : Rénov. vestiaires & abords + séparation réseaux eau	2014	3'500'000	0	0	0	2'000'000	0	0	0	0
050.016.12 PRA	BAT	Vessy 14, rte de, Stade du Bout-du-Monde : Transf. 2 terrains foot. stabilisés en synthétique	2013	2'800'000	0	800'000	0	0	0	0	0	0
050.020.02 PRA	BAT	Trembley, parc : Réfection d'un terrain de football en synthétique	2013	2'000'000	0	500'000	0	0	0	0	0	0
050.044.04 N-PRA	BAT	Ecu 13, ch. de l', Centre sport. Bois-des-Frères : Remplacement parquet & complément éclairage	2013	1'000'000	0	200'000	0	0	0	0	0	0

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1177

Projets actifs										PRA & N-PRA						
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
050.045.01 N-PRA	BAT	Frontenex 64, rte. Stade de Richemont : Etude pour la couverture du stade	2013	250'000			0	100'000		0	0	0	0	0	0	0
050.046.08 PRA	BAT	Neuchâtel 47, rue de, Pâquis Centre : Réfection complète de la piscine	2014	1'500'000			0	0	1'000'000		0	0	0	0	0	0
050.059.06 PRA	BAT	François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve : Remplacement revêtement de sol salle Omnisport	2016	2'000'000			0	0	0	1'000'000		0	0	0	0	0
050.059.08 PRA	BAT	François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve : Construction étage intermédiaire Boudiodrome	2016	3'500'000			0	0	0	2'000'000		0	0	0	0	0
050.065.06 N-PRA	ARC	Eaux-Vives, site de la gare des : [061.048] Construction d'un complexe sport, jeunesse, crèche	2016	65'100'000			0	0	1'000'000	15'000'000	15'000'000	15'000'000	8'000'000	3'100'000	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					106'505'000		0	3'800'000	4'200'000	20'000'000	23'000'000	23'000'000	13'255'000	3'100'000	0	0
					1'850'000		0	3'800'000	4'200'000	20'000'000	23'000'000	23'000'000	13'255'000	3'100'000	0	0
TOTALS DU GROUPE FONCTIONNEL :					106'505'000		0	3'800'000	4'200'000	20'000'000	23'000'000	23'000'000	13'255'000	3'100'000	0	0
					1'850'000		0	3'800'000	4'200'000	20'000'000	23'000'000	23'000'000	13'255'000	3'100'000	0	0
Nombre d'objets :					12		12									
60 SOCIAL																
60 Social (équipements généraux)																
060.011.04 PRA	ARC	Planchaud 4, rue, "Ancien manège" : Création d'un espace de quartier	2015	15'500'000			0	0	500'000	6'000'000		0	0	0	0	0
060.011.06 PRA	SDPE	Planchaud 4, rue, "Ancien manège" : Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	2014	112'500			0	0	112'500	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					15'612'500		0	0	612'500	6'000'000		0	0	0	0	0
					0		0	0	5'000'000	4'000'000		0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					2		2									
61 Enfance & jeunesse																
061.017.08 PRA	ARC	De-Châteaubriand 2, place : Construction surélévation de l'EVE	2013	5'800'000			0	1'000'000	8'000'000		0	0	0	0	0	0
					0		0	3'500'000	5'000'000		0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					5'800'000		0	4'500'000	13'000'000		0	0	0	0	0	0
					0		0	3'500'000	5'000'000		0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					1		1									

Projets actifs										Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)								PRA & N-PRA			
N° PFI	N° Groupe	Localisation	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024					
Statut	Gestionnaire	Libellé																			
061.017.10	SDPE	De-Châteaubriand 2, place :	2013	125'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
PRA		Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche			0	0	125'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
061.021.08	BAT	Madeleine 16, rue de la :	2014	4'600'000	0	0	0	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0					
PRA		Réfection enveloppe & réaménagement crèche			0	0	1'000'000	1'600'000	0	0	0	0	0	0	0	0					
061.021.10	SDPE	Madeleine 16, rue de la :	2014	77'500	0	0	0	77'500	0	0	0	0	0	0	0	0					
PRA		Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
061.048.04	SDPE	Eaux-Vives, gare des : [050.065.04]	2016	240'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
PRA		Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche			0	0	240'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
061.050.06	SDPE	Saint-Georges 21, bd. : [031.095]	2013	337'500	0	0	0	337'500	0	0	0	0	0	0	0	0					
PRA		Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
061.056.04	BAT	Frontenex 54, rte, "Villa Ambrosetti" :	2014	4'298'000	0	0	0	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0					
N-PRA		Transformation en crèche & appartements relais			0	1'000'000	1'298'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
061.056.06	SDPE	Frontenex 54, rte, "Villa Ambrosetti" :	2014	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
N-PRA		Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche			0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
061.060.02	SDPE	Chandieu 8, rue : [031.068.10]	2013	200'000	0	0	0	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0					
PRA		Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					15'778'000	0	1'000'000	5'415'000	3'638'000	0	0	0	0	0	0	0					
					0	5'725'000	3'638'000	Dép. totales : 15'778'000													
64 Centres sociaux																					
064.026.04	BAT	Saint-Jean 45, rue de :	2013	3'500'000	0	1'500'000	0	1'800'000	0	0	0	0	0	0	0	0					
PRA		Réalisation maison d'hébergement d'urgence			0	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
064.027.02	ARC	Vermont 21, rue de :	2013	1'850'000	0	400'000	0	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0					
N-PRA		Rénovation et réaffectation de la villa			0	450'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					5'350'000	0	2'800'000	650'000	0	0	0	0	0	0	0	0					
					1'900'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
Nombre d'objets :					2	Dép. totales : 5'350'000															
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :					36'740'500	0	3'800'000	6'027'500	8'638'000	6'000'000	0	0	0	0	0	0					
					1'900'000	6'375'000	8'638'000	4'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0					
Nombre d'objets :					13	Dép. totales : 36'740'500															

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1179

Projets actifs										PRA & N-PRA						
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
					2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024						
70 SECURITE PUBLIQUE																
73 Service incendie																
073.006.03 PRA	DSIC	Vieux-Billard 11, rue du : Mise à niveau du central d'alarme 2014	2013	2'500'000	0	500'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
073.019.06 N-PRA	BAT	Rive Droite, Aéroport (SSA) - SIS : Nouvelle caserne 2	2014	55'500'000	0	8'000'000	18'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
073.028.08 PRA	SIS	Vieux-Billard 11, rue du : Renouvel., assainissement véhicules SIS 2013-15	2012	6'764'000	960'000	1'900'000 3'904'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
073.028.10 N-PRA	SIS	Vieux-Billard 11, rue du : Renouvellement matériel désincarcération	2013	1'000'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
073.028.12 PRA	SIS	Vieux-Billard 11, rue du : Renouvellement partiel du parc de berces	2013	300'000	100'000 200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					100'000 1'660'000	10'900'000 22'404'000	19'000'000 12'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
					Dép. totales : 66'064'000											
74 Protection civile																
074.050.02 PRA	BAT	Divers lieux : Rénovation et mise en conformité des abris PC	2015	2'500'000	0	0	500'000	750'000	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					0	0	500'000	750'000	0	0	0	0	0	0	0	0
					Dép. totales : 2'500'000											
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :					100'000 1'660'000	10'900'000 22'404'000	19'500'000 12'750'000	750'000	0	0	0	0	0	0	0	0
					Dép. totales : 68'564'000											
80 HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE																
81 Protection des eaux																
081.008.32 PRA	GCI	Dpt Constructions et aménagement : PGEE - Interventions prioritaires, étape 1	2012	7'000'000	0	1'500'000	1'500'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0
					Dép. totales : 68'564'000											

Projets actifs										PRA & N-PRA							
N° PFI	Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
						2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
081.008.34		GCI	Dpt Constructions et aménagement : PGEE - Interventions prioritaires, étape 2	2015	6'000'000	0	0	0	15'00'000	15'00'000	0	0	0	0	0	0	0
081.011.02		GCI	Franchises, rte des : [101.700.06] Construction d'un collecteur EP	2013	2'500'000	0	0	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.021.07		GCI	Charmilles, Châtelaine, St-Jean, Rhône, secteur : Etudes de construction d'un collecteur EP	2012	200'000	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.031.08		GCI	Paix, av. de la : [101.044.08] Mise en séparatif du réseau d'assainissement	2012	2'700'000	0	500'000	11'00'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.042.00		GCI	Rive, rond-point et abords : [102.755/106.755] Entretien, reconstruction, modification collecteurs	2015	5'000'000	0	0	0	0	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0
081.045.02		GCI	Sauter, rue : [101.020.12] Entretien, reconstruction, modification collecteurs	2012	1'800'000	0	800'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.046.00		GCI	Savoises, rue des : Entretien, reconstruction, modification collecteurs	2015	1'000'000	0	0	0	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
081.048.00		GCI	Velours, ch. du : [101.830.14] Entretien, reconstruction, modification collecteurs	2013	950'000	0	450'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.049.00		GCI	Vole-Creuse, rue de la : [101.085.02] Entretien, reconstruction, modification collecteurs	2013	1'000'000	0	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.050.00		GCI	Voltaire, Malatrex, Vuache, rues : [101.700.08] Entretien, reconstruction, modification collecteurs	2012	2'000'000	0	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.053.02		GCI	Pont d'Arve, bd du : [101.701.12] Construction de collecteurs à régime séparatif EU/EP	2013	1'100'000	0	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.068.04		GCI	Chantepoulet, rue de : [101.112.02] Reconstruction collecteurs en unitaires	2013	1'100'000	0	400'000	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.100.02		GCI	Rois, rue des : [102.605.10] Entretien, reconstruction collecteurs	2015	700'000	0	0	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
081.502.04		GCI	CEVA - Eaux-Vives, gare des; Violier, rue : [102] Travaux d'assainissement, 1ère étape	2013	6'000'000	0	500'000	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Projets actifs										PRA & N-PRA							
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
081.502.08 PRA	GCI	CEVA - Gare des Eaux-Vives, av. de la : [102.502] Travaux d'assainissement	2013	9'500'000	0	0	0	300'000	3'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
081.502.12 PRA	GCI	CEVA - Champel, plateau de : [102.502] Travaux d'assainissement	2013	2'500'000	0	0	500'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					51'050'000	0	8'050'000	11'600'000	6'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0
					2'400'000	9'600'000	8'900'000	4'000'000	Dép. totales : 51'050'000								
82 Enlèvement & traitement des déchets																	
082.021.06 N-PRA	GCI	Dpt Environnement urbain et sécurité - VVP : Création de sites de récupération des déchets	2012	5'000'000	0	500'000	1'000'000	1'000'000	500'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0
082.024.00 PRA	VVP	Domaine public, Voirie - Ville propre : Remplacement coffres collecte à habits	2013	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
082.026.00 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : Renouvellement conteneurs & matériel tri sélectif	2013	120'000	0	60'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					5'320'000	0	560'000	1'000'000	1'000'000	500'000	500'000	0	0	0	0	0	0
					760'000	500'000	500'000	500'000	Dép. totales : 5'320'000								
84 Cimetières & crématoires																	
084.003.08 PRA	ARC	Furet 71, ch. du Cimetière de Châtelaïne : Rénovation des bâtiments	2013	1'750'000	0	250'000	700'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
084.005.08 PRA	BAT	Bâtie 13, ch. de la, Crématoire de Saint-Georges : Rénovation enveloppe et installations techniques	2014	10'000'000	0	0	5'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
084.005.28 PRA	SPF	Cimetière 1, av. du, Cimetière de Saint-Georges : Construction nouveau jardin du souvenir	2014	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
084.008.08 PRA	BAT	Rois 10, rue des, Cimetière de Plainpallais : Rénovation des installations techniques	2013	3'000'000	0	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
084.012.03 PRA	SEV	St-Georges, Châtelaïne, Plainpallais, Pt-Sacornex : Plans de gestion des cimetières	2013	450'000	0	100'000	150'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
					100'000	100'000	0	0									

Projets actifs															PRA & N-PRA			
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)													
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
091.099.00	SEV	Espaces verts, y compris cimetières : Reliefs géomètre éléments gérés par le SEVE	2012	1'000'000	100'000	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
091.100.02	SEV	Baulacre, rue : [092.069] Réaménagement du parc Beaulieu	2014	10'000'000	0	0	200'000	2'000'000	1'500'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	
091.101.00	SEV	Bertrand, Bastions, Geisendorf, parcs : Plans de gestion	2013	250'000	0	80'000	50'000	60'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					100'000	6'780'000	12'450'000	3'811'050	1'500'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	
					57'550'000	8'810'000	6'560'000	1'500'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dép. totales :					47'761'050													
Nombre d'objets : 13																		
92	Moyens de gestion des espaces verts																	
092.012.08	BAT	Lausanne 118-120, rue de, SEVE : Rénovation enveloppe & combles	2015	3'000'000	0	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
092.017.10	ARC	Frontenex 71, rte de, parc La Grange, "La Ferme" : Rénovation du bâtiment	2013	2'020'000	0	700'000	320'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
092.069.03	BAT	Baulacre 3, rue, Beaulieu : Etude rénovation anciennes serres & bâtiments	2012	500'000	200'000	0	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
092.069.06	BAT	Baulacre 3, rue, Beaulieu : [091.100] Rénovation anciennes serres & bâtiments	2014	4'500'000	0	0	2'500'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					0	1'000'000	3'820'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
					200'000	1'500'000	3'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dép. totales :					10020'000													
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :																		
					100'000	7'780'000	16'270'000	3'811'050	1'500'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	
Dép. totales :					57'781'050													
Nombre d'objets : 17																		
AMÉNAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC																		
100	Aménagement DP (en général)																	
100.000.07	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses aménag. du domaine public 2013/14	2012	100'000	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dép. totales :					57'781'050													

Projets actifs										PRA & N-PRA							
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
100.000.09	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses aménag. du domaine public 2015/16	2014	100'000	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
100.000.11	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses aménag. du domaine public 2017/18	2016	100'000	0	0	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	
100.000.13	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses aménag. du domaine public 2019/20	2018	100'000	0	0	0	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	
100.000.15	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses aménag. du domaine public 2021/22	2020	100'000	0	0	0	0	0	0	0	100'000	0	0	0	0	
100.000.17	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses aménag. du domaine public 2023/24	2022	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100'000	
100.550.05	SAM	GP - Dpt Constructions et aménagement : Etudes aménagement espaces publics, grands projets	2016	200'000	0	0	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	
100.550.07	SAM	GP - Dpt Constructions et aménagement : Etudes aménagement espaces publics, grands projets	2018	200'000	0	0	0	0	0	100'000	0	0	0	0	0	0	
100.550.09	SAM	GP - Dpt Constructions et aménagement : Etudes aménagement espaces publics, grands projets	2020	200'000	0	0	0	0	0	0	0	100'000	0	0	0	0	
100.550.11	SAM	GP - Dpt Constructions et aménagement : Etudes aménagement espaces publics, grands projets	2022	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100'000	100'000	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					1'400'000	100'000	100'000	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	
Nombre d'objets :					10	0	0	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	1400'000
Rues, routes & ouvrages d'art																	
101.020.12	GCI	Sautier, rue : [081.045.02] Entretien et rénovation du domaine public	2012	800'000	0	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
101.044.08	GCI	GP - Paix, av. de la : [081.031.08] Reconstr. réaménagement chaussée & trottoirs	2012	5'450'000	0	1'500'000	1'950'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
101.085.02	GCI	Voie-Creuse, rue de la : [081.049.00] Amén. cpl. construction d'immeubles, suite PLQ, PLCP	2013	1'850'000	0	1'000'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

Projets actifs					Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
101.112.02 N-PRA	GCI	Chantepoulet, rue de : [081.068.04] Rénovation infrastructure routière & trottoirs	2013	3'400'000	0	0	500'000	0	900'000	0	0	0	0	0	0	0
101.113.02 N-PRA	GCI	Croix-Rouge, rue de la : Réaménagement & plantations	2013	3'000'000	0	500'000	500'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
101.400.12 PRA	GCI	Ile, passerelle de l' : [OA 5117] Entretien de l'ouvrage	2015	200'000	0	0	0	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0
101.400.18 N-PRA	GCI	Sous-Terre, pont : [OA 5128] Entretien et renforcement de l'ouvrage	2013	2'500'000	0	500'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.400.38 N-PRA	GCI	Couverture sur canal d'Aire : [OA 3915] Entretien de l'ouvrage	2013	3'000'000	0	500'000	2'000'000	0	500'000	0	0	0	0	0	0	0
101.400.40 PRA	GCI	Carouge, pont, Pont-Neuf : [OA 5203] Réfection de l'ouvrage (partic. commune de Carouge)	2012	3'000'000	1'000'000	0	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.400.44 PRA	GCI	Fontenette, pont de la : [OA 5204] Entretien de l'ouvrage	2015	500'000	0	0	0	200'000	300'000	0	0	0	0	0	0	0
101.400.48 PRA	GCI	Paix, pont de l'avenue de la : [OA 5001] Entretien et renforcement de l'ouvrage	2013	2'600'000	0	800'000	1'800'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.550.02 PRA	GCI	GP - Eugène-Rigot, ch. : [081.031.04] Elargissement et reconstruction du chemin	2012	1'500'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.601.03 N-PRA	SAM	QV - Eugène-Pittard, av. : Etude de modération & sécurisation de la circulation	2012	100'000	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.700.02 PRA	GCI	OPB - Pestalozzi, rue de: Trembley, av. de : Aménagements et assainissement du bruit	2014	6'400'000	0	1'000'000	2'900'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.700.04 PRA	GCI	OPB - Turretini, Seujet, quais : Aménagements et assainissement du bruit	2014	600'000	0	200'000	400'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.700.06 PRA	GCI	OPB - Franchises, rte des : [081.011.02] Aménagements et assainissement du bruit	2013	5'100'000	0	500'000	2'100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Projets actifs					Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
101.700.08	GCI	OPB - Voltaire, rue : [081.050.00] Aménagements et assainissement du bruit	2012	2'600'000	1'300'000	0	1'300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.701.02	GCI	OPB - Montchoisy, Eaux-Vives, rues : Aménagements et assainissement du bruit	2015	8'000'000	0	0	0	200'000	3'000'000	0	0	0	0	0	0	0
101.701.04	GCI	OPB - Malagnou, route de : [081.038.02 / 102.088.02] Entretien et assainissement du bruit	2013	4'500'000	0	1'000'000	1'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.701.10	GCI	OPB - Mail, avenue du : Aménagements et assainissement du bruit	2015	3'800'000	0	0	900'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.701.12	GCI	OPB - Pont d'Arve, bd. du : [081.053.02] Pose de revêtement phono absorbant	2013	1'800'000	0	600'000	1'200'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.701.30	GCI	OPB - Louis-Aubert, av. : Pose de revêtement phono absorbant	2015	1'400'000	0	0	400'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
101.702.04	SAM	OPB - Dpt Constructions et aménagement : Subv. pr mesures antibruit sur façades	2014	1'500'000	0	0	500'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0
101.702.06	SAM	OPB - Dpt Constructions et aménagement : Subv. pr mesures antibruit sur façades	2016	1'500'000	0	0	0	0	500'000	500'000	0	0	0	0	0	0
101.702.11	SAM	OPB - Diverses rues : Etudes d'assainissement, 2ème tranche	2012	1'800'000	150'000	0	500'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0
101.750.07	SAM	ZP - Vieille Ville, les rues de la : Etude d'aménagement (3ème étape)	2014	200'000	0	100'000	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.830.05	GCI	Dpt Constructions et aménagement : Amén. env. urb. compl. à imm., équipements, PLQ-PLCP 2013	2012	1'600'000	0	500'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.830.06	GCI	Dpt Constructions et aménagement : Amén. env. urb. compl. à imm., équipements, PLQ-PLCP 14-15	2013	2'000'000	0	0	700'000	600'000	0	0	0	0	0	0	0	0
101.830.14	GCI	Velours, ch. du : [081.048.00 / 102.015.13] Amén. cpl à construction immeubles, suite PLQ-PLCP	2013	4'100'000	0	1'500'000	1'800'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.850.01	SAM	QV - Dpt Constructions et aménagement : Etudes d'aménagements cyclables	2012	450'000	0	150'000	150'000	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0

Projets actifs					Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
101.900.10	SAM	Domaine public - Plan lumière : Remplacement de luminaires, 2ème étape	2012	2'800'000	0	0	600'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
101.900.14	SAM	Domaine public - Plan lumière : Remplacement supports d'éclairage public, 2e étape	2012	2'200'000	0	0	500'000	850'000	0	0	0	0	0	0	0	0
101.900.21	SAM	Domaine public, amélioration de l'éclairage : Etude de renouvellement des éclairages publics	2013	150'000	75'000	0	75'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
101.900.30	SAM	PL - Jardin Anglais & Neuve, place de : Renouvellement des éclairages publics - 4ème étape	2014	1'300'000	0	0	0	500'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					7'225'000	0	15'025'000	19'750'000	3'500'000	500'000	0	0	0	0	0	0
Nombre d'objets :					34	Dép. totales : 81'700'000										
102 Places, rues résidentielles, trafic modéré																
102.001.08	GCI	Vieille-Ville, Rôtisserie, rue de la : Reconstruction chaussées, trottoirs (2ème étape)	2014	7'480'000	0	0	200'000	2'000'000	2'000'000	0	0	0	0	0	0	0
102.015.16	GCI	Dorcière, place, "Fontaine des 4 Saisons" : Mise en circuit fermé alimentation en eau du bassin	2012	170'000	170'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
102.035.04	GCI	Rhône, place du : Aménagement complémentaire	2015	500'000	0	0	0	500'000	0	0	0	0	0	0	0	0
102.067.02	GCI	Jonction, quartier de la, cheminements : Aménagement de places et de rues à trafic modéré	2015	3'000'000	0	0	0	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0
102.502.06	GCI	CEVA - Eaux-Vives, gare; Voilier, rue : [081.502] Aménagements en liaison avec la gare, 1ère étape	2012	21'600'000	3'900'000	0	3'000'000	6'300'000	4'600'000	0	0	0	0	0	0	0
102.502.08	GCI	CEVA - Eaux-Vives, av. de la Gare des : [081.502] Aménagements en liaison avec la gare, étape 2	2014	41'200'000	0	0	2'000'000	12'800'000	4'400'000	10'100'000	0	0	0	0	0	0
102.502.11	SAM	CEVA - Champel, quartier de : Etude d'aménagements desp. publics, suite concours	2012	1'800'000	600'000	0	600'000	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0

Projets actifs										Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)								PRA & N-PRA	
N° PFI	N° Groupe	Localisation	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé															
Statut	Gestionnaire	Libellé			2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024			
102.502.14	GCI	CEVA - Champel, quartier de : [081.502] Aménagements en liaison avec la halte	2013	7'500'000	0	0	0	3250'000	0	0	0	0	0	0	0				
102.550.03	SAM	GP - Charmilles, place des : Etudes d'aménagement	2015	250'000	0	0	0	100'000	50'000	0	0	0	0	0	0				
102.550.11	SAM	GP - Wendt, av. & Hoffmann, rue : Etudes d'aménagement d'un espace public	2015	400'000	0	0	0	150'000	50'000	0	0	0	0	0	0				
102.551.03	SAM	GP - Eaux-Vives, quai des : Organisation d'un concours d'aménagement	2012	450'000	450'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
102.551.05	SAM	GP - Rhône, quai du : Fil du Rhône, étude d'aménagement	2014	100'000	0	0	0	50'000	0	0	0	0	0	0	0				
102.551.09	SAM	GP - Gustave-Ador, quai : Etude d'aménagement du quai	2013	250'000	0	100'000	0	150'000	0	0	0	0	0	0	0				
102.570.04	SAM	Voie verte, Bois de la Bâtie : Franchissement des niveaux, études	2013	700'000	0	200'000	200'000	300'000	0	0	0	0	0	0	0				
102.570.08	GCI	Voie verte, rives droite & gauche : Aménagements, 2ème étape	2014	37'000'000	0	0	700'000	200'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0				
102.600.08	GCI	QV - Concorde, St-Jean, Petit-Saconnex, Genêts : Aménagements complémentaires zones 30	2012	300'000	100'000	0	200'000	0	0	0	0	0	0	0	0				
102.600.24	GCI	QV - Valais, Sécheron, Carouge, Tranchées : Aménagements de nouvelles zones 30	2014	1'200'000	0	0	800'000	400'000	0	0	0	0	0	0	0				
102.600.28	GCI	QV - Kazem-Radjavi, rue : Participation aux travaux d'aménagements	2012	1'500'000	200'000	1'300'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
102.605.02	GCI	QV - Acacias, rte - Liotard, rue : Aménagements de nouvelles zones 30	2012	1'200'000	0	0	600'000	600'000	0	0	0	0	0	0	0				
102.605.10	GCI	QV - Rois, rue des : [081.100.02] Aménagements de la rue	2015	4'000'000	0	0	500'000	250'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0				
102.605.13	SAM	QV - Pré-l'Évêque, place du : Etudes d'aménagement	2015	400'000	0	0	100'000	200'000	100'000	0	0	0	0	0	0				

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1189

Projets actifs										PRA & N-PRA						
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
					2013 2014	2015 2016	2017 2018	2019 2020	2021 2022	2023 2024						
102.605.20 N-PRA	GCI	Sainte-Clotilde, av. : devant l'église : Travaux d'aménagement du DP	2012	1'600'000	0 600'000	500'000 500'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
102.750.18 PRA	GCI	ZP - Bergues, quai des : Restauration des infrastructures et aménagement	2014	5'800'000	0 0	0 800'000	25'000'000 25'000'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
102.750.20 PRA	GCI	ZP - De Grenus, place et abords : Aménagement place et reconstruction chaussées	2015	10'000'000	0 0	0 0	100'000'000 5'000'000	4'000'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
102.750.22 PRA	GCI	ZP - Grottes, pl. des : [101.006] Reconstruction et aménagement de la place	2012	1'500'000	0 500'000	800'000 200'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
102.755.02 PRA	GCI	ZP - Rhône, rue du : Aménagement de zones piétonnes	2014	3'200'000	0 0	0 200'000	15'000'000 15'000'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
102.755.11 PRA	SAM	ZP - Puiserande, Plantaporêts, Jardins, rues : Etude d'aménagement de zones piétonnes	2013	250'000	0 0	50'000 200'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
102.755.12 PRA	GCI	ZP - Puiserande, Plantaporêts, Jardins, rues : Aménagement de zones piétonnes	2015	2'900'000	0 0	0 0	60'000'000 15'000'000	800'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
102.755.16 PRA	GCI	ZP - Synagogue, place de la : Rénovation et piétonisation	2014	1'500'000	0 0	0 300'000	12'000'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
102.755.23 N-PRA	SAM	ZP - Neuve, place de : Etude et aménagement d'un espace public	2014	150'000	0 0	75'000 75'000	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					124'600'000	200'000 7'620'000	7'525'000 17'475'000	36'150'000 26'350'000	14'400'000 4'780'000	10'100'000 0	0 0	0 0	0 0			
					Dép. totales : 124'600'000											
104 Bâtiments, édificules publics																
104.004.00 PRA	LOM	Parcs et domaine public : Renouvellement cinq cabines WC autonettoyantes	2013	1'500'000	0 0	500'000 500'000	500'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					1'500'000	0 0	500'000 500'000	500'000 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0			
					Dép. totales : 1'500'000											
1																

Projets actifs										PRA & N-PRA								
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)													
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
106 Transports publics																		
106.082.11	SAM	Terrassière, rue de la - TPG :	2013	180'000	0	80'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	N-PRA	Etude d'aménagement de la rue			0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
106.096.01	SAM	GP - Frontenex, av. & rte :	2012	200'000	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	N-PRA	Etudes d'aménagement liées aux TPG			50'000	50'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
106.096.04	GCI	GP - Frontenex, av. & rte - TPG :	2014	8'000'000	0	0	2'000'000	2'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	N-PRA	Aménagements nouvelle ligne transports publics			0	500'000	3'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
106.520.11	SAM	Dpt Constructions et aménagement :	2012	200'000	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	PRA	Etudes aménag. urbain liées plan dir. TC 2013-2014			100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
106.520.12	GCI	Diverses rues - TPG :	2013	3'400'000	0	400'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	PRA	Aménagements liés au plan directeur TC 2012-2015			0	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					11'980'000	0	680'000	3'000'000	2'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	
					150'000	1'650'000	4'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Nombre d'objets :					5	Dép. totales : 11'980'000												
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					221'180'000	300'000	23'830'000	59'600'000	20'600'000	10'300'000	200'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000
						14'995'000	42'225'000	43'550'000	5'380'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	
Nombre d'objets :					80	Dép. totales : 221'180'000												
110 ADMINISTRATION GENERALE																		
111 Administration générale - objets mobiliers																		
111.007.03	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité - DSIC/DFL :	2018	8'000'000	0	0	0	0	0	0	3'000'000	2'000'000	0	0	0	0	0	
	PRA	Renouvellement du progiciel intégré SAP			0	0	0	0	0	0	3'000'000	0	0	0	0	0	0	
111.011.10	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité :	2018	4'500'000	0	0	0	0	0	0	0	0	760'000	675'000	675'000	675'000	675'000	
	N-PRA	Réseaux informatiques et téléphoniques 2019-2023			0	0	0	0	0	0	730'000	700'000	700'000	645'000	645'000	645'000	645'000	
111.030.28	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité :	2012	480'000	0	120'000	120'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	PRA	Equipement complémentaire CM 2011-2015			120'000	120'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
111.030.30	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité :	2012	8'000'000	0	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	0	0	0	0	0	
	PRA	3ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information			1'100'000	1'200'000	1'200'000	900'000	900'000	900'000	900'000	900'000	0	0	0	0	0	
111.030.32	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité :	2014	8'000'000	0	0	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	
	PRA	4ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information			0	1'100'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1191

Projets actifs					PRA & N-PRA											
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
111.030.34 PRA	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité : Système d'information et équipement du CM 2015	2014	700'000	0	0	0	200'000	200'000	0	100'000	0	0	0	0	0
111.030.36 PRA	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité : 5ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	2016	8'000'000	0	0	0	0	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	800'000	1'200'000
111.030.38 PRA	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité : 6ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	2018	8'000'000	0	0	0	0	0	0	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000	1'200'000
111.030.39 PRA	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité : Système d'information et équipement du CM 2019	2018	700'000	0	0	0	0	0	0	200'000	200'000	100'000	100'000	0	0
111.030.40 PRA	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité : 7ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	2020	8'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1'200'000	1'200'000
111.034.18 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : 12ème PRV - Renouv. véhicules (hors SIS)	2012	3'500'000	0	1'000'000	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
111.034.20 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : Assainissement des véhicules lié au 12ème PRV	2012	4'400'000	0	1'000'000	1'500'000	1'400'000	0	0	0	0	0	0	0	0
111.034.22 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : 13ème PRV - Renouv. véhicules (hors SIS)	2013	3'500'000	0	500'000	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
111.034.24 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : Assainissement des véhicules lié au 13ème PRV	2013	4'400'000	0	400'000	1'500'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0
111.034.26 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : 14ème PRV - Renouv. véhicules (hors SIS)	2014	3'500'000	0	0	1'000'000	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0	0
111.034.28 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : Assainissement des véhicules lié au 14ème PRV	2014	4'300'000	0	0	1'500'000	1'500'000	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0	0
111.034.30 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : 15ème PRV - Renouv. véhicules (hors SIS)	2015	3'500'000	0	0	500'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	0	0	0	0	0
111.034.32 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : 16ème PRV - Renouv. véhicules (hors SIS)	2016	3'500'000	0	0	0	0	0	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	0	0

Projets actifs										PRA & N-PRA						
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
111.034.34 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : 17ème PRV - Renouv. véhicules (hors SIS)	2017	3'500'000	0	0	0	0	0	0	500'000	1'000'000	1'000'000	0	0	0
111.034.36 PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : 18ème PRV - Renouv. véhicules (hors SIS)	2018	3'500'000	0	0	0	0	0	0	0	1'000'000	1'000'000	1'000'000	0	0
111.034.58 N-PRA	LOM	Dpt Environnement urbain et sécurité : Etude organisation fonctionnelle ateliers généraux	2012	50'000	0	0	0	0	0	0	0	500'000	1'000'000	1'000'000	0	0
111.047.12 PRA	CMAI	Dpt Finances et logement : 10ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2012	3'000'000	0	1'000'000	1'000'000	0	0	500'000	0	0	0	0	0	0
111.047.13 PRA	CMAI	Dpt Finances et logement : 11ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2014	3'000'000	0	0	1'000'000	1'000'000	500'000	0	0	0	0	0	0	0
111.047.14 PRA	CMAI	Dpt Finances et logement : 12ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2016	3'000'000	0	0	0	0	1'000'000	1'000'000	500'000	0	0	0	0	0
111.047.15 PRA	CMAI	Dpt Finances et logement : 13ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2018	3'000'000	0	0	0	0	0	0	1'000'000	1'000'000	500'000	0	0	0
111.047.16 PRA	CMAI	Dpt Finances et logement : 14ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2020	3'000'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1'000'000	1'000'000
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					107'030'000	2'770'000	5'220'000	9'920'000	12'120'000	11'300'000	12'700'000	13'430'000	11'060'000	8'900'000	6'875'000	4'845'000
					Dép. totales : 99'140'000											
					26											
					Nombre d'objets :											
					Administration générale - objets immobiliers											
112.000.07 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine administratif 2013/14	2012	200'000	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
112.000.09 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine administratif 2015/16	2014	200'000	0	0	100'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
112.000.11 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine administratif 2017/18	2016	200'000	0	0	0	100'000	0	0	100'000	0	0	0	0	0
112.000.13 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine administratif 2019/20	2018	200'000	0	0	0	0	0	0	0	100'000	0	0	100'000	0

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1193

Projets actifs										PRA & N-PRA							
N° PFI	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)												
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
112.000.15 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine administratif 2021/22	2020	200'000			0	0	0	0	0	0	0	0	0	100'000	0
112.000.17 PRA	DCA	Dpt Constructions et aménagement : Etudes diverses du patrimoine administratif 2023/24	2022	200'000			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100'000
112.013.07 PRA	BAT	Dpt Constructions et aménagement : Mise à jour installations sécurité bâtiments	2014	2'000'000			0	0	500'000	500'000	500'000	0	0	0	0	0	0
112.042.04 PRA	BAT	La Grange, villa : Rénovation des salons	2014	4'000'000	100'000		0	2'000'000	1'900'000	0	0	0	0	0	0	0	0
112.061.02 PRA	BAT	Hôtel-de-Ville 5, rue de l' : Réaménagement rez et sécurisation bâtiment	2013	1'350'000	800'000		0	550'000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
112.810.08 PRA	ENE	Dpt Constructions et aménagement : Travaux liés à la politique énergétique PA	2012	4'000'000	800'000		0	1'000'000	1'000'000	800'000	400'000	0	0	0	0	0	0
112.810.10 PRA	ENE	Dpt Constructions et aménagement : Travaux liés à la politique énergétique PA	2015	3'000'000			0	0	600'000	900'000	600'000	0	0	0	0	0	0
112.811.10 PRA	ENE	Patrimoine administratif : Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	2013	800'000			0	200'000	300'000	0	0	0	0	0	0	0	0
112.811.12 PRA	ENE	Patrimoine administratif : Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	2015	800'000			0	0	200'000	300'000	300'000	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					1'800'000	0	3'850'000	2'500'000	1'800'000	1'800'000	1'800'000	1'800'000	1'800'000	1'800'000	1'800'000	1'800'000	1'800'000
Nombre d'objets :					13		3'800'000	2'200'000	700'000	700'000	700'000	Dép. totales : 17'050'000					
TOTALS DU GROUPE FONCTIONNEL :					4'570'000	0	9'070'000	14'620'000	14'500'000	11'160'000	9'000'000	9'000'000	9'000'000	9'000'000	9'000'000	9'000'000	9'000'000
Nombre d'objets :					39		13'720'000	13'500'000	14'130'000	14'130'000	14'130'000	Dép. totales : 116'190'000					
120 PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT LOCAL																	
120.013.01 N-PRA	SAM	Diverses rues, quatorze lieux : Etudes hiérarchie du réseau routier	2012	700'000	160'000		0	180'000	180'000	0	0	0	0	0	0	0	0

Projets actifs										PRA & N-PRA						
N° PFI Statut	N° Groupe Gestionnaire	Localisation Libellé	Années prévisibles de dépôt	Coût estimé	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts)											
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
120.014.01	URB	Cornavin, extension gare CFF : Réalisation d'une expertise neutre	2012	130'000	50'000		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-PRA					0											0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					830'000	50'000	180'000	180'000	180'000	0	0	0	0	0	0	0
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :					830'000	50'000	180'000	180'000	180'000	Dép. totales :			750'000			
Nombre d'objets :					2											
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					830'000	50'000	180'000	180'000	180'000	0	0	0	0	0	0	0
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :					830'000	50'000	180'000	180'000	180'000	Dép. totales :			750'000			
Nombre d'objets :					2											
130 ACQUISITION DE TERRAINS																
130.001.18	DCA	Dpt Constructions et aménagement - OPF : Acquisitions foncières 2013-2016	2012	12'000'000	3'000'000		3'000'000		0	0	0	0	0	0	0	0
PRA					3'000'000		3'000'000		0	0	0	0	0	0	0	0
130.001.19	DCA	Dpt Constructions et aménagement - OPF : Acquisitions foncières 2017-2020	2016	12'000'000	0	0	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	0	0	0	0	0	0
PRA					0	0	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	0	0	0	0	0	0
130.001.20	DCA	Dpt Constructions et aménagement - OPF : Acquisitions foncières 2021-2024	2020	12'000'000	0	0	0	0	0	0	0	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000
PRA					0	0	0	0	0	0	0	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000
130.020.00	DCA	Voie verte, rives droite & gauche : Acquisitions foncières [120.010.00]	2014	300'000	0	0	150'000		0	0	0	0	0	0	0	0
PRA					0	0	150'000		0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux du sous-groupe fonctionnel :					36'300'000	3'000'000	3'000'000	3'150'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :					36'300'000	3'000'000	3'000'000	3'150'000	3'000'000	Dép. totales :			36'300'000			
Nombre d'objets :					4											
TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :					36'300'000	3'000'000	3'000'000	3'150'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000	3'000'000
Dép. totales :																
TOTAUX GÉNÉRAUX :					1'683'697'850	15'412'300	148'140'000	303'703'500	210'898'050	106'785'000	106'785'000	106'785'000	106'785'000	106'785'000	31'725'000	31'725'000
Nombre d'objets :					313											
TOTAUX GÉNÉRAUX :					1'683'697'850	15'412'300	148'140'000	303'703'500	210'898'050	106'785'000	106'785'000	106'785'000	106'785'000	106'785'000	31'725'000	31'725'000
Nombre d'objets :					313											
Dép. totales :																1'652'598'250

Nouveaux projets actifs introduits au 8^{ème} PFI N-PRA

Nouveaux projets qui ne figuraient pas au précédent plan financier
Ils sont également inclus dans la précédente liste détaillée des projets actifs

Nouveaux projets actifs introduits au 8ème PFI (objets compris dans la liste détaillée précédente PRA & N-PRA)						N-PRA
N° PFI	Service		Localisation	Libellé	Coût prévisible	
	Gestionnaire	Bénéficiaire				
10 LOGEMENTS (PF)						
11 Logements nouveaux						
011.099.03	ARC	GIM	Grottes 21, Louis-Favre 24 bis, rue :	Etudes cpl construction bâtiment logements	250'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :					250'000	
12 Logements existants						
012.001.19	BAT	GIM	Servette 40, rue de la :	Etude de rénovation de l'immeuble	500'000	
012.001.22	BAT	GIM	Servette 40, rue de la :	Rénovation de l'immeuble [St 0.54]	450'000	
012.002.24	BAT	GIM	Royaume 10, rue :	Rénovation de l'immeuble [St 0.44]	305'000	
012.002.30	BAT	GIM	Royaume 12, rue :	Rénovation de l'immeuble [St 0.50]	314'000	
012.005.11	BAT	GIM	Carouge 40, rue de :	Etude de réfection de l'enveloppe	200'000	
012.005.14	BAT	GIM	Carouge 40, rue de :	Réfection de l'enveloppe [St 0.52]	150'000	
012.092.05	BAT	GIM	Taconnerie 6, pl. de la :	Etude complémentaire de rénovation de l'immeuble	100'000	
012.092.06	BAT	GIM	Taconnerie 6, pl. de la :	Rénovation de l'immeuble [St 0.48]	2314'000	
012.095.05	BAT	GIM	Hoffmann 4 à 8, Schaub 41 à 45, Servette 100, rues :	Etude pr mise aux norm. inst. tech. & réfec. envel.	360'000	
012.095.08	BAT	GIM	Hoffmann 4 à 8, Schaub 41 à 45, Servette 100, rues :	Mise normes inst. tech. & réfec. envel. [St 0.78]	50'000'000	
012.110.05	BAT	GIM	Moïse-Duboule 1, ch. :	Etude de rénovation de l'immeuble	200'000	
012.110.06	BAT	GIM	Moïse-Duboule 1, ch. :	Rénovation de l'immeuble	13'000'000	
012.810.12	ENE	GIM	Dpt Constructions et aménagement :	Travaux liés à la politique énergétique PF	35'000'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :					73'904'000	
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					74'154'000	
20 INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE (PF)						
020.015.05	BAT	GIM	Pierre-Fatio 17, rue :	Etudes pour rénovation des Halles de Rive	500'000	
020.015.06	BAT	GIM	Pierre-Fatio 17, rue :	Rénovation des Halles de Rive	35'000'000	
020.018.03	BAT	GIM	Dorcière, pl., Gare routière :	Etude pour rénovation du bâtiment	300'000	
020.025.01	BAT	GIM	Grand-Rue 39, Café de l'Hôtel-de-Ville :	Etude de rénovation de la cuisine	120'000	
020.025.04	BAT	GIM	Grand-Rue 39, Café de l'Hôtel-de-Ville :	Rénovation de la cuisine	17'000'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :					6'120'000	
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					6'120'000	

Nouveaux projets actifs introduits au 8ème PFI (objets compris dans la liste détaillée précédente PRA & N-PRA)						N-PRA
N° PFI	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût prévisible	
30 ECOLES PUBLIQUES & PARASCOLAIRES						
30 Constructions existantes						
030.003.05	BAT	ECO	Liotard 66, rue, Ecole Liotard :	Etude pour rénovation du bâtiment & agrandissement	1500'000	
030.014.05	BAT	ECO	Plantaporêts 1bis, rue des - école :	Etude création 4 salles de classes & resto scolaire	300'000	
030.018.03	BAT	ECO	Aïre 1, av. d', Ecole des Charmilles :	Etude pour rénovation de l'école	1300'000	
030.018.06	BAT	ECO	Aïre 1, av. d', Ecole des Charmilles :	Rénovation de l'école	13'000'000	
030.077.07	BAT	ECO	Dizerens 26, rue, Ecole Hugo-de-Senger II :	Etude de rénovation du bâtiment	800'000	
030.089.06	ARC	ECO	Berne 50, rue de, Ecole de Pâquis-Centre :	Rénovation enveloppe du bâtiment	380'500'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :					55'450'000	
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					55'450'000	
40 CULTURE & LOISIRS						
41 Bibliothèques, discothèques, vidéothèques						
041.003.04	BAT	BMU	Trois-Perdrix 5, pl. des; Bibliothèque de la Cité :	Réaménagement partiel, mobilier & station de retour	17'08'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :					1'708'000	
42 Musées, conservatoire & jardin botaniques						
042.005.03	BAT	ARI	Paix 10, av. de la; Musée Ariana :	Etude rénovation pavillon extérieur & dépendance	200'000	
042.005.04	BAT	ARI	Paix 10, av. de la; Musée Ariana :	Rénovation pavillon extérieur & dépendance	1500'000	
042.017.07	BAT	MAH	Jacques-Dalcroze 11, boulevard Emile-; Casemates :	Etude réaménagement complet 4ème étage	100'000	
042.017.08	BAT	MAH	Jacques-Dalcroze 11, boulevard Emile-; Casemates :	Réaménagement complet du 4ème étage	800'000	
042.036.06	BAT	MAH	Neuve 1, pl. - Musée Rath :	Rénovation de la toiture	10'000'000	
042.040.24	BAT	MHN	Malagnou 1, rte de - MHN :	Construction chambre figurifique	215'000	
042.043.08	BAT	CJB	Impératrice 1, chemin de l', CJB :	Rénovation de la serre tempérée	22'000'000	
042.047.02	BAT	DCS	Ensemble des musées :	Contrôle d'accès, ouverture à distance	1'600'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :					76'150'000	

Nouveaux projets actifs introduits au 8ème PFI (objets compris dans la liste détaillée précédente PRA & N-PRA)					N-PRA
N° PFI	Gestonnaire	Service	Localisation	Libellé	Coût prévisible
43 Théâtres & concerts					
043.055.01	BAT	SEC	Temple 5, rue du, Théâtre St-Gervais :	Etude rénov. façades & réaménag. espaces intérieurs	700'000
043.055.04	BAT	SEC	Temple 5, rue du, Théâtre St-Gervais :	Rénovation façades & réaménag. espaces intérieurs	700'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					7'700'000
44 Conservation du patrimoine					
044.035.02	DCA	DCA	Madeline 15, place de la :	Subvention restauration Temple Madeleine	580'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					580'000
46 Animations & loisirs					
046.058.04	BAT	GIM	Stand 3 rue, du, Palladium :	Rénovation des installations techniques	450'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					4'500'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					22'103'000
50 SPORTS					
050.014.12	ARC	SPO	Frontenex 7, plateau de :	Réaménagement stade de football	222'55'000
050.044.04	BAT	SPO	Ecu 13, ch. de l', Centre sport. Bois-des-Frères :	Remplacement parquet & complément éclairage	100'000
050.045.01	BAT	SPO	Frontenex 64, rte, Stade de Richemont :	Etude pour la couverture du stade	250'000
050.065.06	ARC	SPO	Eaux-Vives, site de la gare des : [061.048]	Construction d'un complexe sport, jeunesse, crèche	65'100'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					88'605'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					88'605'000

Nouveaux projets actifs introduits au 8ème PFI (objets compris dans la liste détaillée précédente PRA & N-PRA)					N-PRA
N° PFI	Gestoraire	Service	Localisation	Libellé	Coût prévisible
60 SOCIAL					
61 Enfance & jeunesse					
061.056.04	BAT	SDPE	Frontenex 54, rte, "Villa Ambrosetti" :	Transformation en crèche & appartements relais	4298'000
061.056.06	SDPE	SDPE	Frontenex 54, rte, "Villa Ambrosetti" :	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	100'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					4'398'000
64 Centres sociaux					
064.027.02	ARC	SOC	Vermont 21, rue de :	Rénovation et réaffectation de la villa	1850'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					1'850'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					6'248'000
70 SECURITE PUBLIQUE					
73 Service d'incendie					
073.019.06	BAT	SIS	Rive Droite, Aéroport (SSA) - SIS :	Nouvelle caserne 2	55'500'000
073.028.10	SIS	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement matériel désincarcération	1'000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					56'500'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					56'500'000
80 HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE					
81 Protection des eaux & de l'environnement					
081.021.07	GCI	GCI	Charmilles, Châtelaine, St-Jean, Rhône, secteur :	Etudes de construction d'un collecteur EP	200'000
081.046.00	GCI	GCI	Savoises, rue des :	Entretien, reconstruction, modification collecteurs	1'000'000
081.068.04	GCI	GCI	Chantepoulet, rue de : [101.112.02]	Reconstruction collecteurs en unitaires	11'000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					2'300'000

Nouveaux projets actifs introduits au 8ème PFI (objets compris dans la liste détaillée précédente PRA & N-PRA)					N-PRA
N° PFI	Gestonnaire	Service	Localisation	Libellé	Coût prévisible
82 Enlèvement & traitement des déchets					
082.021.06	GCI	VVP	Dpt Environnement urbain et sécurité - VVP :	Création de sites de récupération des déchets	5'000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					5'000'000
84 Cimetières & crématoires					
084.012.03	SEV	SEV	St-Georges, Châtelaine, Plainpalais, Pt-Saconnex :	Plans de gestion des cimetières	450'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					450'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					7'750'000
90 AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG					
91 Parcs & promenades					
091.000.03	SEV	SEV	Dpt Environnement urbain et sécurité :	Etudes diverses gestion & aménagement espaces verts	150'000
091.004.05	SEV	SEV	Bois-de-la-Bâtie :	Etudes d'aménagement zone de loisirs	300'000
091.004.08	SEV	SEV	Bois-de-la-Bâtie :	Réalisation zone de loisirs	5'000'000
091.018.14	GCI	GCI	Plainpalais, plaine de :	Réfection de la Plaine, 4ème phase	115'000'000
091.075.06	SEV	SEV	Parcs de la Ville de Genève :	Renouvellement de bancs publics	3'050'000
091.080.06	GCI	GCI	Saint-Jean, falaises de :	Sécurisation des cheminements	3'000'000
091.095.04	GCI	GCI	Saint-Georges 21, bd. ; Stand & Gazomètres, rues :	Aménag. extérieurs; Ecoquartier Carré Vert	6'711'050
091.098.02	GCI	GCI	Saules, sentier des :	Travaux d'aménagement	800'000
091.101.00	SEV	SEV	Bertrand, Bastions, Geisendorff, parcs :	Plans de gestion	250'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					30'761'050
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					30'761'050
100 AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC					
101 Rues, routes & ouvrages d'art					
101.112.02	GCI	GCI	Chantepoulet, rue de : [081.088.04]	Rénovation infrastructure routière & trottoirs	3'400'000
101.113.02	GCI	GCI	Croix-Rouge, rue de la :	Réaménagement & plantations	30'000'000

Nouveaux projets actifs introduits au 8ème PFI (objets compris dans la liste détaillée précédente PRA & N-PRA)					N-PRA	
N° PFI	Service		Localisation	Libellé	Coût prévisible	
	Gestonnaire	Bénéficiaire				
101.400.18	GCI	GCI	Sous-Terre, pont : [OA 5128]	Entretien et renforcement de l'ouvrage	2500'000	
101.400.38	GCI	GCI	Couverture sur canal d'Aire : [OA 3915]	Entretien de l'ouvrage	3000'000	
101.601.03	SAM	SAM	QV - Eugène-Pittard, av. :	Etude de modération & sécurisation de la circulation	100'000	
101.702.11	SAM	GCI	OPB - Diverses rues :	Etude d'assainissement, 2ème tranche	1800'000	
101.750.07	SAM	GCI	ZP - Vieille Ville, les rues de la :	Etude d'aménagement (3ème étape)	200'000	
101.900.30	SAM	SAM	PL - Jardin Anglais & Neuve, place de :	Renouvellement des éclairages publics - 4ème étape	1300'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :					15'300'000	
102 Places, rues résidentielles, trafic modéré						
102.001.08	GCI	GCI	Vieille-Ville, Rôtisserie, rue de la :	Reconstruction chaussées, trottoirs (2ème étape)	7480'000	
102.067.02	GCI	GCI	Jonction, quartier de la, cheminements :	Aménagement de places et de rues à trafic modéré	3000'000	
102.550.03	SAM	GCI	GP - Charmilles, place des :	Etudes d'aménagement	250'000	
102.550.11	SAM	GCI	GP - Wendt, av. & Hoffmann, rue :	Etudes d'aménagement d'un espace public	400'000	
102.551.03	SAM	GCI	GP - Eaux-Vives, quai des :	Organisation d'un concours d'aménagement	450'000	
102.551.09	SAM	GCI	GP - Gustave-Ador, quai :	Etude d'aménagement du quai	250'000	
102.605.13	SAM	GCI	QV - Pré-l'évêque, place du :	Etudes d'aménagement	400'000	
102.605.20	GCI	GCI	Sainte-Clotilde, av., devant l'église :	Travaux d'aménagement du DP	1600'000	
102.755.23	SAM	GCI	ZP - Neuve, place de :	Etude et aménagement d'un espace public	150'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :					13'980'000	
106 Transports publics						
106.082.11	SAM	GCI	Terrassière, rue de la - TPG :	Etude d'aménagement de la rue	180'000	
106.096.01	SAM	GCI	GP - Frontenex, av. & rte :	Etudes d'aménagement liées aux TPG	200'000	
106.096.04	GCI	GCI	GP - Frontenex, av. & rte - TPG :	Aménagements nouvelle ligne transports publics	8000'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :					8'380'000	
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					37'660'000	

Nouveaux projets actifs introduits au 8ème PFI (objets compris dans la liste détaillée précédente PRA & N-PRA)							N-PRA
N° PFI	Service		Localisation	Libellé		Coût prévisible	
	Gestionnaire	Bénéficiaire					
110 ADMINISTRATION GENERALE							
111 Administration générale - objets mobiliers							
111.011.10	DSIC	DSIC			Réseaux informatiques et téléphoniques 2019-2023	4500'000	
111.034.58	LOM	LOM			Etude organisation fonctionnelle ateliers généraux	50'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :						4'550'000	
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :						4'550'000	
120 PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT LOCAL							
120.013.01	SAM	SAM			Etudes hiérarchie du réseau routier	700'000	
120.014.01	URB	URB			Réalisation d'une expertise neutre	130'000	
Total du sous-groupe fonctionnel :						830'000	
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :						830'000	
TOTAL GÉNÉRAL :						390'731'050	

Projets non planifiés PRNP

**Ils sont non compris dans la
planification financière du PFI**

Projets non planifiés					PRNP
N° PFI	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût estimé
10 LOGEMENTS					
12 Logements existants					
012.007.01	BAT	GIM	Sécheron 3-5, av. de :	Etude de réfection de l'enveloppe et des fluides	250'000
012.007.02	BAT	GIM	Sécheron 3-5, av. de :	Réfection de l'enveloppe et des fluides [St 0.75]	275'000
012.009.01	BAT	GIM	Gustave-Moynier 4-6, rue :	Etude de réfection de l'enveloppe et des fluides	250'000
012.009.02	BAT	GIM	Gustave-Moynier 4-6, rue :	Réfection de l'enveloppe et des fluides [St 0.66]	275'000
012.013.01	BAT	GIM	Charles-Giron 22-24-26, rue :	Etude de réfection enveloppe, isolation thermique	250'000
012.013.02	BAT	GIM	Charles-Giron 22-24-26, rue :	Réfection enveloppe, isolation thermique [St 0.76]	275'000
012.013.03	BAT	GIM	Charles-Giron 31-33, rue :	Etude de réfection enveloppe, isolation thermique	170'000
012.013.04	BAT	GIM	Charles-Giron 31-33, rue :	Réfection enveloppe, isolation thermique [St 0.7]	183'000
012.018.05	BAT	GIM	Lausanne 79, rue de :	Etude pour rénovation de l'immeuble	400'000
012.018.08	BAT	GIM	Lausanne 79, rue de :	Rénovation complète de l'immeuble	400'000
012.067.01	BAT	GIM	Perron 3-5-7, 17-19, 10-12-14, Calvin 17, rues :	Etude de réfection de l'enveloppe	82'000
012.067.02	BAT	GIM	Perron 3-5-7, 17-19, 10-12-14, Calvin 17, rues :	Réfection de l'enveloppe [St 0.62]	82'000
012.069.17	BAT	GIM	Lausanne 31, rue de :	Etude pour rénovation de l'immeuble	250'000
012.069.20	BAT	GIM	Lausanne 31, rue de :	Rénovation intérieure de l'immeuble [St 0.57]	2'000'000
012.073.05	BAT	GIM	Montbrillant 5, rue de :	Etude de rénovation de l'immeuble	500'000
012.073.08	BAT	GIM	Montbrillant 5, rue de :	Rénovation de l'immeuble [St 0.43]	5'000'000
012.074.02	APC	GIM	Dessier 15, rue :	Rénovation immeuble & aménagement combles [St 0.39]	730'000
012.077.05	BAT	GIM	Madeleine 7, rue de la :	Etude pour la rénovation intérieure de l'immeuble	200'000
012.077.08	BAT	GIM	Madeleine 7, rue de la :	Rénovation intérieure de l'immeuble [St 0.65]	2'400'000
012.077.13	BAT	GIM	Madeleine 11, rue de la :	Etude pour la rénovation intérieure de l'immeuble	200'000
012.077.16	BAT	GIM	Madeleine 11, rue de la :	Rénovation intérieure de l'immeuble [St 0.66]	2'000'000
012.104.07	BAT	GIM	Sainte-Clotilde, av. & Ernest-Ansermet, quai :	Etude réfection enveloppes & installations techn.	180'000'000
012.104.08	BAT	GIM	Jonction - Sainte-Clotilde 20-22, avenue :	Rénovation des immeubles [St 0.61]	32'000'000
012.104.10	BAT	GIM	Ernest-Ansermet 36-38, quai :	Rénovation des immeubles [St 0.70]	32'000'000
012.104.14	BAT	GIM	Jonction - Ernest-Ansermet 40-42, quai :	Rénovation des immeubles [St 0.60]	32'000'000
012.104.22	BAT	GIM	Jonction - Deux-Ponts 29-31-33, rue des :	Rénovation des immeubles [St 0.63]	25'000'000
012.104.26	BAT	GIM	Jonction - Vélodrome 4-6-8-10-12-14, rue du :	Rénovation des immeubles [St 0.60]	30'000'000
012.104.29	BAT	GIM	Michel-Simon 7-9, rue :	Etude concept global rénov. envel. immeuble. [St 0.64]	15'000'000
012.104.30	BAT	GIM	Michel-Simon 7-9, rue :	Réfection complète enveloppe du bâtiment [St 0.64]	180'000'000
012.114.01	BAT	GIM	Vieux-Billard 25 rue dur, (AVVO) :	Etude pr réfec. enveloppe & instal. techniques	100'000

Projets non planifiés					PRNP
N° PFI	Service Cessionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût estimé
012.114.04	BAT	GIM	Vieux-Billard 25 rue du: (AVIVO) :	Réfection enveloppe & instal. tech. [St 0.77]	800'000
012.810.14	ENE	GIM	Dpt Constructions et aménagement :	Travaux liés à la politique énergétique PF	3500'000
012.810.26	ENE	ENE	Patrimoine de la Ville de Genève :	Stratégie électrique, partenariat avec SIG, étape 2	5000'000
012.810.28	ENE	ENE	Patrimoine de la Ville de Genève :	Stratégie électrique, partenariat avec SIG, étape 3	5000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					247'150'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					247'150'000
20 INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE					
020.016.07	BAT	DFL	Gustave-Ador 78, quai. Eaux-Vives, parc des :	Etude pour réhabilitation dépendances du restaurant	400'000
020.016.08	BAT	DFL	Gustave-Ador 78, quai. Eaux-Vives, parc des :	Réhabilitation dépendances du restaurant	3600'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					4'000'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					4'000'000
30 ECOLES PUBLIQUES & PARASCOLAIRE					
30 Constructions existantes					
030.096.01	BAT	ECO	Cité Vieusseux 14. Ecole de Vieusseux :	Etude pour réfection des façades & agrandissement	2000'000
030.096.02	BAT	ECO	Cité Vieusseux 14. Ecole de Vieusseux :	Réfection des façades & agrandissement	15000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					17'000'000
31 Nouvelles constructions					
031.025.05	ARC	ECO	William-Lescaze 12, ch. Cayla, quartier de :	Concours, études salle gymnastique & locaux musique	700'000
031.025.10	ARC	ECO	William-Lescaze 12, ch. Cayla, quartier de :	Construction salle gymnastique & locaux musique	7800'000
031.056.05	DCA	ECO	Mervelet - Forêt, secteur :	Acquisition de parcelles pour env. 12'000 m2	10000'000
031.056.08	ARC	ECO	Mervelet - Forêt, secteur :	Concours/étude pr construction 1/2 groupe scolaire	2000'000
031.056.10	ARC	ECO	Mervelet - Forêt, secteur :	Construction d'un demi groupe scolaire	20000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					40'500'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					57'500'000

Projets non planifiés					PRNP
N° PF	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût estimé
40 CULTURE & LOISIRS					
40 Culture & loisirs (équipements généraux)					
040.027.01	ARC	SEC	Lieu à déterminer :	Etude pour équipement culturel intercommunal	1000'000
040.028.02	BAT	DCS	Georges-Favon 38, bd, Plaine Plainpalais :	Aménagement dépôt bibliothèques	1000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					2'000'000
41 Bibliothèques, discothèques, vidéothèques					
041.004.01	BAT	BMU	Sillem 2, rue: Bibliothèque des Eaux-Vives :	Etude modification de l'entrée	80'000
041.004.02	BAT	BMU	Sillem 2, rue: Bibliothèque des Eaux-Vives :	Modification de l'entrée de la bibliothèque	800'000
041.013.05	BAT	BMU	Veyrassat 9, rue - Bibliothèque de la Servette :	Etude rénovation enveloppe du bâtiment	300'000
041.013.08	BAT	BMU	Veyrassat 9, rue - Bibliothèque de la Servette :	Rénovation enveloppe du bâtiment	1'700'000
041.020.02	BAT	BMU	Biblioth & discloth. municipales, lieu à déterminer :	Création d'un local pour le service du bibliobus	11'700'000
041.026.00	BAT	BMU	Cité-Vieuxseux 2, discothèque de Vieuxseux :	Rapatriment dans des locaux Ville de Genève	750'000
041.032.02	BAT	BMU	Jonction - Carl-Vogt 20-22, boulevard :	Rénovation des immeubles (bibliothèque & MQ)	3000'000
041.033.02	BGE	BGE	Bastions, promenade des - BGE :	Désacidification de collections	2000'000
041.034.02	BGE	BGE	Bastions, promenade des - BGE :	Numerisation des collections des bibliothèques	2000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					29'800'000
42 Musées, conservatoire & jardin botaniques					
042.014.05	BAT	CJB	Palud 10, ch. (Pregny 35, rte) - CJB :	Etude de rénovation des serres de Pregny	300'000
042.014.08	BAT	CJB	Palud 10, ch. (Pregny 35, rte) - CJB :	Rénovation des serres de Pregny	2200'000
042.043.12	BAT	CJB	Impératrice 1, ch. de - CJB :	Agrandissement du dépôt	1000'000
042.043.16	BAT	CJB	Impératrice 1, Chemin de l' - CJB :	Remise en état de l'Annexe Duval	700'000
042.044.06	BAT	MAH	Puits-Saint-Pierre 6, rue du. Maison Tavel :	Réfection façades cour & div. aménagements int.	7'300'000
042.048.00	DCS	DCS	Dpt Culture & sport :	Crédit d'acquisitions des musées (collections)	10000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					21'500'000

Projets non planifiés					PRNP
N° PFI	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût estimé
43 Théâtres & concerts					
043.005.10	BAT	SAT	Général-Dufour 14, rue du, Victoria-Hall :	Révision des Grandes orgues	1300'000
043.009.21	BAT	GTG	Michel-Simon 7-9, rue :	Réorganisation espaces intérieurs ateliers GTG	2000'000
043.046.04	ARC	SAT	Bois-des-Frères, rte du :	Construction locaux répétition et stockage	5000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					8'300'000
46 Animations & loisirs					
046.008.00	BAT	DEJ	Sainte-Clotilde 18bis, av. de :	Rénovation de la Maison de quartier de la Jonction	3'000'000
046.013.01	ARC	DEJ	Lieu à déterminer - DEJ :	Etude pour réalisation d'un skate-parc couvert	150'000
046.013.02	ARC	DEJ	Lieu à déterminer - DEJ :	Réalisation d'un skate-parc couvert	1400'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					4'550'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					66'150'000
50 SPORTS					
050.002.09	ARC	SPO	Vernier 115, rte de; Bois-des-Frères :	Concours, études équipements sportifs & logements	1600'000
050.002.12	ARC	SPO	Vernier 115, rte de; Bois-des-Frères :	Construction d'équipements sportifs	12'400'000
050.006.06	BAT	SPO	Vandoeuves 4, rte de, Stade Picot :	Transformation du stade	3000'000
050.012.22	BAT	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Patinoire des Vernets :	Amélioration de l'acoustique	800'000
050.012.37	ARC	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Etude globale du site des Vernets	1500'000
050.012.39	BAT	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Préétude rénovation des installations techniques	500'000
050.012.41	BAT	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Etude mise à niveau globale des installations CVSE	1000'000
050.012.42	BAT	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Mise à niveau globale des installations CVSE	2000'000
050.012.45	BAT	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Piscine des Vernets :	Etude pour création nouveau bassin extérieur de 25m.	250'000
050.012.46	BAT	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Piscine des Vernets :	Création nouveau bassin extérieur de 25m.	3000'000
050.012.50	SPO	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Acquisition d'un plancher démontable	500'000
050.012.53	ARC	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Concours, étude création salle multisport	1600'000
050.012.54	ARC	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Construction d'une salle multisport	22'000'000
050.012.56	ARC	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue - SPO :	Etude & réalisation, surélev. bât. administratifs	4500'000

Projets non planifiés					PRNP
N° PFI	Service		Localisation	Libellé	Coût estimé
	Gestionnaire	Bénéficiaire			
050.012.61	ENE	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Etude complémentaire rénovation chaufferie	400'000
050.012.62	ENE	SPO	Hans-Wilsdorf 4, rue, Vernets :	Travaux rénovation chaufferie	6'000'000
050.016.07	BAT	SPO	Vessy 14, rue de, Stade du Bout-du-Monde :	Etude pour construc. de nouv. vestiaires, dépôts	200'000
050.016.08	BAT	SPO	Vessy 14, rue de, Stade du Bout-du-Monde :	Construction de nouveaux vestiaires et de dépôts	2'500'000
050.016.17	BAT	SPO	Vessy 14, rue de, Stade du Bout-du-Monde :	Etude pour transformation du pavillon des sports	200'000
050.016.18	BAT	SPO	Vessy 14, rue de, Stade du Bout-du-Monde :	Transformation du pavillon des sports	1'500'000
050.040.03	BAT	SPO	Vermont 33, rue de :	Etude rénovation du bâtiment pour Arts martiaux	400'000
050.040.04	BAT	SPO	Vermont 33, rue de :	Rénovation du bâtiment pour Arts martiaux	4'600'000
050.045.02	BAT	SPO	Frontenex 64, rue, Stade de Richemont :	Couverture du stade	280'000
050.059.02	BAT	SPO	François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve :	Remplacement de la piste du vélodrome	908'000
050.060.02	ARC	SPO	Bois-de-la-Bâtie 4, ch. du, Terrain A :	Etude & Transf. bâtim. , vestiaires & rénov. éclair.	3'500'000
050.068.02	ARC	SPO	Site à définir sur le canton :	Etude et construction d'une nouvelle patinoire	80'000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					175'658'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					175'658'000
60 SOCIAL					
61 Enfance et jeunesse					
061.039.01	ARC	SDPE	William-Lescaze 12, ch., Cayla :	Concours, étude pour construction d'une crèche	800'000
061.039.02	ARC	SDPE	William-Lescaze 12, ch., Cayla :	Construction d'une nouvelle crèche	77'000'000
061.039.06	SDPE	SDPE	William-Lescaze 12, ch., Cayla :	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	200'000
061.054.01	BAT	DEJ	Bout-du-Monde 6, route du - DEJ :	Etude rénovation villa Saint Exupéry (ex Tardy)	500'000
061.054.02	BAT	DEJ	Bout-du-Monde 6, route du - DEJ :	Rénovation de la villa Saint Exupéry (ex Tardy)	5'000'000
061.102.00	DEJ	DEJ	Différents lieux :	Cellule chantier jeunes	375'000
061.103.00	DEJ	DEJ	Lieu à déterminer :	Pépinières d'entreprises, halle aux idées	165'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					16'225'000
63 Personnes âgées					
063.005.03	BAT	SOC	Michel-Simon 7-9, rue - SOC :	Etude pour structure intermédiaire	800'000
063.005.04	BAT	SOC	Michel-Simon 7-9, rue - SOC :	Structure intermédiaire, transformation bâtiment	720'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					8'000'000

Projets non planifiés					PRNP
N° PFI	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût estimé
64 Centres sociaux					
064.005.00	BAT	SOC	Centres sociaux - SOC :	Transformation de locaux pour les CAS-AMD-CMD	1100000
064.023.01	BAT	SOC	Divers lieux - 4 centres - étape 1 :	Etude pour adaptation CAS-AMD-CMD programme cadre	200000
064.023.04	BAT	SOC	Divers lieux - CAS-AMD-CMD - 4 centres - étape 1 :	Mise aux normes programme cadre, accessib. & sécur.	200000
064.023.05	BAT	SOC	Divers lieux - CAS-AMD-CMD - 4 centres - étape 2 :	Etude pour mise aux normes	200000
064.023.08	BAT	SOC	Divers lieux - CAS-AMD-CMD - 4 centres - étape 2 :	Mise aux normes programme-cadre, accessib. & sécur.	200000
064.025.00	BAT	SOC	Plainpalais, Champel, secteurs :	Rénovation et/ou transformation des UAC	1200000
Total du sous-groupe fonctionnel :					6'700'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					30'925'000
70 SECURITE PUBLIQUE					
73 Service d'incendie					
073.019.16	BAT	SIS	Vieux-Billard 11, rue du - Caserne 1 du SIS :	Transformation et adaptation du bâtiment	1500000
073.019.19	ARC	SIS	Rive Gauche, lieu à déterminer - SIS :	Concours, étude pour construction nouvelle caserne 1	4500000
073.019.20	ARC	SIS	Rive Gauche, lieu à déterminer - SIS :	Construction d'une nouvelle caserne 1	55500000
073.023.04	SIS	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement de la protection respiratoire	1500000
073.026.02	BAT	SIS	Asters 5, rue des :	Réaménagement caserne II pour SP volontaires	1000000
073.028.14	SIS	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement du parc de véhicules 2016 - 2018	6494000
073.028.16	SIS	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement du parc de véhicules 2019 - 2021	3043000
073.028.18	SIS	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement du parc véhicules 2022-2024	13919000
073.030.06	BAT	SIS	Étraz 128, route de l', Versoix :	Réaménagement CECOPOR (étape II)	4300000
073.031.00	SIS	SIS	Vieux-Billard 11 & Étraz 128, route de l' :	Système modulaire d'entretien des tuyaux	800000
Total du sous-groupe fonctionnel :					92'556'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					92'556'000
80 HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE					
81 Protection des eaux & de l'environnement					
081.008.36	GCI	GCI	Dpt Constructions et aménagements :	PGEE - Interventions prioritaires, étape 3	6000000
081.012.06	GCI	GCI	Champel, Philosophes, Arve, secteur :	Construction d'un collecteur EP	4500000

Projets non planifiés					PRNP
N° PF	Service		Localisation	Libellé	Coût estimé
	Certificataire	Bénéficiaire			
081.017.02	GCI	GCI	Fontenex, Allières, Boisière, Malagnou, secteur :	Construction d'un collecteur EP	3500'000
081.021.08	GCI	GCI	Charmilles, Châtelaine, St-Jean, Rhône, secteur :	Construction d'un collecteur EP.	15'000'000
081.021.14	GCI	GCI	Délices, rue des : [101.095]	Reconstruction collecteurs réseau séparatif	500'000
081.026.00	GCI	GCI	Vieille-Ville, Bourg-de-Four, place du :	Reconstruction et reféction des collecteurs	1500'000
081.043.00	GCI	GCI	Lac, rue du :	Entretien, reconstruction, modification collecteurs	330'000
081.044.00	GCI	GCI	J.-Violette, Prévoist-Martin, r., St-François, pl. :	Entretien, reconstruction, modification collecteurs	3000'000
081.061.02	GCI	GCI	Bezanson-Hugues, quai :	Reconstruction du collecteur primaire	8600'000
081.066.02	GCI	GCI	Forces-Morrices, quai des : [102.097]	Reféction collecteur et mur de quai	2500'000
081.067.02	GCI	GCI	Hoffmann, rue :	Construction d'un collecteur	1500'000
081.101.02	GCI	GCI	De-Warens & Gallatin, av. :	Travaux d'assainissement des eaux	200'000
081.504.00	GCI	GCI	TGSA : [106.504]	Travaux d'assainissement en liaison tram	4000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					51'130'000
82 Enlèvement & traitement des déchets					
082.021.04	GCI	VVP	Pâquis & Petit-Saconnex; DEUS - VVP :	Création sites complets de récupération des déchets	4000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					4'000'000
84 Cimetières & crématoires					
084.003.12	SEV	SPF	Furet 71, ch. du, Cimetière de Châtelaine :	Requalification aménagement paysagé du cimetière	4100'000
084.004.04	BAT	SPF	Moise-Duboule 12, ch., cimetière Petit-Saconnex :	Rénovation bâtiment entrée	740'000
084.005.12	ARC	SPF	Bâtie 13, ch. de la, Centre funéraire St-Georges :	Construction d'un garage pour véhicules mortuaires	1200'000
084.005.16	GCI	SPF	St-Georges, Châtelaine, Pt-Saconnex, cimetières :	Reféction des enrobés bitumineux	140'000
084.008.12	GCI	SPF	Rois 10, rue des, Cimetière de Plainpalais :	Réalisation clôture du cimetière	500'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					6'680'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					61'810'000

Projets non planifiés					PRNP
N° PFI	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût estimé
90 AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG					
91 Parcs & promenades					
091.004.12	SEV	SEV	Bois-de-la-Bâtie, St-Georges, périmètre du :	Réhabilitation du secteur	16'000'000
091.091.04	SEV	SEV	Parcs et domaine public : (Etape 2)	Entretien et sécurisation du patrimoine boisé	7'000'000
091.091.06	SEV	SEV	Parcs et domaine public : (Etape 3)	Entretien et sécurisation du patrimoine boisé	7'000'000
091.094.00	SEV	SEV	Domaine public, divers lieux VG :	Favorisation de la biodiversité des espaces verts	1'000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					31'000'000
92 Moyens de gestion des espaces verts					
092.045.08	BAT	SEV	Bis, ch. des, Perly, "Les Bornaches" :	Rénovation de l'enveloppe	1'000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					1'000'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					32'000'000
100 AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC					
100 Aménagement DP (en général)					
100.550.01	SAM	GCI	GP - Dpt Constructions et aménagement :	Etudes aménagement espaces publics	200'000
100.550.03	SAM	GCI	GP - Dpt Constructions et aménagement :	Etudes aménagement espaces publics	200'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					400'000
101 Rues, routes & ouvrages d'art					
101.006.04	GCI	GCI	Grottes, rue des : [102.009.02]	Reconstruction chaussées et collecteurs EU/EP	6'000'000
101.006.08	GCI	GCI	Faucille, rue de la :	Reconstruction chaussées et trottoirs	7'000'000
101.006.10	GCI	GCI	Jean-Jacques-de-Sellon, rue :	Reconstr. chaussée, trottoirs, collecteurs EU/EP	9'000'000
101.011.06	GCI	GCI	Genêts, quartier des, 3 ^e étape :	Construction chaussée, trottoirs, collecteurs EU/EP	5'000'000
101.018.08	GCI	GCI	Vieille Ville, les rues de la :	Reconstr. chaussées, trottoirs (3 ^{ème} étape)	1'000'000
101.018.14	GCI	GCI	Vieille-Ville, quartier de :	Aménagement accès à la Vieille-Ville (portes)	450'000

Projets non planifiés					PRNP
N° PF	Service		Localisation	Libellé	Coût estimé
	Certificataire	Bénéficiaire			
101.095.00	GCI	GCI	Délices, rue des : [081.021.14]	Reconstr. collecteurs, entret. chaussées & trottoirs	2'500'000
101.096.01	GCI	GCI	Pestalozzi, Molliebeau, Trembley, carrefour :	Aménagement du carrefour	8'500'000
101.101.00	GCI	GCI	Gustave-Revilliod, rue :	Aménagements place, rue & reconstruction collecteurs	2'000'000
101.111.02	GCI	GCI	Carl-Vogt (tronçon entre N° 74 à 102), bd. :	Réaménagement du tronçon	1'000'000
101.400.08	GCI	GCI	Mont-Blanc, pont du : [OA 5107]	Entretien de l'ouvrage	580'000
101.400.28	GCI	GCI	Délices, pont des : [OA 5106] [101.062.00]	Entretien et renforcement de l'ouvrage	1'000'000
101.400.34	GCI	GCI	Aire, pont de l'avenue d' : [OA 3802]	Entretien et renforcement ouvrage pour 40 t.	3'000'000
101.400.46	GCI	GCI	Val d'Arve, pont du : [OA 5205]	Entretien de l'ouvrage	1'000'000
101.400.52	GCI	GCI	Charles-Galland, ponts : [OA 5120/21]	Entretien des ouvrages	1800'000
101.400.54	GCI	GCI	Saint-Victor, ponts de : [OA 5122/23]	Entretien des ouvrages	2'000'000
101.600.04	GCI	GCI	QV - Mont-Blanc, pont du : [OA 5107] [102.033.03]	Piste cyclable bidirectionnelle	2'200'000
101.702.13	SAM	GCI	OPB - Diverses rues :	Etudes d'assainissement, 3ème tranche	900'000
101.702.16	GCI	GCI	OPB 2015 - Diverses rues :	Aménagements et assainissement du bruit	600'000
101.702.18	GCI	GCI	OPB 2014 - Diverses rues :	Aménagements et assainissement du bruit	280'000
101.702.20	GCI	GCI	OPB 2017 - Diverses rues :	Aménagements et assainissement du bruit	210'000
101.830.07	GCI	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	Aménagements et assainissement du bruit	13'000'000
101.830.08	GCI	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	Amén. envir urb compl à imm., équipements, PLQ-PLCP 16-17	13'000'000
101.830.09	GCI	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	Amén. envir urb compl à imm., équipements, PLQ-PLCP 18-19	13'000'000
101.850.03	SAM	GCI	QV - Dpt Constructions et aménagement :	Amén. envir urb compl à imm., équipements, PLQ-PLCP 20-21	13'000'000
101.850.05	SAM	GCI	QV - Dpt Constructions et aménagement :	Etudes d'aménagements cyclables	450'000
101.850.08	GCI	GCI	QV - Diverses rues :	Etudes d'aménagements cyclables	450'000
101.900.23	SAM	SAM	Domaine public, amélioration de l'éclairage :	Réalisations et aménagements cyclables	17'000'000
101.900.32	SAM	SAM	PL - Perle du Lac, Vieille Ville, Voie verte :	Etude de renouvellement des éclairages publics	150'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					1'500'000
102 Places, rues résidentielles, trafic modéré					108'900'000
102.015.14	GCI	GCI	Dorcière, place et abords :	Aménagements de place et de rues	6'250'000
102.025.08	GCI	GCI	Jean-Violette, Voisins rues, Saint-François, pl. :	Aménagement d'espaces publics	2'500'000
102.033.04	GCI	GCI	Mont-Blanc, pont du :	Construction d'une passerelle piétonne	16'000'000
102.085.00	GCI	GCI	Savoises, rue des :	Aménagement de places et de rues à trafic modéré	1'000'000
102.088.02	GCI	GCI	Malagnou, route de : [081.038.02/101.701.04]	Aménagement de places et de rues à trafic modéré	2'000'000

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2012 (soir)
8^e plan financier d'investissement 2013-2024

1213

Projets non planifiés					PRNP
N° PFI	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût estimé
102.089.00	GCI	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	Bornes télescopiques télécommandées - diverses rues	800'000
102.097.02	GCI	GCI	Forces-Motrices, quai des : [081.066]	Aménagement d'une zone piétonne	800'000
102.550.04	GCI	GCI	GP - Charmilles, place des :	Réaménagement de la place	3500'000
102.550.07	SAM	GCI	GP - Eaux-Vives, place des :	Etudes d'aménagement	380'000
102.550.14	GCI	GCI	GP - Wendt, av. & Hoffmann, rue :	Réaménagement; projet aglo 2	5700'000
102.570.02	GCI	GCI	Voie verte, Bois de la Bâtie, pont de la Jonction :	Ascenseur, élargissement de l'OA, passerelle	10'000'000
102.570.10	GCI	GCI	Voie verte, rives droite & gauche :	Aménagements, 3ème étape	3700'000
102.570.12	GCI	GCI	Voie verte, rives droite & gauche :	Aménagements, 4ème étape	1350'000
102.600.11	SAM	GCI	QV - Concorde, quartier de la :	Etude amén. zones piétonnes et rues à trafic modéré	100'000
102.600.12	GCI	GCI	QV - Concorde, quartier de la :	Amén. de zones piétonnes et rues à trafic modéré	5150'000
102.600.15	SAM	GCI	QV - Aire av. d', contre-route :	Etude d'aménagement	560'000
102.600.16	GCI	GCI	QV - Aire av. d', contre-route :	Aménagements en faveur des mobilités douces	2000'000
102.600.20	GCI	GCI	QV - Sous-Terre, rue de :	Cyclo-câble	1030'000
102.600.30	GCI	GCI	QV - Petit-Saconnex, place du & Pasteur, ch. :	Réaménagement de la place et du chemin	1500'000
102.605.05	SAM	GCI	QV - Acacias, quartier des :	Etude d'aménagement d'une place	240'000
102.605.07	SAM	GCI	QV - Saint-Georges, bd. de :	Etude d'aménagement	470'000
102.605.08	GCI	GCI	QV - Saint-Georges, bd de :	Aménagements de rues	6200'000
102.605.14	GCI	GCI	QV - Pré-l'Evêque, pl. du :	Aménagement de la place	4150'000
102.605.18	GCI	GCI	QV - William-Favre, av. :	Aménagements liés au plan directeur 2011-2014	5700'000
102.607.02	GCI	GCI	QV - Diverses rues :	Aménagements de nouvelles zones 30	1000'000
102.750.07	SAM	GCI	ZP - Pâquis, secteur des :	Etude d'aménagement de zones piétonnes	350'000
102.750.08	GCI	GCI	ZP - Pâquis, secteur :	Aménagement de zones piétonnes	3900'000
102.750.10	GCI	GCI	ZP - Châteaubriand, place de; Butini, rue de :	Aménagement de zones piétonnes	800'000
102.750.28	GCI	GCI	ZP - Grottes, contrat de quartier des :	Aménagement de zones à priorité piétonnes	2500'000
102.750.30	SAM	GCI	ZP - St-Gervais, contrat de quartier de :	Etudes d'aménagement de zones à priorité piétonne	650'000
102.752.22	GCI	GCI	ZP - Diverses rues :	Mesures de piétonisation, IN-2 (166)	15'000'000
102.755.05	SAM	GCI	ZP - Corratier, rue de la :	Etude d'aménagement d'une zone interdite au trafic	200'000
102.755.06	GCI	GCI	ZP - Corratier, rue de la :	Aménagement de zones piétonnes	310'000
102.755.08	GCI	GCI	ZP - Rive, rond-point et abords : [081.042/106.755]	Reconstr., réaménagement chaussée & trottoirs	20'000'000
102.757.07	SAM	GCI	ZP - Dpt Constructions et aménagement :	Etude d'aménagement de zones à priorité piétonne	200'000
102.757.09	SAM	GCI	ZP - Dpt Constructions et aménagement :	Etude d'aménagement de zones à priorité piétonne	200'000
102.757.11	SAM	GCI	ZP - Dpt Constructions et aménagement :	Etude d'aménagement de zones à priorité piétonne	200'000
102.757.13	SAM	GCI	ZP - Dpt Constructions et aménagement :	Etude d'aménagement de zones à priorité piétonne	200'000

Projets non planifiés					PRNP
N° PFI	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût estimé
102.757.15	SAM	GCI	Zp - Dpt Constructions et aménagement :	Etude d'aménagement de zones à priorité piétonne	200'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					130'080'000
103 Parkings publics					
103.004.06	GCI	GCI	Cornavin, place de :	Déplacement trémie de sortie parking	3'450'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					3'450'000
106 Transports publics					
106.504.00	GCI	GCI	TGSA : [081.504]	Travaux d'aménagement en liaison tram TPG	7'000'000
106.520.15	SAM	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	Etudes aménag. urbain liées plan dir. TC 2015-2018	400'000
106.520.17	SAM	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	Etudes aménag. urbain liées plan dir. TC 2019-2022	400'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					7'800'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					250'630'000
110 ADMINISTRATION GENERALE					
112 Administration générale - objets immobiliers					
112.026.03	BAT	GIM	Dpt Constructions et aménagement :	Etude complémentaire pers.mob. réduite 2	100'000
112.026.04	BAT	GIM	Dpt Constructions et aménagement :	Accessibilité pers. mobilité réduite bâtim. publ. 2	2850'000
112.030.02	BAT	VVP	François-Dussaud 10. rue - GCI/LOM/VVP :	Réaménagement dépôt, halle vhc & bâtiments	9200'000
112.057.03	BAT	ACE	Croix-Rouge 4, rue de la - ACE :	Palais Eynard: étude de restauration salons & halls	200'000
112.057.04	BAT	ACE	Croix-Rouge 4, rue de la - ACE :	Palais Eynard: restauration salons & halls	1500'000
112.810.14	ENE	ENE	Dpt Constructions et aménagement :	Travaux liés à la politique énergétique PA	3000'000
112.810.16	ENE	ENE	Dpt Constructions et aménagement :	Travaux liés à la politique énergétique PA	2500'000
112.810.18	ENE	ENE	Dpt Constructions et aménagement :	Travaux liés à la politique énergétique PA	2500'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					21'850'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					21'850'000

Projets non planifiés					PRNP
N° PFI	Service		Localisation	Libellé	Coût estimé
	Gestionnaire	Bénéficiaire			
120 PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT LOCAL					
120.011.03	SAM	GCI	Voie verte, rives droite & gauche :	Etudes d'aménagement et ouvrages d'art, 2ème étape	1'000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					1'000'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					1'000'000
TOTAL GÉNÉRAL :					1'041'229'000

Projets retirés lors de l'élaboration du 8^{ème} PFI

En général, il s'agit de projets qui ne sont plus d'actualité

Projets retirés lors de l'élaboration du 8ème PFI					RET
N° PFI	Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût prévisible
10 LOGEMENTS					
12 Logements existants					
012.057.02	BAT	GIM	Claparède 2, pl. Fonds Revilloid :	Réfection des façades [St 0.80]	930000
012.950.11	BAT	GIM	Dpt Constructions et aménagement :	Entretien, modernisat., isolation therm.+ phon.	1'200'000
012.950.12	BAT	GIM	Dpt Constructions et aménagement :	Entretien, modernisat., isolation therm.+ phon.	1'500'000
012.950.13	BAT	GIM	Dpt Constructions et aménagement :	Entretien, modernisat., isolation therm.+ phon.	1'500'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					5'130'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					5'130'000
30 ECOLES PUBLIQUES ET PARASCOLAIRE					
30 Constructions existantes					
030.085.06	BAT	ECO	Ecoles diverses :	Travaux de réfection	6'000'000
030.089.02	BAT	ECO	Berne 50, rue de, Ecole de Pâquis-Centre :	Travaux divers et débranché	2'500'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					8'500'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					8'500'000
40 CULTURE & LOISIRS					
42 Musées, conservatoire & jardin botaniques					
042.032.10	ARC	MHN	Malagnou 15, rte de :	Transfert du musée d'histoire des sciences	4'500'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					4'500'000
43 Théâtres & concerts					
043.041.00	ARC	GTG	Dpt de la Culture, Grand Théâtre, lieu à déterm. :	Etude regroupement ateliers & stockage décors	1'000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					1'000'000

Projets retirés lors de l'élaboration du 8ème PFI					RET
N° PFI	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût prévisible
46 Animations & loisirs					
046.060.04	BAT	DEJ	Divers centres de loisirs & maisons de quartier :	Travaux d'entretien & de réfection	500'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					500'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					6'000'000
50 SPORTS					
050.016.24	BAT	SPO	Vessy 12, rte de, centre sportif de Champel :	Rénovation buvette & rez des gradins athlétisme	250'000
050.950.02	BAT	SPO	Divers bâtiments sportifs :	Rénovation, entretien des installations sportives	2'000'000
050.950.04	BAT	SPO	Divers bâtiments sportifs :	Rénovation, entretien des installations sportives	2'000'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					6'500'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					6'500'000
60 SOCIAL					
61 Enfants et jeunesse					
061.028.04	BAT	SDPE	Bois-de-la-Bâtie, "Pavillon" :	Rénovation du bâtiment pour centre d'accueil de jour	620'000
061.028.06	SDPE	SDPE	Bois-de-la-Bâtie, "Pavillon" :	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	62'500
Total du sous-groupe fonctionnel :					682'500
63 Personnes âgées					
063.017.00	BAT	SOC	Minoteries 3, rue des :	Cité Seniors, rive gauche	1'500'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					1'500'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					2'182'500

Projets retirés lors de l'élaboration du 8ème PFI					RET
N° PFI	Service Gestionnaire	Bénéficiaire	Localisation	Libellé	Coût prévisible
70 SECURITE PUBLIQUE					
73 Service d'incendie					
073.019.15	BAT	SIS	Vieux-Billiard 11, rue du - Caserne 1 du SIS :	Etude pour transformation et adapt. du bâtiment	180'000
073.019.23	BAT	SIS	Vieux-Billiard 11, rue du :	Etude création bâtiment provisoire CETA	500'000
073.019.24	BAT	SIS	Vieux-Billiard 11, rue du :	Création bâtiment provisoire CETA	4'000'000
073.023.06	SIS	SIS	Vieux-Billiard 11, rue du :	Remplacement des appareils respiratoires	950'000
073.030.05	BAT	SIS	Étraz 128, route de l' Versoix :	Etude pour réaménagement centre de form. CECOFOR	500'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					6'130'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					6'130'000
80 HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE					
84 Cimetières & crématoires					
084.005.20	SPF	SPF	Cimetière 1, av. du, Cimetière de Saint-Georges :	Rénovation du réseau d'eau	240'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					240'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					240'000
90 AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG					
91 Parcs & promenades					
091.009.06	SEV	SEV	Voisins, rue des :	Réaménagement parc Prévost-Martin	800'000
091.079.00	SAM	GCI	Crêts-de-Champel av. des, Bout-du-Monde, rte. du :	Aménagement d'un cheminement piétonnier	900'000
091.080.08	SEV	SEV	Bois-de-la-Bâtie :	Securisation des cheminements & escaliers	2'600'000
091.092.04	SEV	SEV	Parcs et domaine public :	Renouvellement, mise aux normes quatre pataugeoirs	3'200'000
091.093.00	SEV	SEV	Parcs publics :	Remplacement signalétique des parcs municipaux	400'000
091.100.01	SEV	SEV	Baulacre, rue : [092.069]	Etude réaménagement parc Beaulieu	150'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					8'050'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					8'050'000

Projets retirés lors de l'élaboration du 8ème PFI					RET.
N° PFI	Service		Localisation	Libellé	Coût prévisible
	Gestonnaire	Bénéficiaire			
100 AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC					
101 Rues, routes & ouvrages d'art					
101.109.00	GCI	GCI	Rade de Genève :	Entretien des murs de quai	800'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					800'000
102 Places, rues résidentielles, trafic modéré					
102.065.06	GCI	GCI	Saint-Jean, rue de (tronçon Délices, Jean-Jacques) :	Réaménagement du la rue [081.021/101.072.22-24]	1'500'000
102.551.01	SAM	GCI	Plâquis, quai marchand des :	Etude d'aménagement et réfection	100'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					1'600'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					2'400'000
110 ADMINISTRATION GENERALE					
111 Administration générale - objets mobiliers					
111.011.08	DSIC	DSIC	Dpt Environnement urbain et sécurité :	Réseaux informatiques et téléphoniques 2014-2018	4'500'000
Total du sous-groupe fonctionnel :					4'500'000
TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :					4'500'000
TOTAL GÉNÉRAL :					49'632'500

Le président. Je fais d'abord voter une motion d'ordre des Verts qui demandent le débat accéléré.

Mis aux voix, le débat accéléré est accepté par 65 oui contre 5 non (1 abstention).

Le président. Je vous rappelle que c'est sept minutes et un intervenant par groupe.

Préconsultation

M^{me} Martine Sumi (S). Vous le savez toutes et tous, la présentation du plan financier d'investissement est une obligation qui découle du premier alinéa de l'article 37 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes. Cet outil remplit trois fonctions: politique, d'abord; pour les investissements, c'est la communication au Conseil municipal du plan d'intention du Conseil administratif; c'est un outil stratégique de planification et d'analyse pour le Conseil administratif et l'administration; c'est un outil opérationnel, enfin, pour le suivi des réalisations par l'administration. Je vous invite à renvoyer rapidement ce document pour étude à la commission des finances mais également dans les commissions spécialisées.

Je me permets toutefois une remarque. Je trouve extrêmement décevant que le plan financier d'investissement de l'année passée ait mis tellement de temps pour arriver chez nous. Vous le trouvez dans l'ordre du jour au point 22 bis. Je trouve un peu curieux que nous nous lancions dans l'étude du nouveau alors que nous n'avons toujours pas voté le rapport relatif au précédent. Et si on regarde dans le *Mémorial* des années passées, ce plan financier d'investissement n'est juste même pas revenu devant notre Conseil. Donc, cette année, j'émets le vœu que ce plan financier d'investissement soit traité rapidement et qu'il revienne si possible en même temps que le projet de budget. Il me semble que c'est quelque chose que nous pouvons faire.

Une dernière chose, la magistrate en charge du département des finances et du logement nous a déjà parlé, au sein de la commission des finances, d'un autre outil qui viendra non pas en appoint du plan financier d'investissement mais en amont, puisqu'il s'agit d'un outil d'aide à la décision pour permettre au Conseil administratif de faire justement ce que vous appelez toutes et tous de vos vœux, à savoir une priorisation des investissements. Voilà, je vous remercie, votons cela rapidement.

M. Olivier Fiumelli (LR). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, M^{me} Sumi nous explique que ce document est très complet et qu'il contient

tout ce dont nous avons besoin. Moi, je n'ai pas cette impression. La lettre c) de l'alinéa 2 de l'article du règlement que M^{me} Sumi nous a cité dit bien que ce plan financier d'investissement doit aussi comprendre le mode de financement. J'ai beau chercher dans ce document, je ne le trouve pas. Je vois simplement – c'est en page 21 – qu'on a pour 2 milliards de francs de projets dans le pipeline. Alors, moi, j'aimerais savoir comment la Ville va supporter ces 2 milliards d'investissements.

Par ailleurs, dans l'introduction, on nous mentionne ce fameux budget financier quadriennal. On nous parle de ce document comme s'il existait. C'est le plan financier auquel je faisais référence tout à l'heure. Or, ce document, nous ne l'avons toujours pas reçu. Je considère donc qu'il n'existe pas, et c'est pour cela que je parlais d'illégalité du budget. Là, je continue de dire que ce plan financier d'investissement n'est pas satisfaisant, puisqu'il y manque une composante importante.

M^{me} Salerno nous explique régulièrement ces derniers temps qu'on aura de la peine à financer nos investissements. Moi, j'aimerais justement trouver la réponse à cette question dans ce document. Or, nous ne l'aurons pas, et vous savez très bien que nous ne travaillerons pas sur ce document en commission. Nous n'avons jamais été capables de le faire. Le rapport sur le précédent plan financier d'investissement est à l'ordre du jour de ce Conseil municipal, mais aucune commission n'a fait son travail jusqu'au bout. Il n'y a eu aucun vote dans les commissions, aucune commission n'a fait de proposition...

Une voix. Si, si!

M. Olivier Fiumelli. Non, rien du tout! Donc, voilà, ce document ne vaut pas grand-chose. Nous allons en prendre acte, puisqu'il s'agit de cela. Ce soir, nous dirons oui au renvoi en commission parce que nous ne pouvons pas faire grand-chose d'autre, mais pour nous ce document n'a aucune valeur.

M. Denis Menoud (MCG). Ce qui manque dans ce plan financier d'investissement qui n'est qu'un projet d'intentions – et chacun sait que l'enfer est pavé de bonnes intentions – ce sont justement les frais de fonctionnement induits. Si nous construisons la Nouvelle Comédie, si nous construisons le Musée d'art et d'histoire, il va y avoir des frais de fonctionnement élevés, mais ceux-ci ne figurent jamais nulle part dans aucun document. Ça, c'est le premier élément.

Le deuxième élément, c'est la pertinence. Lundi passé, le Conseil administratif est arrivé avec des propositions urgentes. Nous nous demandons déjà si

celles-ci figurent au plan financier d'investissement. D'autre part, nous savons qu'il y a un travail de subversion qui est fait dans les commissions par le Conseil administratif. On va voir les commissaires aux travaux et aux constructions, on leur dit qu'il y a les écoles, que cela va coûter tant de millions; puis on va voir les commissaires aux arts et à la culture, on leur dit qu'il y aura tant de millions pour ceci et cela. Et, finalement, on arrive à plus de 2 milliards d'investissements, sans compter les intérêts, l'amortissement et les frais de fonctionnement.

Cela remet finalement en question la crédibilité de notre fonctionnement. C'est bien beau de renvoyer ce plan financier d'investissement en commission où, comme vient de le dire M. Fiumelli, on en prend acte. C'est intéressant, pourquoi pas, il y a plein de choses à faire! Il y a mille choses à faire, Monsieur Pagani – vous transmettez, Monsieur le président. Mais nous sommes étonnés parce qu'on nous fait le gros tralala du plan financier d'investissement, mais qu'on vient aussi avec des projets en urgence les uns derrière les autres! Le Mouvement citoyens genevois s'interroge. Nous n'avons pas d'opposition fondamentale à renvoyer ce document en commission, mais, finalement, il n'y sera pas étudié... Alors, cela fera partie d'une instruction, on s'instruira, et puis voilà, puisque ce qui compte, finalement, c'est ce que le magistrat amène chaque fois. Et, là, nous avons déjà 1,4 milliard de dettes. Nous recevons tous dans les commissions les baromètres des crédits, on en est quasiment à 2 milliards de francs d'investissements! Mais où va s'arrêter le Conseil administratif? (*Remarque de M. Zaugg.*)

Je ne dis pas qu'il ne faut rien faire, Monsieur Zaugg! Pas du tout, il faut faire, mais de manière raisonnable et raisonnée. Vous n'êtes peut-être pas un gestionnaire pointu, Monsieur Zaugg, ce n'est pas votre faute – vous transmettez, Monsieur le président – mais, fondamentalement, je comprends qu'on peut dépenser. Vidons les poches, pourquoi pas! Non, je pense qu'il faut être raisonnable. Nous allons étudier tout cela, mais nous ne nous faisons aucune illusion, parce que, connaissant la méthode de M. P. maire de Genève, nous savons comment ça fonctionne. Mais nous partons droit dans le mur avec un endettement qui pose beaucoup de questions, tout comme cette nouvelle méthode de circonvénir les commissions en disant à ses membres qu'il y a ci et ça à financer.

On part pour plus de 2 milliards de francs d'investissements. Alors, évidemment, ce n'est pas votre argent, je vous l'ai déjà dit, Monsieur P. maire de Genève – vous transmettez, Monsieur le président. Pour nous, ce n'est pas acceptable parce que l'argent, il faut le gagner, et que c'est dur pour tout le monde. Nous ne pouvons pas accepter des dettes et des frais de fonctionnement de manière aléatoire sans savoir où l'on va.

M. Rémy Pagani, maire. Solennellement, Monsieur Denis M., je n'ai jamais utilisé ces termes vis-à-vis de quiconque dans cette enceinte, et je n'entends pas

les utiliser. Lors de la dernière séance vous avez utilisé des termes déplacés à mon endroit. Alors, si vous continuez comme cela, Monsieur le conseiller municipal, le bureau fera son choix, mais, pour ma part, en tout cas, je ne siégerai plus tant que je n'aurai pas eu des excuses pour votre attitude et, cela, pas tant dans ma fonction de magistrat, mais en regard du respect que nous nous devons les uns aux autres dans cette enceinte.

Cela étant, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je le redis, vous n'aviez pas autant d'instruments de contrôle des investissements avant mon arrivée. Certains n'ont pas encore compris que ce plan financier d'investissement était une feuille de route pour l'administration, puisque l'administration suit le ligne par ligne, les priorités, contrairement à ce que certains affirment ici de manière péremptoire, sans en fournir la preuve. Le plan financier d'investissement est un instrument de travail pour l'administration, mais pas seulement. Il est pour vous un instrument de contrôle. Il nous invite aussi à remettre en priorité une des choses que nous avons jugées en priorité deux, et ainsi de suite.

En ce qui concerne les investissements, Mesdames et Messieurs, quand je suis arrivé ici, on en était à 60 millions de francs. Comme mon collègue et adversaire très cher, M. Ketterer, il y a de cela vingt ans, dépensait 200 millions par année pour entretenir le patrimoine de la Ville, je pensais qu'en huit ans, avec l'aide de l'administration, ces personnes fidèles à la Ville de Genève, nous pourrions au moins arriver à cela, c'était un petit défi personnel. Nous arrivons aujourd'hui, au bout de six ans, à 160 millions de francs. Nous allons redescendre à 150 millions, et je pense que c'est tout à fait raisonnable de rester à ce niveau-là.

En effet, pendant les années 1980, Mesdames et Messieurs, certains sur ces bancs-ci ont décidé de faire des économies à coup de 50 millions de francs par année, et ils les ont faites sur les vaisseaux amiraux de la municipalité. J'en veux pour preuve – et cela va nous coûter passablement d'argent – le dernier accident survenu sur les colonnes à pression du système sprinkler au Grand Théâtre, lesquelles n'ont jamais été entretenues depuis 1964, pas plus que ne l'a été le Musée d'art et d'histoire depuis 1912. Ces investissements-ci sont nécessaires, Mesdames et Messieurs.

Au Grand Théâtre, il s'agit d'une fuite de 2 ou 3 millimètres qui a inondé les quatre étages jusqu'au rez-de-chaussée. Ces investissements sont nécessaires et ils sont incontournables. Il s'agit simplement de s'organiser pour faire en sorte qu'ils ne coûtent rien au niveau des crédits de fonctionnement. Il s'agit de remettre à niveau ces vaisseaux amiraux, comme nous l'avons fait un peu au niveau de la patinoire des Vernets, comme nous l'avons fait d'ailleurs – et j'en suis très fier – pour l'ensemble des immeubles locatifs de la Ville de Genève qui le méritaient, et qui étaient dans un état de décomposition avancée. L'objectif principal de ce plan financier d'investissement est à la fois de rattraper le retard et de faire les investissements que vous avez choisis.

Et je vous le rappelle, Mesdames et Messieurs, je suis prestataire de services auprès de mes collègues du social pour faire des crèches, de la culture et du sport pour aménager des théâtres et des équipements sportifs, enfin pour toute une série de choses. Ces besoins sont réels, ils sont demandés, je ne fais qu'activer l'administration pour les satisfaire. Et, de fait, ces investissements participent de façon importante à la marche de l'économie, et vous le savez très bien, puisque cela crée de l'emploi. Des mesures anticycliques sont de bon aloi dans cette période difficile que nous traversons, en tout cas au niveau du bâtiment, où les investissements commencent à descendre.

Alors, j'ai juste encore une petite pointe à adresser à M. Lathion qui a dit qu'il n'y avait pas de priorités. Mais, tous les mois, je dois présenter devant vous ces priorités. Je n'ai pas d'enveloppe, si ce n'est l'enveloppe pour l'entretien des bâtiments et celle destinée à l'entretien des routes. Cette dernière commence à grossir un peu, à coups de 2 millions par année qui nous sont versés par l'Etat de Genève, et je le remercie d'ailleurs pour cette contribution. Tous les mois j'ai des projets à vous présenter et, très concrètement, Monsieur Denis Menoud, vous avez dans votre ordre du jour pour 235 millions de crédits d'investissements à voter. Les priorités sont dans votre ordre du jour, Monsieur Lathion. J'espère que vous en avez pris conscience, et que ces crédits d'investissements seront votés, puisqu'ils sont nécessaires. Vous les prendrez un à un, nous les défendrons, je les défendrai, et j'espère que vous les voterez comme vous avez voté depuis six ans – à une ou deux exceptions près – tous les crédits d'investissements que je vous ai proposés, et je vous en remercie.

Le président. Je ne peux pas vous passer la parole, Monsieur Menoud, puisqu'en débat accéléré c'est un orateur par groupe...

M. Denis Menoud (MCG). J'ai été mis en cause, Monsieur le président.

Le président. Vous n'avez absolument pas été mis en cause. (*Exclamations.*) J'imaginai que vous vouliez peut-être présenter des excuses au maire, mais ce n'est pas le cas.

Mis aux voix, le renvoi du 8^e plan financier d'investissement à la commission des finances et aux commissions spécialisées est accepté par 57 oui contre 14 non.

Le président. Suite à ce que nous avons vécu lundi soir, je dois dire que ce soir c'était un bonheur de présider une assemblée si attentive. Et j'aimerais aussi

dire clairement vis-à-vis du public nombreux qui nous regarde que, si les conseillers municipaux travaillent de manière assidue en commission, il est vrai qu'en plénière le travail n'est parfois pas à la hauteur. Ce soir, toutefois, nous avons eu des débats à la hauteur du travail important fait en commission, et je vous en remercie. Je vous souhaite une bonne soirée. A demain, 17 h.

5. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

6. Interpellations.

Néant.

7. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 23 h 5.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	1034
2. Communications du bureau du Conseil municipal	1034
3. Projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2013 (PR-980)	1035
4. Présentation du 8 ^e plan financier d'investissement 2013-2024 (D-39)	1101
5. Propositions des conseillers municipaux	1226
6. Interpellations	1226
7. Questions écrites	1226

La mémorialiste:
Marguerite Conus